

VITTORIO EM. III

FONDO PIZZOFALCONE



Arma

m.° d'ordine

XXVII



NAZIONALE

B. Prov.

VITT. EN

I

BIBLIOTECA PROVINCIALE

23

B. P.

I

20



Bibliothèque
DE
L'OFFICIER.

Classiques de l'Histoire.

TOME IV.

PARIS. — DE L'IMPRIMERIE DE RIGNOUX,
rue des Francs-Bourgeois-S.-Michel, n° 8.



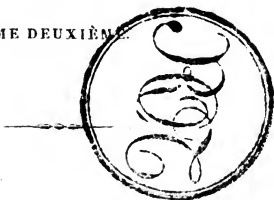
606169

HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS

DE LA
RÉPUBLIQUE ROMAINE.

PAR L'ABBÉ DE VERTOT.

TOME DEUXIÈME.



A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,
SUCCESSIONS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE, N° 9.

1826.



HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS

ARRIVÉES DANS LE GOUVERNEMENT

DE

LA RÉPUBLIQUE ROMAINE.

~~~~~  
LIVRE CINQUIÈME.

On envoie des ambassadeurs à Athènes pour recueillir les lois de Solon. Au retour de ces ambassadeurs on choisit parmi les patriciens dix commissaires ou *décenvirs* qui gouvernent souverainement. Appius, chef du collège des décenvirs, devient suspect à ses collègues. Pour empêcher qu'il ne soit continué dans le décenvirat, ils le déclarent président de l'assemblée où se devait faire la seconde élection. Mais il se propose lui-même pour premier décenvir; et le peuple en reçoit la proposition avec de grands éloges, suivis de la plupart des suffrages. Ces nouveaux magistrats veulent rendre leur domination perpétuelle. Malgré l'opposition des principaux sénateurs, ils viennent à bout de se faire donner le commandement des armées, pour marcher contre les Éques et les Sabins. Les Romains refusent de vaincre, de peur d'augmenter leur puissance. La du

reté de leur domination, leur orgueil, leurs injustices, mais surtout la passion d'Appius pour la jeune Virginie, sont cause de leur ruine. Virginus, père de cette fille infortunée, s'étant vu réduit à la triste nécessité de lui enfoncer un poignard dans le sein, pour la dérober à la brutalité du décemvir, les armées se soulèvent et reviennent à Rome, où elles obtiennent la cassation du décemvirat et la punition des décemvirs. On rétablit le consulat et le tribunat, et on rend au peuple tous ses privilèges.

Nous avons vu, précédemment, Rome jalouse de sa liberté se défaire de ses rois; le gouvernement monarchique se tourner en républicain sous l'autorité de deux consuls; la noblesse et le peuple qui composaient cette république naissante, par le même amour de la liberté, depuis divisés et prêts à se séparer; le tribunat, qui n'avait été établi que comme le gage de leur union, devenir le fondement de nouvelles divisions; et ces magistrats plébéiens artisans perpétuels de discorde, poursuivre tout ce que le sénat avait de plus grand et de plus illustre, et s'attacher surtout avec opiniâtreté à la ruine des consuls dès qu'ils sortaient de charge; en sorte qu'un consulaire devait se regarder comme la victime du peuple et l'objet de la fureur des tribuns. Tel était l'état de Rome où l'on faisait alors un crime aux souverains magistrats de gouverner selon les anciennes

lois. Cependant la disgrâce de Romilius et de Veturius dont nous venons de parler n'épouvanta point leurs successeurs. Sp. Tarpius et A. Haterius n'en montrèrent pas moins de fermeté. Ces généreux consuls déclarèrent hautement au peuple qu'il pourrait bien les condamner à leur tour, quand ils seraient sortis de charge, ou à une amende ou à des peines encore plus injustes ; mais que ces vexations et la perte même de leur vie ne les obligerait jamais à consentir à la publication de la loi agraire. Tant de fermeté et ce concert unanime de tous les sénateurs ébranla les tribuns. Les deux partis également fatigués de ces divisions continuelles semblèrent se rapprocher. On fut quelque temps sans entendre parler du partage des terres. L'animosité parut cessée ou du moins suspendue. Mais le peuple toujours inquiet ne fit que changer de vue et d'objet ; il revint à la loi Terentilla et demanda au sénat qu'à la place de ces jugemens arbitraires que rendaient les magistrats , on établît enfin un corps de lois connues de tous les citoyens et qui servissent de règle dans la république tant à l'égard du gouvernement et des affaires publiques que par rapport aux différends qui naissaient tous les jours entre les particuliers.

Le sénat ne s'éloignait pas de cette propo-

sition ; mais, quand il fut question de nommer des législateurs, il prétendit qu'ils devaient être tous tirés de son corps ; et le peuple au contraire demandait qu'ayant un égal intérêt dans une affaire aussi importante, il fût admis par ses députés à partager un si noble emploi. Il envoya au sénat le tribun Siccius et ses collègues pour soutenir ses prétentions. L'affaire y fut agitée avec beaucoup de chaleur ; les avis se trouvèrent partagés. Mais rien ne surprit tant que celui de Romilius, ce consulaire que le peuple venait de condamner à une grosse amende. Au lieu de s'opposer, comme on le croyait, aux prétentions du peuple, il déclara que, sans vouloir inventer de nouvelles lois il était d'avis qu'on envoyât seulement des députés à Athènes pour y recueillir celles de Solon qu'on savait être les plus populaires de la Grèce ; que ces députés prissent soin en même temps de s'instruire de la forme du gouvernement des républiques voisines, et qu'à leur retour on élirait des commissaires qui feraient choix de celles qui paraîtraient les plus convenables à la constitution présente de la république romaine : « Et fassent les dieux, ajouta ce consulaire, que ces commissaires nous proposent des lois également favorables à la liberté du peuple et à l'autorité du sénat.

Cet avis fut également bien reçu des deux partis. Le sénat auquel on ne disputait point le droit de nommer ces ambassadeurs, était bien persuadé que ceux qu'il choisirait pour faire cette recherche ne rapporteraient rien qui fût contraire à ses intérêts; et les tribuns, séduits par l'espérance de voir le gouvernement de Rome réformé sur celui d'une république où toute l'autorité résidait dans l'assemblée du peuple, ne pouvaient se lasser de donner de grandes louanges à Romilius. Siccus même, quoique son ennemi, déclara qu'il lui remettait de la part du peuple l'amende à laquelle il avait été condamné. Mais Romilius rejeta généreusement cette grace qui venait d'une main ennemie. Il déclara hautement qu'il ne prétendait point d'autre récompense que de pouvoir dire toujours son avis avec la liberté qui convenait à un sénateur romain; et qu'à l'égard de l'amende à laquelle il avait été condamné, comme c'était un bien consacré à Cérès, il croirait faire un sacrilège de ne la pas payer. On dressa ensuite le sénatus-consulte qui fut confirmé par le consentement unanime du peuple; et en conséquence le sénat envoya en ambassade à Athènes Sp. Posthumius, A. Manlius et P. Sulpitius Camerinus, qui furent chargés de recueillir les lois et les coutumes de cette

ville et des autres républiques de la Grèce. Pendant le reste de l'année, l'état fut assez tranquille. Mais l'année suivante [300], sous le consulat de P. Curatius et Sex. Quintilius, presque toute l'Italie fut affligée de la peste. Le premier consul, quatre tribuns du peuple et un grand nombre de citoyens de toute condition en moururent. Le peuple se dispersa de différens côtés. Rome, dans une si grande désolation, devint déserte, et on avait à craindre quelque surprise de la part des Éques, des Volsques et des Sabins. Mais la contagion s'était répandue parmi eux avec la même fureur; une calamité commune et générale tint lieu de forces et de défense à la république.

L'année suivante [301] commença sous de plus heureux auspices. La peste cessa sous le consulat de P. Sestius Capitolinus et de T. Menenius, et on vit arriver les ambassadeurs qu'on avait envoyés pour recueillir les lois de la Grèce<sup>1</sup>. Les tribuns du peuple firent aussitôt de grandes instances aux consuls pour l'élection des commissaires ou décemvirs qui devaient travailler à former un corps entier de lois pour le gouvernement de la république. Sestius n'y avait pas de répugnance; mais Me-

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. 111, c. 32. Dion. Hal. lib. x, p. 678.*

nenius, qui regardait tout changement dans un état comme pernicieux, et qui peut-être n'avait pas oublié les injures que son père avait reçues des tribuns, éloigna autant qu'il put cette élection. Il s'en dispensa d'abord sur la nécessité d'élire auparavant les consuls pour l'année suivante. Il dit que, cette grande affaire se devant traiter sous leur consulat, il était bien juste qu'on ne fit rien avant qu'ils eussent été désignés, et même sans leur participation. Mais ce n'était qu'un prétexte, et il se flattait que l'élection des consuls suspendrait celle des décemvirs, ou du moins que la concurrence qui se rencontrerait entre eux affaiblirait l'autorité de ces nouveaux magistrats. Cependant l'empressement des tribuns fit avancer les comices. On y élut pour premier consul Appius Claudius. Ce fut le troisième de père en fils dans la maison *Claudia* qui fut élevé à cette dignité. Tous les patriciens lui avaient donné leurs suffrages dans l'espérance qu'il n'aurait pas moins d'attachement que ses ancêtres aux intérêts du sénat. T. Genutius fut nommé pour son collègue. Les tribuns après cette élection renouvelèrent leurs poursuites et leurs sollicitations auprès des consuls en charge pour les obliger à procéder à la nomination des décemvirs. Menenius, qui ne faisait que de fâcheux pronostics

de ce changement qu'on voulait introduire , se relégua dans sa maison sous prétexte d'une maladie ; et il aima mieux n'en point sortir que d'être obligé, s'il allait au sénat, d'y proposer l'affaire des lois nouvelles. Sestius, de son côté, quoique favorable aux tribuns ne croyait pas qu'il fût honnête de se charger seul d'une si grande affaire sans la présence et le concours de son collègue. Les tribuns, auxquels de pareils retardemens étaient suspects, s'adressèrent à Appius et à son collègue désignés consuls pour l'année prochaine. Ils surent les mettre dans leurs intérêts, apparemment par l'espérance de leur donner la meilleure part dans la commission pour la création des lois. Après s'être assurés de ces deux sénateurs, que leur désignation pour le prochain consulat rendait plus considérables, ils les introduisirent dans une assemblée du peuple qu'ils avaient convoquée exprès pour y prendre des mesures contre les retardemens affectés des consuls en exercice. Appius étant monté à la tribune aux harangues, ménagea ses expressions de manière que sans se déclarer contre le sénat il sut plaire au peuple. Les principaux chefs de son discours roulèrent sur la justice qu'il y avait d'établir des lois égales entre tous les citoyens, afin que Rome, divisée si long-temps en deux partis et

comme en deux villes différentes , ne formât plus à l'avenir qu'une seule république. Il ajouta qu'il était persuadé qu'on ne devait pas différer davantage la nomination des décevirs ; qu'il fallait en faire incessamment la proposition au sénat, et que si son élection au consulat et celle de son collègue étaient préjudiciables à l'établissement et à l'autorité des décevirs, ils étaient prêts à y renoncer ; et qu'il déclarait qu'ils y renonçaient actuellement et qu'ils sacrifieraient encore de bon cœur leur vie pour procurer un aussi grand bien à leur patrie que la paix et la réunion entre leurs concitoyens.

Ce discours fut regardé par la plus grande partie de l'assemblée comme celui d'un véritable républicain qui aimait sincèrement la liberté de son pays. Le peuple surtout, qui n'attendait rien de semblable d'un patricien de la Maison *Claudia*, l'écouta avec autant de joie que de surprise. Quelques sénateurs, au contraire, qui connaissaient le génie fier et ambitieux d'Appius, craignaient que, sous cette modération apparente et sous ces dehors si désintéressés, il ne cachât des desseins fort opposés. Mais après tout, comme ce n'étaient que des soupçons sans preuves, les patriciens comme les plébéiens donnèrent de grandes

louanges à l'abdication qu'il venait de faire de ses droits au consulat. Il fut question de porter cette affaire au sénat. Menenius, qui se fiait aux engagemens qu'il avait pris secrètement avec son collègue, feignait toujours d'être malade pour se dispenser de convoquer cette compagnie; mais Sestius, gagné apparemment par la promesse d'être compris au nombre des décemvirs, lui manqua de parole. Il fit assembler le sénat, et proposa la nomination des décemvirs. Les avis y furent partagés à l'ordinaire; quelques sénateurs, attachés aux anciens usages, regardaient avec éloignement tout changement dans le gouvernement de l'état et dans l'administration de la justice. Mais Appius, qui avait un puissant parti dans la compagnie, soutint au contraire qu'il y avait beaucoup de justice à établir, de concert avec le peuple, des lois qui servissent à l'avenir de règles constantes pour former les jugemens des magistrats; et cet avis passa enfin à la pluralité des voix. On résolut de procéder incessamment à la nomination des décemvirs; mais cette nomination fit naître encore une nouvelle difficulté. Les tribuns du peuple demandèrent de sa part que cinq plébéiens fussent admis dans cette commission. Tous les sénateurs s'opposèrent unanimement à cette prétention. Ils repré-

sentèrent que, les décemvirs allant prendre la place et l'autorité des consuls, il était inouï que de simples plébéiens, exclus par leur naissance de toute magistrature *curule*, fussent revêtus de la puissance souveraine. Les tribuns s'aperçurent bien que le sénat ne se relâcherait jamais sur cet article. Après beaucoup de raisons proposées de part et d'autre, ils se désistèrent enfin de leurs prétentions de peur de faire échouer la nomination même des décemvirs; et on convint qu'ils seraient tirés du corps du sénat; que ces commissaires seraient revêtus pendant un an entier de la puissance souveraine, sans qu'il y eût appel de leurs jugemens et de leurs ordonnances; qu'on n'élierait pendant ce temps-là ni consuls, ni tribuns; que l'autorité et les fonctions de toute magistrature seraient suspendues pendant leur administration; qu'ils dresseraient un corps de lois tiré de celles de la Grèce et des anciens usages de Rome; et qu'après l'avoir communiqué au sénat et au peuple et pris leur consentement, on s'en servirait à l'avenir pour le gouvernement de l'état et dans l'administration de la justice.

Quelque temps après on tint une assemblée solennelle de tout le peuple romain, convoqué par *centuries*. Cette assemblée fut précédée par

des auspices et les autres cérémonies de la religion [302]; on procéda ensuite à l'élection des décemvirs. Appius Claudius et T. Genutius furent nommés les premiers, et on crut devoir cette préférence et cette marque d'honneur à l'abdication généreuse qu'ils avaient faite du consulat. Les suffrages tombèrent ensuite sur L. Sestius, sur Veturius, C. Julius, A. Manlius, Scr. Sulpitius, P. Curatius, T. Romilius et Sp. Posthumius, tous personnages consulaires. Le sénat se flattait d'avoir fait choix des plus zélés défenseurs de ses droits; mais la plupart, pour parvenir à cette dignité, avaient pris des engagements secrets avec les tribuns du peuple. Ainsi les deux partis regardèrent chacun cette élection comme leur ouvrage particulier, et ils y concoururent également, mais par des vues bien différentes. Quoiqu'Appius fût le premier et comme le chef du collège des décemvirs, cependant il vivait avec ses collègues dans une entière égalité et une parfaite intelligence. Il affectait surtout des manières toutes populaires; il saluait les moindres plébéiens qu'il rencontrait en son chemin; il se chargeait de leurs affaires et de leurs intérêts, et leur procurait une prompte justice. Chaque décemvir présidait, à son tour, pendant un jour entier. Il avait alors les douze licteurs qui marchaient

devant lui avec les faisceaux. Ils rendaient successivement justice dans la place : ce qu'ils faisaient avec tant d'équité que le peuple, charmé de leur conduite, semblait avoir oublié ses tribuns. La plupart faisaient des vœux pour la durée d'un gouvernement si plein de modération ; et il y eut même plusieurs plébéiens qui déclarèrent qu'au lieu de rétablir le consulat et le tribunat, on ne devait songer qu'à rendre le décemvirat perpétuel. Les décemvirs travaillèrent avec beaucoup d'application, pendant toute l'année, à la complication des lois qu'ils tirèrent, partie des anciennes ordonnances des rois de Rome, et partie de ce qu'ils empruntèrent des lois de la Grèce, qu'un certain Hermodore d'Éphèse<sup>1</sup>, qui se trouva à Rome, leur interpréta. Quand leur ouvrage fut achevé, ils en proposèrent dix tables, dont il ne nous reste que quelques fragmens<sup>2</sup> ; les unes concernant le droit sacré ; les autres le droit public, et le plus grand nombre le droit particulier. On afficha ces tables en public, afin que chacun les pût lire, y faire ses réflexions, et les communiquer aux décemvirs avant que de leur donner autorité de lois. On les porta ensuite au sénat, où elles furent exa-

<sup>1</sup> *Plin. lib. xxxiv, c. 5.* — <sup>2</sup> *Cicero, de Leg. lib. ii et iii.*

minées et reçues à la pluralité des voix : et on arrêta par un sénatus-consulte qu'on convoquerait incessamment les comices des centurries, pour les faire approuver par tout le peuple romain.

Le jour de l'assemblée étant arrivé, on prit solennellement les auspices, et en présence des ministres de la religion les lois furent lues de nouveau. Les décemvirs représentèrent au peuple avec beaucoup de douceur qu'ils croyaient n'avoir rien oublié de ce qui leur avait paru nécessaire pour la conservation de la liberté, et pour établir cette égalité si nécessaire dans une république. Cependant qu'ils exhortaient leurs concitoyens d'examiner avec soin leur ouvrage, et de dire avec liberté ce qu'ils croyaient qu'on en devait retrancher ou ce qu'on y pouvait ajouter; en sorte qu'à l'avenir le peuple eût des lois qu'il eût faites lui-même plutôt qu'il ne les eût approuvées. On ne répondit à un discours si rempli de désintéressement et de modestie que par de grandes louanges. Les lois contenues dans les dix tables furent reçues du consentement de toutes les centurries. Il y eut seulement quelques particuliers qui dirent qu'il y manquait plusieurs réglemens dont on pourrait encore faire deux tables; et que, si on les ajoutait aux dix autres,

on en formerait comme un corps parfait de tout le droit romain. Cette vue fit naître le désir d'élire tout de nouveau des décemvirs encore pour une année. Le sénat et le peuple approuvèrent également ce dessein, quoique par des vues différentes. Le peuple ne songeait qu'à reculer le rétablissement de l'autorité consulaire, qui lui était formidable; et le sénat, de son côté, était bien aise de se délivrer des tribuns qui lui étaient si odieux.

L'assemblée ayant approuvé ce projet, on indiqua le jour qu'on devait procéder à une nouvelle élection des décemvirs. Dans l'intervalle qui précéda ces comices, la division se mit dans le sénat, au sujet de cette dignité. Les uns y aspiraient par ambition; d'autres, qui s'étaient d'abord opposés le plus ouvertement à son établissement, la recherchaient alors, mais seulement pour en exclure ceux dont les desseins et la conduite leur étaient suspects. Appius feignait de n'y point prétendre; et, pour inspirer à ses collègues le dessein d'y renoncer, il déclarait publiquement qu'ayant rempli tous les devoirs de bons citoyens par le travail assidu d'une année entière, il était juste de leur accorder du repos et des succès-

Mais ses liaisons publiques, et dont il ne se

cachait point, avec les Duillius et les Icilius, c'est-à-dire avec les chefs du peuple, et, pour ainsi dire, les arcs-boutans du tribunat; le soin qu'il prenait de se rendre agréable aux plébéiens, son affabilité et sa modération, si opposées à cette fierté qu'on reprochait à la famille Claudia, tout cela donnait beaucoup d'inquiétude à ses rivaux, et le rendait suspect à ses collègues. Ces derniers, pour s'assurer de son exclusion, le nommèrent pour présider à l'élection nouvelle. Et comme c'était un usage que celui qui présidait à l'assemblée nommait ceux qui aspiraient à la charge qu'il fallait remplir, ils se flattèrent qu'après la déclaration qu'il avait faite de renoncer à cette dignité, il n'oserait pas se mettre au nombre des candidats; outre qu'il était sans exemple que celui qui présidait dans une élection se fût proposé lui-même, si on en excepte quelques tribuns du peuple, qui, en pareille occasion, n'avaient pas eu honte d'abuser de la confiance de leurs concitoyens. Appius n'eut pas plus de pudeur que ces ambitieux plébéiens [303]. Le jour de l'élection étant arrivé, on le vit, contre toutes les règles de la bienséance et de la modestie, se proposer lui-même pour le premier décemvir; et le peuple, toujours la dupe de ceux qui le savent tromper sous l'apparence de

prendre part à ses intérêts, lui défera par ses suffrages cette grande dignité. Ce décemvir eut l'habileté de faire tomber ensuite les suffrages sur Quintius Fabius Vibulanus, personnage consulaire à la vérité, et même de mœurs jusqu'alors irréprochables, mais d'un esprit lent et paresseux, naturellement ennemi des affaires, sans fermeté, et incapable de le troubler dans la disposition des desseins qu'il méditait. Ce fut dans les mêmes vues qu'il fit élire ensuite <sup>1</sup> M. Cornelius, M. Servilius, L. Minucius, T. Antonius et M. Rabuleius, sénateurs peu estimés dans leur compagnie, mais qui lui étaient dévoués, et qui, par ses intrigues secrètes, emportèrent cette dignité sur les Quintiens, et même sur Claudius son oncle, zélé patricien, et auquel il fit donner l'exclusion, aussi bien qu'à tous ses collègues du premier décemvirat. Enfin, ce qui surprit et consterna le sénat, c'est qu'Appius, oubliant sa propre gloire et celle de ses ancêtres, n'eut point de honte, pour flatter les anciens tribuns auxquels il avait vendu sa foi, de proposer trois plébéiens pour décemvirs, sous prétexte qu'il était juste qu'il y eût quelqu'un dans ce collège qui veillât aux intérêts du

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. x, p. 682.*

peuple. Il y fit entrer Q. Petilius, C. Duellius, et Sp. Oppius, tous trois plébéiens exclus par leur naissance de ces premières magistratures, et qui n'y parvinrent que parce qu'ils y avaient porté eux-mêmes Appius par tous les suffrages du peuple, dont ils disposaient à leur gré, et qu'ils avaient déterminé en sa faveur, suivant leurs conventions secrètes.

Appius se voyant enfin parvenu par sa dissimulation et ses intrigues à la tête du décemvirat, ne songea plus qu'à rendre sa domination perpétuelle; il rassembla aussitôt ses nouveaux collègues, qui tous lui étaient redevables de leur dignité. Pour lors, mettant bas le masque de républicain, il leur représenta que rien ne leur était plus aisé que de retenir toute leur vie la souveraine puissance : qu'ils étaient revêtus d'une commission dans laquelle se trouvaient réunies l'autorité consulaire et la puissance tribunitienne; que le sénat et le peuple, toujours opposés, plutôt que de voir le rétablissement de ces deux magistratures, qui leur étaient également odieuses, aimeraient mieux leur laisser, comme en dépôt, le soin du gouvernement; que les particuliers s'accoutumeraient insensiblement à leur autorité, et que, pour la conserver, ils devaient rappeler à leur tribunal la connaissance de toutes les

affaires, sans souffrir qu'on les portât au sénat ou devant l'assemblée du peuple; qu'il fallait surtout éviter avec grand soin toute convocation de ces deux corps, qui les ferait apercevoir de leurs droits et de leurs forces; qu'il se trouvait toujours dans ces sortes d'assemblées des esprits inquiets et impatiens de toute domination; et que, pour rendre inébranlable l'autorité du décemvirat, il était de l'intérêt des décemvirs de demeurer étroitement unis entre eux; qu'ils devaient avoir une complaisance réciproque les uns pour les autres; que tout le collège devait s'intéresser dans les affaires particulières de chaque décemvir: et il ajouta qu'il croyait qu'ils devaient s'engager tous, par les sermens les plus solennels, à ne se troubler jamais, les uns les autres, dans l'exécution de leurs desseins particuliers. Comme ce discours d'Appius flattait agréablement l'ambition de ses collègues, ils se laissèrent conduire à ses vues<sup>1</sup>. Chacun applaudit à ses projets; tous firent les sermens qu'il prescrivit, et ils convinrent unanimement de n'oublier rien pour retenir toute leur vie l'empire et la domination qu'on ne leur avait déferés que pour une seule année: nouvelle conspiration contre la liberté publique.

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. x, p. 682.*

Ces nouveaux magistrats <sup>1</sup> entrèrent en possession de leur dignité aux ides de mai [15 mai] ; et, pour inspirer d'abord de la crainte et du respect au peuple, ils parurent en public chacun avec douze licteurs auxquels ils avaient fait prendre des haches avec leurs faisceaux comme en portaient ceux qui marchaient devant les anciens rois de Rome ou devant le dictateur ; en sorte que la place fut remplie par six vingts licteurs qui écartaient la multitude avec un faste et un orgueil insupportables dans une ville où régnaient auparavant la modestie et l'égalité. Le peuple ne vit qu'avec indignation cet appareil de la tyrannie. La comparaison qu'il faisait de la modération des consuls avec les manières fières et hautaines des décemvirs lui fit bientôt regretter l'ancien gouvernement. Il se plaignait secrètement qu'on lui eût donné dix rois pour deux consuls. Mais ces réflexions venaient trop tard, et il n'était plus maître de détruire son ouvrage. Les décemvirs commencèrent à régner impérieusement et avec une autorité absolue. Outre leurs licteurs ils étaient encore environnés en tout temps d'une troupe de gens sans nom et sans aveu, la plupart chargés de crimes ou accablés de dettes, et qui ne

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. x, p. 182.*

pouvaient trouver de sûreté que dans les troubles de l'état. Mais ce qui était encore plus déplorable c'est qu'on vit bientôt à la suite de ces nouveaux magistrats une foule de jeunes patriens qui, préférant la licence à la liberté, s'attachèrent servilement aux dispensateurs des graces. Et même pour satisfaire leurs passions et fournir à leurs plaisirs, ils n'avaient point de honte d'être les ministres et les complices de ceux des décemvirs. Il n'y eut plus d'asiles assez sûrs pour la beauté et la pudeur. Cette jeunesse effrénée, à l'ombre du pouvoir souverain, enlevait impunément les filles du sein de leurs mères; d'autres, sous de faibles prétextes, s'emparaient du bien de leurs voisins, qui se trouvait à leur bienséance. En vain on en portait des plaintes aux décemvirs, les malheureux étaient rejetés avec mépris, et la faveur seule ou des vues d'intérêt tenaient lieu de droit et de justice. Que si quelque citoyen, par un reste de l'ancienne liberté, était assez hardi pour faire éclater son ressentiment, ces tyrans le faisaient battre à coups de verges comme un esclave; d'autres étaient exilés; il y en eut même qu'on fit mourir; et la confiscation suivait toujours le supplice des malheureux.

Le peuple, qui gémissait sous une domination si tyrannique, jetait les yeux du côté du sénat

d'où il attendait sa liberté. Mais la plupart des sénateurs, redoutant la fureur des décemvirs, s'étaient retirés à la campagne. Ceux qui étaient restés dans la ville n'étaient pas fâchés que la dureté du gouvernement présent fit regretter celui des consuls; et ils se flattaient que le peuple renoncerait volontiers au rétablissement des tribuns si on pouvait les tirer de la domination des décemvirs.

C. Claudius, personnage consulaire et oncle d'Appius, sensiblement touché de voir son neveu s'ériger en tyran de sa patrie, plusieurs fois chercha les occasions de le joindre pour lui représenter à quel point il déshonorait la mémoire de ses ancêtres par une conduite si odieuse. Mais ce chef des décemvirs, qui redoutait ses remontrances, éludait ses visites sous différens prétextes. C. Claudius ne put jamais pénétrer jusque dans son appartement; et cet ancien magistrat éprouva que les tyrans ne reconnaissent plus ni parens ni amis.

Cependant ces nouveaux magistrats ajoutèrent deux tables de lois aux dix qu'on avait promulguées l'année précédente; mais ils n'y statuèrent rien touchant le partage des terres conquises. On observa même que dans les deux dernières tables il y avait un article qui défendait aux patriciens et aux plébéiens de s'allier

par des mariages réciproques, et qu'ils avaient fait une loi expresse d'une ancienne coutume. On soupçonna que les décemvirs n'avaient établi cette loi nouvelle et négligé en même temps de faire quelque règlement au sujet du partage des terres, que pour entretenir continuellement la division entre les deux ordres de la république. Ils appréhendaient que, si la noblesse et le peuple venaient à se réunir, ils ne tournassent contre eux cette ancienne animosité qu'ils avaient tant d'intérêt d'empêcher qui ne s'éteignit. Cependant, comme l'autorité de ces décemvirs ne devait durer qu'un an, on se flattait de voir expirer leur tyrannie avec la fin de l'année. Mais les idées de mai parurent sans qu'il y eût la moindre apparence de comices ni d'assemblées pour les élections. Les tyrans se montrèrent alors à découvert; et malgré le sénat et le peuple ils se maintinrent dans le gouvernement, sans autre droit que celui de la force et de la violence. Tout ce qui leur faisait ombrage fut proscrit. Plusieurs citoyens se bannirent eux-mêmes de leur patrie; quelques-uns furent chercher des asiles chez les Latins et les Herniques; et Rome presque déserte demeura en proie à ces tyrans.

Tout le monde déplorait en secret la perte de la liberté sans qu'il se trouvât dans la répu-

blique aucun citoyen assez généreux pour tenter de rompre ses chaînes. Il semblait que le peuple romain eût perdu ce courage qui auparavant le faisait craindre et respecter par ses voisins. Les Latins et ceux qui se trouvaient assujétis à la domination des Romains, méprisaient les ordres qu'on leur envoyait comme s'ils n'eussent pu souffrir que l'empire demeurât dans une ville où il n'y avait plus de liberté; et les Éques et les Sabins venaient faire impunément des courses jusqu'aux portes de Rome.

Ces ennemis mortels de la république, voulant profiter de la consternation où était le peuple romain, levèrent deux armées. Les Sabins s'avancèrent le long du Tibre jusqu'à cent quarante stades de Rome; et les Éques après avoir ravagé le territoire de Tusculum vinrent camper près d'Algide. Ces deux armées semblaient menacer Rome d'un siège. Cette nouvelle surprit extrêmement les décemvirs; il fallait qu'ils armassent de leur côté; cependant ils ne le pouvaient faire sans le concours du sénat et du peuple, et ils ne pouvaient ignorer combien ils étaient odieux aux uns et aux autres. Ils tinrent entre eux différens conseils remplis de troubles et d'agitations. Il était question de décider si on s'adresserait au peuple ou au sé-

nat; et ce qui était le plus embarrassant pour les décemvirs, c'est qu'ils craignaient que, l'année de leur magistrature étant expirée, on ne leur disputât, comme à de simples particuliers, le droit de convocation. Enfin, après bien des délibérations, comme ces décemvirs étaient la plupart du corps du sénat et qu'ils y avaient des partisans, ils se déterminèrent à le convoquer et convinrent du rôle que chacun ferait dans l'assemblée. Leurs créatures se chargèrent de répondre aux plaintes de ceux qui demanderaient l'abolition du décemvirat. Ils prirent ce parti dans la vue d'obtenir par leur crédit la levée des troupes; et ils se flattèrent que le peuple tout irrité qu'il paraissait ne pourrait s'y opposer, ayant perdu avec ses tribuns le droit d'opposition.

[304.] Un héraut, par ordre des décemvirs, publia aussitôt la convocation du sénat. Ils s'y rendirent ensuite; mais ils n'y trouvèrent que leurs partisans; les autres sénateurs avaient abandonné le soin des affaires publiques et s'étaient retirés, comme nous l'avons dit, dans leurs maisons de campagne. Les décemvirs y envoyèrent des huissiers leur indiquer l'assemblée pour le lendemain. La plupart revinrent à Rome et se trouvèrent au sénat, mais avec des vues bien différentes de celles des décemvirs.

Appius représenta par un discours étudié la nécessité de prendre les armes pour s'opposer aux incursions des Éques et des Sabins.

L. Valerius Potius<sup>1</sup>, sans attendre que ce fût son rang pour opiner, se leva aussitôt. Il était fils de ce Valerius qui fut tué à la tête des Romains, en combattant contre Herdonius, et petit-fils du fameux Valerius, appelé Publicola, un des principaux auteurs de la liberté publique. Appius craignant qu'un homme de sa naissance et de son caractère, s'il parlait le premier, n'ouvrit quelque avis contraire aux intérêts des décemvirs, lui dit fièrement de s'asseoir et de se taire, et qu'il devait attendre que des sénateurs plus anciens que lui, et plus considérables dans la république, eussent déclaré leurs sentimens. « Je l'aurais aussi attendu, lui repartit paisiblement Valerius, si je n'avais eu à parler que de l'affaire que vous avez proposée. Mais il s'agit ici de la liberté de la république. Sera-t-il dit qu'un simple particulier, dont la magistrature est expirée, imposera silence à Valerius? Faut-il que votre tyrannie réduise un sénateur à regretter le secours que le simple peuple tirait de l'opposition de ses tribuns? Mais puisque vous et vos

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. xi, p. 688.*

collègues en avez usurpé la puissance, j'en appelle à ces collègues mêmes, moins dans l'espérance d'en être secouru, que pour exposer aux yeux du public la conspiration que vous avez faite contre la liberté. » Ensuite adressant la parole à Fabius Vibulanus : « Et vous, lui dit-il, qui avez été honoré de trois consulats, sera-t-il dit que par complaisance pour des tyrans vous trahirez les intérêts de votre patrie ? »

Fabius, incertain et déconcerté, ne lui répondit rien. Mais Appius, transporté de colère, lui cria de nouveau qu'il lui imposait silence ; et les autres décemvirs le menacèrent de le faire précipiter du haut de la Roche-Tarpeïenne comme un séditieux et un brouillon. Une manière de procéder si violente et si extraordinaire dans une compagnie où devait régner une parfaite égalité souleva toute l'assemblée. M. Horatius Barbatius en parut le plus indigné. Il était petit-fils de cet Horatius Coclès qui, pour la défense de la liberté de sa patrie, soutint seul, sur un pont, tout l'effort de l'armée de Porsenna. Ce même esprit républicain, qui avait fait tant d'honneur aux pères, était passé dans leurs enfans. Horatius, dont nous parlons, ne pouvant souffrir plus long-temps l'orgueil et l'insolence des décem-

vir, prit la parole, et les traita publiquement de Tarquins et de tyrans de leur patrie.

« Vous nous parlez, leur dit-il, de la guerre des Sabins, comme si le peuple romain avait de plus grands ennemis que vous-mêmes. Je voudrais bien savoir par quelle autorité vous avez convoqué cette assemblée, et par quel droit vous prétendez y présider. Le temps de votre magistrature n'est-il pas expiré? Pouvez-vous ignorer que la puissance du décemvirat ne vous avait été déferée que pour une seule année? Nous vous avons choisis pour établir des lois convenables dans un état libre, et vous n'avez laissé aucune trace de cette égalité, l'objet unique des Romains. Vous avez supprimé les assemblées du peuple et les convocations du sénat. On ne parle plus d'élection ni de consuls, ni de tribuns. Toutes les magistratures annuelles sont abolies. Vous avez changé absolument l'ancien ordre du gouvernement, pour élever sur ses ruines votre empire et votre domination particulière. Mais sachez que le sang de Valerius et d'Horatius, qui chassèrent autrefois les Tarquins de Rome, anime encore leurs descendans. Nous avons encore le même courage et le même attachement pour la liberté de notre patrie. Les dieux protecteurs de cette ville nous donneront le

même succès , et j'espère que le peuple , aussi jaloux de sa liberté que ses ancêtres , ne nous abandonnera pas dans une entreprise si juste. »

Un discours si ferme étourdit les décemvirs. Ils ne savaient s'ils devaient montrer de la colère ou affecter de la modération. Appius, pour adoucir les esprits , représenta que , bien loin de vouloir s'ériger en tyrans , ils n'avaient convoqué le sénat que pour prendre ses avis sur la conjoncture présente des affaires ; que s'il avait imposé silence à Valerius , ce n'avait été que pour l'obliger à se conformer à l'usage ordinaire , où chacun devait parler à son rang à moins que la parole ne lui fût adressée par celui qui présidait au sénat. Pour lors se tournant du côté de C. Claudius , son oncle , il l'exhorta à dire son sentiment avec toute la liberté qui régnait dans l'assemblée. Il se flattait que l'intérêt de sa famille , les liaisons du sang , et même l'honneur qu'il lui faisait de lui demander le premier son avis , l'engageraient à réfuter ce qu'il y avait eu de trop dur contre lui dans le discours d'Horatius. Mais il s'adressait à un véritable Romain , et qui aurait sacrifié ses propres enfans à la conservation de la liberté publique. Il avait même été plusieurs fois , comme nous venons de le dire , à la maison d'Appius , son neveu , pour lui représenter

l'injustice de son gouvernement. Les domestiques, par ordre de leur maître, lui en avaient toujours interdit l'entrée sous différens prétextes; et ce ne fut que dans une assemblée aussi publique qu'il put lui dire librement son avis.

Ce sénateur représenta d'abord à l'assemblée qu'il était question de deux affaires de différente espèce : d'une guerre étrangère qu'il fallait soutenir, et de la nécessité de remédier aux dissensions domestiques, au sujet du gouvernement; que ce qu'on appelait guerre n'était que des courses passagères de quelques partis ennemis, et qui ne s'étaient hasardés d'approcher des frontières de l'état qu'à la faveur des divisions qui régnaient dans la république; qu'il fallait rétablir le calme et l'union dans la ville, et qu'il suffirait après cela d'arborer les étendards des légions pour mettre en fuite les Éques et les Sabins, dont les Romains avaient triomphé tant de fois. Mais qu'il doutait que le peuple voulût se ranger sous les enseignes des décemvirs, qu'il regardait avec justice comme de simples particuliers qui avaient usurpé la souveraine puissance, et qui, sans l'aveu du sénat ni le consentement du peuple, s'étaient perpétués de leur autorité privée dans le gouvernement de l'état. Adres-

sant ensuite le parole à Appius : « Pouvez-vous ignorer, lui dit-il, combien une entreprise si injuste est odieuse à tous les gens de bien ? Et si vous en doutez, cet exil volontaire auquel se sont condamnés nos plus illustres sénateurs ne vous fait-il pas assez connaître qu'ils ne vous regardent que comme un tyran ? Le sénat souffre impatiemment que vous lui ayez enlevé son autorité ; le peuple réclame la voie d'appel ou celle d'opposition que vous lui avez supprimée ; tous nos citoyens vous redemandent, les uns leurs biens, qui sont devenus la proie de vos satellites ; d'autres leurs filles, que vous avez enlevées pour satisfaire des passions criminelles. Toute la ville et toute la nation détestent une magistrature qui a détruit la liberté, aboli l'usage des comices, usurpé l'autorité légitime des consuls, et détruit la puissance des tribuns. Rendez à la république le pouvoir qu'elle ne vous avait confié que pour une seule année ; rendez-nous la forme de notre ancien gouvernement ; rendez-vous à vous-même ; souvenez-vous de votre première vertu, et quittez généreusement avec un pouvoir injuste ce nom de *décemvir* que vous avez rendu si odieux. Je vous en conjure par nos ancêtres communs, par les mânes de votre père, cet illustre citoyen qui vous a laissé de

si grands exemples de modération et de zèle pour la liberté publique. Je vous en conjure surtout par votre salut et par le soin de votre propre vie, que vous ne pouvez manquer de perdre honteusement et dans les supplices si vous vous obstinez à retenir plus long-temps cette injuste puissance que vous avez usurpée sur vos concitoyens. »

Appius, couvert de confusion par de si justes reproches, n'eut pas la force d'y répondre. On regardait son silence comme un aveu tacite de son injustice et même comme une disposition prochaine à abdiquer le décemvirat ; mais M. Cornelius, un de ses collègues, prenant la parole et s'adressant directement à C. Claudius , lui repartit fièrement que ceux qui étaient chargés du gouvernement de la république n'avaient pas besoin de ses conseils pour régler leur conduite ; que s'il se croyait autorisé à donner des avis particuliers à son neveu, il devait l'aller trouver en sa maison ; qu'il n'était question dans le sénat que des affaires publiques et de la nécessité de prendre les armes pour s'opposer aux Éques et aux Sabins qui s'avançaient du côté de Rome ; et qu'il pouvait dire là-dessus son sentiment sans s'égarer dans des discours étrangers à la matière dont il s'agissait. Claudius, encore plus irrité du silence méprisant d'Appius

que de la réponse insolente de son collègue, se tournant vers le sénat : « Puisque mon neveu, dit-il, ne daigne me parler ni dans sa maison ni en plein sénat, et que je suis assez malheureux pour voir sortir de ma famille le tyran de la patrie, je vous déclare, pères conscripts, que j'ai résolu de me retirer à Régile ; je vais me bannir moi-même de Rome, et je fais serment de n'y rentrer jamais qu'avec la liberté. Cependant pour satisfaire à l'obligation où je suis de dire mon sentiment au sujet des affaires présentes, je ne crois point qu'on doive faire aucune levée de troupes qu'on n'ait élu auparavant des consuls pour les commander. »

L. Quintius Cincinnatus <sup>1</sup>, T. Quintius Capitolinus et L. Lucretius, tous personnages consulaires et des premiers du sénat, opinèrent de la même manière, et conclurent l'un après l'autre à l'abolition du décemvirat. M. Cornelius, un des décemvirs, craignant que l'autorité de ces grands hommes n'entraînât les autres sénateurs, interrompit l'ordre de prendre les avis et demanda celui de L. Cornelius, son frère, avec lequel il avait concerté auparavant le discours qu'il devait tenir pour la défense du décemvirat. Ce sénateur s'étant levé se garda

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. xi, p. 697.*

bien d'entreprendre de justifier ni l'autorité ni la conduite des décemvirs; mais, prenant un tour plus adroit, il représenta seulement qu'il était d'avis qu'on différât l'élection des nouveaux magistrats jusqu'à ce qu'on eût chassé les ennemis du territoire de Rome. « Ceux, dit-il, qui poursuivent avec tant d'ardeur l'abdication des décemvirs, ont-ils parole des Éques et des Sabins qu'ils suspendront le progrès de leurs armes jusqu'à ce que nous ayons changé la forme de notre gouvernement? Vous savez, dit-il, pères conscripts, tout le temps qu'exigent nos élections; il faut qu'elles soient précédées par un sénatus-consulte qui ordonne les comices. Cette assemblée, soit qu'on la convoque par centuries ou par tribus, ne se peut tenir que vingt-sept jours après la publication qui en sera faite. Et avant que les nouveaux magistrats soient nommés et ensuite confirmés par une nouvelle assemblée et qu'ils aient pris le gouvernement de l'état et levé les troupes nécessaires pour s'opposer aux ennemis, qui peut vous répondre que nous ne les verrons pas aux portes de Rome et en état d'en former le siège? Disons-nous ridiculement aux Éques et aux Sabins : Suspendez, messieurs, l'effort de vos armes; laissez-nous en paix terminer nos divisions domestiques; le sénat n'est point encore

d'accord sur la forme du gouvernement; mais si une fois le consulat est rétabli, si de nouveaux magistrats se trouvent à la tête de nos armées, pour lors sortez promptement de notre territoire; prenez des branches de verveine, et revenez nous demander humblement la paix si vous ne voulez éprouver la fureur de nos légions? De pareils discours devoient-ils être entendus dans une compagnie si respectable? Cependant ce sont les suites naturelles de l'avis de C. Claudius. Le mien est que nos décemvirs enrôlent incessamment les légions, et qu'ils marchent sur-le-champ aux ennemis. Écartons-les de nos frontières; qu'ils soient obligés, par la terreur de nos armes, de nous demander la paix; et après être assurés du dehors donnez, messieurs, toute votre attention aux affaires du dedans. Révoquez par votre autorité celle des décemvirs s'ils ne veulent pas s'en dépouiller de bonne grace. Faites leur rendre compte de leur administration; éliez de nouveaux magistrats en leur place, et que la république reprenne son ancienne constitution. Mais permettez-moi de vous dire qu'en fait de gouvernement, les affaires doivent se conduire selon les conjonctures et dépendre du temps et des besoins de l'état. »

Les partisans des décemvirs se déclarèrent

hautement pour cet avis. Les plus jeunes sénateurs, quand ce fut leur tour d'opiner, s'y conformèrent, emportés par leur courage et dans l'impatience d'en venir aux mains avec les ennemis. Quelques-uns des plus anciens du sénat prirent le même parti dans la vue qu'après que la guerre serait terminée, l'abdication des décemvirs se faisant sans résistance, le gouvernement retomberait entre les mains des consuls, et que de sages magistrats pourraient peut-être par leur modération accoutumer insensiblement le peuple à se passer des tribuns.

Appius, qui voyait avec un plaisir secret que la plupart des avis étaient conformes à celui de Cornelius, demanda enfin, et comme par forme seulement, le sentiment de Valerius, auquel il avait imposé silence au commencement de l'assemblée <sup>1</sup> : « Est-il possible, s'écria ce sénateur, que nous souffrions que nos tyrans exercent aujourd'hui leur empire dans le sénat, et jusque dans le sanctuaire de la liberté ? On m'a fermé la bouche quand je pouvais parler utilement ; et on me rend la parole après que les avis sont pris, que le plus grand nombre s'est déclaré pour celui de Cornelius, et que toute remontrance devient presque inutile. Je ne tra-

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. xi, p. 700.*

lirai pas cependant ma conscience et les intérêts de la patrie. Je dirai ce que je pense de la continuation du pouvoir que les décemvirs ont usurpé; et je le dirai avec tout le courage et toute la liberté d'un véritable Romain.

« Je déclare d'abord que je souscris de tout mon cœur à tout ce que C. Claudius vous a si sagement représenté sur la nécessité de créer de nouveaux magistrats avant que de se mettre en campagne. Mais parce que L. Cornelius, partisan déclaré de la tyrannie, a tâché de tourner en ridicule un avis si judicieux, sous prétexte que les délais nécessaires pour l'élection de ces magistrats consommeraient un temps qu'il faut employer à repousser les ennemis, je crois être obligé de vous faire sentir l'artifice qui est caché sous ce faux raisonnement. Pour vous en convaincre, souvenez-vous seulement de la conduite que tint la république, il y a près de dix ans, contre les mêmes ennemis, sous le consulat de C. Nautius et de L. Minutius.

« Vous savez que, pendant que Nautius était opposé d'un côté aux Sabins, Minutius, son collègue, se laissa enfermer par les Éques dans les détroits de quelques montagnes. Il était question de mettre sur pied une nouvelle armée pour le dégager; les tribuns, à leur ordi-

naire, s'opposaient à toute levée de troupes, à moins que le sénat ne souscrivit à la loi touchant le partage des terres. Dans cette extrémité, comme les deux partis ne voulaient rien relâcher de leurs prétentions, on eut recours à un dictateur dont l'autorité était supérieure au sénat et aux tribuns du peuple. L. Quintius fut élu; on le fut chercher à la campagne; il revint à Rome, il en tira une nouvelle armée; et en quatorze jours, il dégagea celle de Minutius, et triompha des ennemis. Qui nous empêche aujourd'hui de suivre un exemple si récent et si sage? Élisons actuellement un *entre-roi*, comme nous le ferions si les deux consuls étaient morts. Que ce magistrat nomme un dictateur, vous aurez aussitôt un magistrat légitime; tout cela se peut faire en moins d'un jour. Il lèvera des troupes par ce pouvoir souverain attaché à sa dignité; on marchera à l'instant aux ennemis; et au retour de la campagne, ce magistrat dont le pouvoir ne peut durer que six mois, donnera le temps par son abdication de procéder à loisir, et selon les formes ordinaires, à l'élection des consuls. Que si, au contraire, vous confiez aux décemvirs le commandement de vos armées, croyez-vous que ces hommes ambitieux, qui ont usurpé un pouvoir tyrannique, et qui, au préjudice de nos

lois , refusent si opiniâtrément de se défaire des faisceaux , mettent facilement les armes bas ? Craignez plutôt qu'ils ne les tournent contre vous-mêmes , et qu'ils ne s'en servent pour perpétuer leur tyrannie. Je demande donc , vu le péril où se trouve la liberté publique , qu'on examine la proposition que je fais de nommer actuellement un dictateur ; qu'on prenne là-dessus les avis , et qu'on recueille les suffrages. »

Ceux des sénateurs auxquels la puissance des décemvirs était odieuse et suspecte , revinrent à cet avis. Mais les partisans des décemvirs se récrièrent que le commandement des armées avait été décerné aux décemvirs par la pluralité des voix ; que c'était une affaire décidée , et que l'opposition de Valerius ne devait être considérée que comme une voix de moins en faveur des décemvirs. Appius , pour appuyer ce sentiment , ajouta qu'on ne s'était assemblé que pour donner ordre à la guerre que les Éques et les Sabins faisaient à la république ; que C. Claudius , Cornelius et Valerius avaient ouvert des avis différens ; mais que , ce lui de Cornelius ayant prévalu par le nombre des suffrages , il ordonnait au greffier de dresser à l'instant le sénatus-consulte qui remettait aux décemvirs le soin de cette guerre

et le commandement des armées. Puis se tournant du côté de Valerius, il lui dit avec un souris amer, que s'il parvenait jamais au consulat, il pourrait alors faire revoir le jugement d'une affaire décidée. Les décemvirs se levèrent après avoir signé le sénatus-consulte; et ils sortirent du sénat suivis de leurs partisans, qui les félicitaient de l'avantage qu'ils venaient de remporter sur le parti opposé.

Le commandement des armées, qu'on venait de leur déférer, assurait leur autorité et la rendait encore plus redoutable. Ils s'en servirent pour se venger de leurs ennemis particuliers, et ils comptaient au nombre de leurs ennemis ceux qui ne se rendaient pas leurs esclaves. Tout le monde déplorait en secret la perte de la liberté. L. Valerius et M. Horatius, qui ne voulaient ni manquer à la république ni se manquer à eux-mêmes, rassemblèrent dans leurs maisons un grand nombre de leurs amis et de leurs cliens, pour s'en faire un secours contre la violence des décemvirs; et ils ne paraissaient plus dans la ville qu'avec une puissante escorte, et en état de repousser l'insulte qu'ils avaient lieu d'appréhender. La république était divisée en deux partis; on voyait d'un côté un grand zèle pour la liberté et un attachement inviolable aux lois. Il paraissait

dans l'autre parti un désir immodéré de dominer, soutenu de la magistrature et des apparences de l'autorité légitime. L'animosité qui régnait dans ces deux partis, faisait appréhender une guerre civile. C. Claudius, oncle du décemvir Appius Claudius, de peur de s'y trouver engagé, sortit de Rome comme il l'avait déclaré en plein sénat, et se retira à Régile, son ancienne patrie. D'autres sénateurs et les principaux citoyens de Rome, qui ne pouvaient souffrir la domination des décemvirs et qui ne se sentaient pas en état de la détruire, cherchèrent un asile à la campagne ou chez les peuples voisins. Appius, irrité d'une retraite qui marquait si visiblement l'aversion qu'on avait pour son gouvernement, mit des gardes aux portes de la ville. Mais s'étant aperçu que cette précaution augmentait le nombre des mécontents, il leva cette garde; et pour se venger de ceux qui s'étaient retirés, il confisqua les biens qu'ils avaient dans Rome, dont il fit la solde et la récompense de ses satellites.

Une conduite si violente ouvrit les yeux au peuple comme au sénat. Les uns et les autres s'aperçurent avec indignation qu'au lieu de sages législateurs, ils n'avaient trouvé que des tyrans. Le peuple, jaloux et ennemi de l'au-

torité du sénat, avait vu d'abord avec plaisir s'élever, sur les ruines du consulat, une nouvelle puissance qui ne donnait aucune part aux sénateurs dans le gouvernement. Le sénat, de son côté, ne s'était pas opposé à l'établissement d'un tribunal qui l'avait débarrassé des harangues séditeuses des tribuns du peuple; l'un et l'autre ordre de la république s'étaient sacrifié mutuellement leurs magistrats. Les décemvirs, dépositaires de leur autorité, s'en étaient prévalus; leur objet était de se perpétuer dans le gouvernement; et, comme on venait de leur déférer le commandement des armées, ils méprisaient des mécontents qu'ils ne craignaient plus. Le peuple, destitué de ses tribuns, se vit obligé de se faire enrôler. Les légions furent bientôt complètes; on en fit trois corps. Q. Fabius Vibulanus marcha contre les Sabins à la tête d'une armée; et on lui donna pour collègue et pour conseil, Q. Petilius et M. Rabuleius. M. Cornelius fut nommé général des troupes qu'on devait opposer aux Éques; et l'on envoya avec lui L. Minutius, M. Sergius, T. Antonius, et C. Duellius, tous décemvirs. Appius, leur chef, demeura à Rome avec Oppius, et il retint un corps de troupes qu'il mit comme en garnison dans le Capitole, pour maintenir son autorité

contre les ennemis domestiques, qui lui étaient encore plus redoutables que les étrangers. C'est ainsi que de simples particuliers, sous le titre de décemvirs, s'emparèrent de toutes les forces de l'état qui, pendant leur domination, n'avait plus que le nom de république.

Le peuple qui composait les légions, je veux dire les centurions et les soldats, irrités de la perte de la liberté, ne voulurent point vaincre de peur d'augmenter la puissance des décemvirs en les rendant victorieux. Les deux armées furent défaites presque sans combattre. Ce fut moins des batailles que des fuites concertées. L'armée opposée aux Éques perdit ses armes et son bagage; celle qui devait combattre les Sabins abandonna son camp et se retira avec précipitation sur les terres de Rome. Les soldats se dispersèrent et ne se rallièrent que quand ils ne furent plus en vue des ennemis; et on apprit à Rome la nouvelle de ces déroutes avec la même joie qu'on aurait eue, dans un autre temps, d'une victoire complète.

On disait hautement dans la ville qu'il ne fallait pas s'étonner que les armes de la république n'eussent pas été heureuses sous des chefs qui avaient usurpé le commandement. Les uns demandaient des consuls; d'autres proposaient d'élire un dictateur, comme dans

une calamité publique ; et le peuple soupirait après le rétablissement de ses tribuns.

Siccius Dentatus, ce fameux plébéen qui s'était trouvé à six-vingts combats, n'entretenait la multitude que des fautes qu'il prétendait que les décemvirs avaient faites dans la conduite de cette guerre. Son sentiment et le mépris qu'il faisait de ces généraux passa dans les deux armées. A peine le soldat voulait-il déférer à leurs ordres ; les uns demandaient des vivres, d'autres des armes ; et un mécontentement général semblait annoncer une révolte prochaine.

Appius, attentif aux événemens, envoie à ses collègues des recrues et des vivres. Il leur mande de tenir le soldat en respect par la crainte du châtiment ; et que si la voie des supplices leur paraissait dangereuse dans la conjoncture, ils ne manqueraient pas d'occasions pendant le reste de la campagne, pour faire périr secrètement les plus mutins. Il leur en donna l'exemple. Siccius lui était odieux par ses discours trop libres et par le pouvoir qu'il avait sur l'esprit du peuple ; il résolut de s'en défaire. Pour le tirer de Rome, il feignit de vouloir le consulter sur les opérations de la campagne. Il l'entretint plusieurs fois ; et après avoir donné de grandes louanges aux avis qu'il

en recevait, il l'engagea quoique vétéran à se rendre à l'armée qui était opposée aux Sabins, sous prétexte d'assister le général de ses conseils; et pour le déterminer à faire la campagne, il le revêtit du titre d'envoyé ou de légat; fonction qui chez les Romains, dit Denys d'Halicarnasse <sup>1</sup>, était sacrée et inviolable, et qui jouissait du respect dû au sacerdoce avec l'autorité d'un officier général et la puissance des premiers magistrats.

Siccius sans défiance et avec la sincérité d'un brave soldat, embrasse avec plaisir l'occasion de rendre service à sa patrie; il se rend au camp en diligence. Les décemvirs prévenus par Appius le reçoivent avec des marques extérieures de joie, et le traitent avec distinction. On n'entreprend plus rien sans ses avis; mais cette déférence apparente cachait le dessein secret de le faire périr. L'occasion s'en présenta bientôt. Siccius, avec sa franchise ordinaire, n'ayant pas dissimulé aux décemvirs qu'il ne les trouvait pas campés assez avantageusement, ils le chargèrent de marquer lui-même un nouveau camp; et on lui donna une escorte pour aller reconnaître la situation du pays. Mais cette escorte n'était composée que

<sup>1</sup> *Lib. xi, p. 706.*

des satellites des décemvirs, et qui avaient des ordres secrets de s'en défaire. Siccus s'étant avancé à leur tête jusque dans les détroits de quelques montagnes, ils prirent cette occasion pour le charger. Siccus ne se fut pas plus tôt aperçu de leur mauvais dessein que, s'adossant contre un rocher pour ne pouvoir être pris par derrière, il les reçut avec un courage qui fit trembler les plus hardis. Ce généreux Romain, rappelant son ancienne valeur, en tua plusieurs et en blessa d'autres; aucun n'osait plus l'approcher : ils se contentèrent de lui lancer des traits de loin. Mais comme ils n'en pouvaient encore venir à bout, ces perfides, montant sur le haut du rocher, l'accablèrent à coups de pierres; et ce brave guerrier, qui était sorti victorieux de tant de combats, périt enfin malheureusement par la main de quelques traîtres que les décemvirs avaient armés contre lui<sup>1</sup>. Ils retournèrent ensuite au camp, et rapportèrent qu'ils étaient tombés dans une embuscade, où ils avaient perdu leur commandant et une partie de leurs compagnons. On les crut d'abord; mais une troupe de soldats qui regardaient Siccus comme leur père, étant allés d'eux-mêmes sur le lieu du combat pour en-

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. III, c. 43.*

lever son corps et lui rendre les derniers devoirs, s'aperçurent que ceux qui avaient été tués dans cette occasion étaient tous Romains; qu'ils avaient le visage tourné de son côté; qu'on ne leur avait enlevé ni leurs armes, ni leurs vêtemens; et d'ailleurs qu'il n'y avait parmi eux aucun soldat des ennemis, et qu'on ne trouvait même aucune trace de leur retraite. Toutes ces circonstances leur firent soupçonner que Siccus avait été assassiné par son escorte. Ce soupçon se répandit dans tout le camp, et y excita des plaintes et un mécontentement général. Toute l'armée demandait avec de grands cris qu'on fit le procès à ces assassins. Mais les décemvirs les firent échapper; et pour détourner la pensée qu'ils pouvaient être eux-mêmes les auteurs d'une action si indigne, ils firent faire des funérailles militaires à Siccus, aussi honorables que s'il eût commandé l'armée en chef. Ce furent ces honneurs si extraordinaires pour un plébéien qu'on savait leur être odieux qui achevèrent de convaincre les soldats que Siccus n'était péri que par leur ordre. Le mécontentement de cette armée passa bientôt dans l'autre camp, et jusque dans Rome. Les citoyens et les soldats, le sénat et le peuple, détestaient tout haut une action si infâme. Tout le monde était disposé à secouer le joug d'une

domination si cruelle , lorsqu'Appius , par une nouvelle entreprise encore plus odieuse et plus tyrannique , mit le comble à ses fureurs et à la haine que tous les ordres de l'état lui portaient.

Nous avons dit que , de concert avec ses collègues , il était resté dans Rome à la tête d'un corps de troupes , pour en contenir les habitans sous l'obéissance du décemvirat. Ce décemvir , qui avait réuni en sa personne toute l'autorité de la magistrature , rendait la justice dans la place. Comme il était un jour dans son tribunal , il vit passer auprès de lui une jeune fille d'une rare beauté , âgée d'environ quinze ans , qui allait avec sa nourrice aux écoles publiques. Ses charmes et les graces naissantes de la jeunesse attirèrent d'abord son attention. Il ne put s'empêcher de la regarder avec un plaisir secret : sa curiosité redoubla le jour suivant ; il la trouva encore plus belle. Et comme cette jeune personne passait tous les jours dans la place , il conçut insensiblement pour elle une passion violente , dont les suites furent également funestes à l'un et à l'autre. Il avait pris soin , dès le premier jour qu'il l'avait vue , de s'informer de son nom et de celui de sa famille. On lui avait appris qu'elle était d'une famille plébéienne , qu'elle s'appelait Virginie , qu'elle avait perdu sa mère nommée Numitoria ; que

Virginus, son père, servait actuellement en qualité de centurion dans l'armée de F. Vibanus le décemvir; et que Virginus avait promis sa fille à Icilius, qui avait été tribun du peuple, et qui devait l'épouser à la fin de la campagne.

Ces nouvelles si funestes pour l'amour d'Appius, ne servirent qu'à l'augmenter. Il eût bien voulu pouvoir épouser lui-même la jeune Virginie; mais, outre qu'il était marié, il ne pouvait pas ignorer que les dernières lois des douze tables, dont il était le principal auteur, interdisaient toute alliance entre les patriciens et les plébéiens; et il se vit réduit à ne pouvoir espérer l'accomplissement de ses désirs criminels que par la voie honteuse de la séduction.

L'innocence et la pudeur de Virginie l'empêchèrent de lui expliquer lui-même ses mauvais desseins. Il trouva plus à propos de faire entamer la négociation par une de ces femmes d'intrigue, qui trafiquent sourdement de la beauté et des charmes de la jeunesse<sup>1</sup>. Il la combla de bienfaits; et, après l'avoir instruite de ses intentions, il lui défendit de le nommer et de le faire connaître autrement que comme un homme des premières maisons de la ville,

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. xi, p. 710. Tit. Liv. lib. lxx, c. 41.*

et qui avait une autorité absolue dans la république. Cette femme s'adressa, par son ordre, à la nourrice de Virginie. Elle fit connaissance avec elle, tâcha de s'insinuer dans sa confiance; et, après bien des soins, soutenus de riches présens et de promesses encore plus magnifiques, cette malheureuse s'ouvrit à elle sur le sujet de sa commission. Mais la nourrice, sage et fidèle, rejeta avec horreur ses présens et ses propositions. Appius apprit avec douleur qu'elle était également incapable de se laisser surprendre ni corrompre. Ce magistrat, furieux et opiniâtre dans ses passions, ne se rebuta point; il eut recours à un autre artifice, et il inventa une fourbe détestable, dont le succès devait faire tomber Virginie entre ses mains.

Il en confia le principal rôle à un certain M. Claudius, son client, homme hardi, effronté et de ces gens qui ne s'introduisent dans la confiance des grands que par une complaisance criminelle pour leurs plaisirs. Ce ministre de la passion du décemvir entra dans l'école publique où était la jeune Virginie, la prit par la main, et voulait l'entraîner par force dans sa maison, sous prétexte qu'elle était née d'une de ses esclaves; et c'était un usage que les enfans des esclaves l'étaient eux-mêmes des patrons de leurs pères et mères. La jeune fille

interdite ne se défendait que par ses larmes ; mais le peuple, ému par les cris de sa nourrice, accourut à son secours, et empêcha Claudius de l'enlever. Cet homme effronté déclara aussitôt qu'il réclamait la puissance des lois ; qu'il ne prétendait point user de violence, mais qu'il croyait qu'il était permis à un maître de reprendre son esclave, partout où il la trouvait ; et qu'il sommait tous ceux qui s'opposaient à la justice de ses prétentions, de venir sur-le-champ devant le décemvir : et, en disant ces paroles, il y conduisit la jeune Virginie. Tout le peuple la suivit, les uns par curiosité, et pour voir le dénouement d'un événement si extraordinaire, et les autres par considération pour Icilius, qui, pendant son tribunat, s'était rendu très-agréable à la multitude. Numitorius, oncle de Virginie, averti de cette entreprise, accourut aussitôt à son secours avec celui à qui elle avait été promise. Claudius exposa ses prétentions devant un juge qui était l'auteur même de la fourberie. Il dit que cette fille était née dans sa maison ; qu'elle en avait été dérobée secrètement par une esclave, qui était sa mère, et qui, pour cacher son larcin, avait feint d'être accouchée d'un enfant mort ; mais qu'on avait découvert, depuis, qu'elle avait vendu cet enfant à la mère de Virginie, qui

était stérile, et qui, dans l'impatience d'avoir des enfans, l'avait supposée pour sa fille; qu'il était prêt à produire des témoins irréprochables de ce qu'il avançait; mais qu'en attendant la décision du procès, il était juste qu'une esclave suivit son maître, et qu'il offrait des cautions de la représenter, si Virginius, à son retour, prétendait encore en être le véritable père.

Numitorius vit bien que ce coup partait d'une main plus redoutable; mais il dissimula sagement ses soupçons, et il représenta au décemvir, avec beaucoup de modération, que le père de sa nièce était absent pour le service de sa patrie; qu'il était injuste d'attaquer un citoyen, sur l'état de ses enfans, pendant son absence; qu'il ne demandait qu'un délai de deux jours pour le faire revenir de l'armée; qu'en attendant son retour, il offrait de retenir Virginie chez lui; que ce soin lui appartenait comme à son oncle; qu'il s'offrait de la représenter sous telles cautions qu'on exigerait de lui; mais qu'il n'était pas juste que, dans la maison d'un homme tel que Claudius, la fille de Virginius courût encore plus de risques de son honneur que de sa liberté. Il ajouta que ce qu'il demandait était conforme aux lois, qui ordonnaient que dans un litige, et avant le jugement définitif, le de-

mandeur ne pût troubler le défendeur dans sa possession.

Toutel'assemblée approuva la justice de cette requête. Appius ayant fait faire silence, et affectant l'équité et le désintéressement d'un bon juge, déclara qu'il serait toujours le protecteur d'une loi si juste, et qu'il avait lui-même rédigée dans les douze tables; mais que dans l'affaire en question, il se rencontrait des circonstances qui en variaient l'espèce; qu'il n'y avait que le père seul qui pût réclamer la possession de celle qu'il prétendait être sa fille; et que, s'il était présent, il lui adjugerait la provision; mais qu'en son absence un beau-frère n'avait pas le même droit; qu'il voulait bien à la vérité accorder le temps nécessaire pour faire venir Virginius de l'armée, afin d'être instruit de ses intentions, mais sans que ce délai pût préjudicier à un maître qui redemandait son esclave; et ainsi, qu'il ordonnait que Claudius conduisit Virginie chez lui, en donnant des cautions suffisantes de la représenter au retour de celui qu'on disait être son père.

Toute l'assemblée se récria contre l'injustice de cet arrêt. On n'entendait de tous côtés que des plaintes et des murmures. Les femmes surtout, les larmes aux yeux, se rangèrent autour de Virginie, et la mirent au milieu d'elles,

comme pour lui servir de rempart. Mais Claudius, méprisant leurs cris et leurs prières, voulait l'enlever, lorsqu'Icilius, à qui elle était promise, arriva sur la place, la colère et la fureur dans les yeux. Appius, qui redoutait le crédit qu'il avait sur l'esprit du peuple, lui fit dire par un licteur qu'il eût à se retirer et que l'affaire était jugée. Mais Icilius, que sa passion rendait furieux, instruit des mauvais desseins d'Appius, et le regardant comme un rival odieux : « Il faut, lui cria-t-il, que tu m'arraches la vie avant que tu puisses jouir du fruit de tes artifices et de ta tyrannie. N'es-tu pas content de nous avoir privés des deux plus fortes défenses de la liberté : la protection de nos tribuns, et la voie d'appel devant l'assemblée du peuple, faut-il encore que nous craignons pour l'honneur des filles romaines ? Tu ne peux pas ignorer que Virginie m'est promise. Je dois épouser une vierge et une fille de condition libre ; je ne la veux recevoir que des mains de son père. Si, en son absence, on entreprend de lui faire violence, j'implorerai pour mon épouse le secours du peuple romain. Virginus demandera l'assistance de tous les soldats pour sa fille ; les dieux et les hommes nous seront favorables. Mais quand je serais tout seul, la justice et un amour légitime me donneront

assez de force pour m'opposer à l'exécution de ton injuste arrêt. »

Le peuple également touché de son malheur et du courage qu'il faisait paraître , repousse et écarte Claudius qui se réfugie aux pieds d'Appius. L'assemblée était remplie de trouble et d'agitation. Le tumulte augmentait par l'arrivée de ceux qui se rendaient dans la place des différens quartiers de la ville. Le décemvir craignant une révolte ouverte et déclarée prit le parti de suspendre lui-même l'exécution de son arrêt ; et ayant fait faire silence : « On sait assez , dit-il , qu'Ieilius ne cherehe que l'occasion de pouvoir rétablir le tribunat à la faveur d'une sédition ; mais, pour lui en ôter tout prétexte , je veux bien attendre le retour de Virginus jusqu'à demain : que ses amis aient soin de l'en avertir. Il ne faut guère plus de quatre heures pour se rendre d'iei au camp. J'obtiendrai de Claudius qu'en considération de la paix et de la tranquillité publique , il relâche quelque chose de son droit et qu'il consente que cette fille demeure en liberté jusqu'au retour de celui qu'elle croit être son père. »

Claudius feignant d'aecorder avec peine ce délai , demanda qu'au moins Ieilius donnât des cautions de représenter le lendemain Virginie. Le peuple de tous côtés leva aussitôt les mains ;

et chacun s'offrait avec empressement pour caution. Icilius touché de l'affection de ses concitoyens , après leur en avoir marqué sa reconnaissance : « Nous nous servirons demain de votre secours , leur dit-il , si Claudius ne se désiste pas de son injuste poursuite. Mais pour aujourd'hui j'espère qu'on se contentera de ma caution et de celle de tous les parens de Virginie. »

Appius quoique emporté par sa passion n'osa refuser une telle caution ; mais craignant le retour de Virginus , il dépêcha secrètement un exprès à ses collègues qui commandaient l'armée pour les prier de faire arrêter Virginus sous quelque prétexte ; et du moins de ne lui point donner congé de revenir à Rome. Il se flattait que faute de comparaître dans le temps marqué il serait alors autorisé à remettre sa fille entre les mains de Claudius ; mais son courrier arriva trop tard au camp. Il avait été prévenu par le fils de Numitorius et par un frère d'Icilius qui avaient déjà averti Virginus du péril que courait sa fille. Et ce Romain, voyant que le salut de sa fille dépendait de son retour à Rome , avait obtenu son congé et était parti avant l'arrivée du courrier d'Appius. Les décemvirs n'eurent pas plus tôt reçu sa lettre, qu'ils envoyèrent quelques cavaliers après lui pour l'arrêter.

Appius de son côté en avait mis aussi dans la même vue sur le chemin qui conduisait au camp. Mais toutes ces précautions furent inutiles ; et Virginius, qui les avait prévues, s'écarta de la route ordinaire et rentra dans Rome par une porte opposée à celle de la ville, qui regardait le camp des Romains.

Il parut le lendemain dans la place pénétré de douleur, et tenant par la main sa fille qui fondait en larmes. Elle était accompagnée de ses parentes qui représentaient au peuple, dans les termes les plus touchans, s'il était juste que pendant qu'un si bon citoyen s'exposait pour la défense de sa patrie ses enfans fussent exposés à des outrages encore plus cruels que si la ville était tombée entre les mains des ennemis. Virginius, disait à peu près les mêmes choses à tous ceux qu'il rencontrait et les conjurait de prendre sa fille sous leur protection. Icilius, emporté par sa passion et par son ressentiment, déclamait tout haut contre la lubricité d'Appius. Mais les larmes seules de Virginie, sa jeunesse, ses graces et sa beauté touchaient encore plus la multitude que les plaintes et les prières de sa famille.

Appius n'apprit qu'avec une extrême surprise que Virginius était dans la place avec ses amis et toute sa famille. Son retour déconcertait

toutes ses mesures ; et il craignait que soutenu du peuple il ne s'opposât à l'exécution de l'arrêt qu'il avait prémédité <sup>1</sup>. Pour prévenir toute résistance il fit descendre du Capitole les troupes qui y étaient à ses ordres et qui s'emparèrent de la place. Il s'y rendit ensuite ; et après avoir monté dans son tribunal avec cette émotion que lui donnait le désir d'achever son crime ; il dit qu'il n'ignorait pas tous les mouvemens qu'Icilius s'était donnés pour soulever le peuple ; mais qu'il voulait bien qu'on sût qu'il ne manquerait ni de force ni de fermeté pour châtier ceux qui entreprendraient de troubler la tranquillité publique ; et là-dessus il commanda à Claudius d'exposer sa demande et de poursuivre son action. Claudius dit que personne n'ignorait que les enfans des esclaves appartenaient à leurs maîtres ; que c'était en cette qualité qu'il revendiquait Virginie. Il produisit en même temps la femme esclave qu'il avait séduite et qui, par crainte de son maître, déclara qu'elle avait vendu Virginie à la femme de Virginius. Claudius ajouta qu'il ne manquerait pas d'autres témoins s'il en était besoin, et qu'il espérait de la justice du décemvir qu'il ne se laisserait pas surprendre aux cris et aux menaces des

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. vi, p. 714.*

partisans d'Icilius, ni toucher par les larmes d'une jeune personne dont le sort à la vérité faisait pitié, mais qui étant née dans la servitude devait y rentrer, quoiqu'elle eût été élevée comme une personne libre.

Les parens et les amis de Virginius, pour détruire cette imposture, représentèrent que sa femme avait eu plusieurs enfans, et que, si à leur défaut elle eût voulu introduire un étranger dans sa famille, elle n'aurait point eu recours à l'enfant d'une esclave et surtout à une fille, pouvant choisir un garçon; que ses parens et ses voisins l'avaient vue grosse de la fille dont elle avait accouché; que cet enfant en venant au monde avait été reçu dans les mains de ses parens et de ses alliés; qu'il était notoire que Numitoria, sa mère, avait elle-même allaité la jeune Virginie, ce qu'elle n'eût pas pu faire si elle eût été stérile, comme Claudius l'avait avancé faussement; qu'il était bien surprenant que cet imposteur eût gardé un si profond secret sur une pareille affaire pendant quinze années; et qu'il n'eût fait éclater ses prétentions que lorsque cette jeune personne était parvenue à cette rare beauté qui était la cause de la persécution qu'elle souffrait.

Appius craignant que ce discours ne fît trop d'impression sur la multitude, l'interrompt

sous prétexte qu'il voulait parler lui-même ; et adressant la parole à l'assemblée : « Il ne faut point, dit-il, que les parens de Virginie prétendent se prévaloir de ce long silence de Claudius ; car ma conscience m'oblige de déclarer qu'il y a long-temps que j'ai connaissance de cette supposition. Personne n'ignore que le père de Claudius en mourant me laissa pour tuteur de son fils. On vint peu de temps après m'avertir, en cette qualité, que je devais réclamer cette jeune esclave comme un effet de la succession de mon pupille et de mon client ; et j'entendis les mêmes témoins qui se présentent aujourd'hui. Il est vrai que nos dissensions domestiques et des affaires publiques m'empêchèrent en ce temps-là de suivre celle d'un particulier ; mais la place que j'occupe aujourd'hui ne me permet pas de lui refuser la justice que je dois à tout le monde ; ainsi j'ordonne que le demandeur retiendra cette fille comme son esclave. »

Virginius outré d'un arrêt si injuste ne garda plus de mesure avec le décemvir. Il fit connaître à toute l'assemblée que lui seul était l'auteur de l'imposture que proposait son client ; et lui adressant la parole <sup>1</sup> : « Sache Appius, lui dit-

<sup>1</sup> *Tit. Liv. Dec. 1, lib. III, c. 47.*

il, que je n'ai pas élevé ma fille pour être prostituée à tes infâmes plaisirs; je l'ai accordée à Icilius et non pas à toi. As-tu pu croire que des Romains se laissassent enlever leurs filles et leurs femmes pour satisfaire la passion d'un tyran? »

La multitude entendant ce discours jeta de grands cris remplis d'indignation. Appius, comme forcené de voir son crime découvert, commanda aux soldats qui environnaient son tribunal de faire retirer le peuple : « Et toi, dit-il se tournant vers un de ses licteurs, va, fends la presse et ouvre le chemin à un maître pour aller reprendre son esclave. »

Le peuple, qui craint toujours quand on ne le craint point, se voyant poussé par les soldats d'Appius, s'écarte, se retire et livre pour ainsi dire la fille de Virginius à la passion du décemvir. Alors ce malheureux père qui voit avec désespoir que l'innocence va être opprimée par une puissance injuste, demande au magistrat qu'il lui soit au moins permis avant que Claudius emmène sa fille, de pouvoir l'entretenir un moment en particulier avec sa nourrice, « afin, dit-il, que si je puis trouver quelque indice que je ne suis pas son père, je m'en retourne au camp avec moins de douleur et de tristesse. »

Appius lui accorda sa demande sans peine,

à condition néanmoins que cette conférence se passerait à la vue de Claudius et sans sortir de la place. Virginus pénétré de la plus vive douleur prend sa fille à demi-morte entre ses bras ; il essuie les larmes dont elle avait le visage couvert, l'embrasse, et la tirant proche de quelques boutiques qui bornaient la place, le hasard lui fit rencontrer le couteau d'un boucher ; il le prend, et s'adressant à Virginie : « Ma chère fille, lui dit-il, voilà le seul moyen de sauver ton honneur et ta liberté. » Il lui enfonce en même temps le couteau dans le cœur, et le retirant tout fumant du sein de sa fille : « C'est par ce sang innocent, cria-t-il à Appius, que je dévoue ta tête aux dieux infernaux. » Ce qui était resté du peuple dans la place accourt à ce funeste spectacle, jette de grands cris et déteste la tyrannie du décemvir, qui a réduit un père à une si cruelle nécessité. Appius, du haut de son tribunal, crie avec fureur qu'on arrête Virginus. Mais il s'ouvrit un passage avec le couteau qu'il tenait à la main ; et favorisé de la multitude il gagna la porte de la ville et se rendit au camp avec une partie de ses parens et de ses amis qui ne le voulurent point abandonner dans un si grand malheur.

Numitorius et Icilius restant auprès du corps de Virginie, l'exposent au yeux du peuple et

l'exhortent à ne pas laisser sa mort sans vengeance. On accourt dans la place de tous les quartiers de la ville. Valerius et Horatius qui s'étaient opposés si courageusement à la continuation du décemvirat, s'y rendent des premiers avec un grand nombre de jeunes patriciens de leur parti. Appius, redoutant leur crédit et leur éloquence, leur envoie ordre de se retirer et commande en même temps qu'on ôte de la place le corps de Virginie. Mais Valerius et Horatius s'y opposent. Appius outré de la mort de Virginie et du mépris qu'on avait pour ses ordres, s'avance avec ses licteurs et les troupes de sa garde pour arrêter les deux sénateurs. Mais le peuple en fureur le repousse, met en pièces les faisceaux, le poursuit lui-même comme un tyran; en sorte que pour sauver sa vie il fut contraint de s'enfuir le visage couvert, et de se cacher dans une maison voisine.

Valerius et Horatius posent le corps de l'infortunée Virginie dans une litière découverte; et, sous prétexte de la reporter dans la maison de son père jusqu'à ce qu'on lui rendît les derniers devoirs, ils la font passer par les principales rues de la ville pour exciter le ressentiment de tous les citoyens. Hommes et femmes, tout le monde sortait de sa maison pour voir cette pompe funèbre; les hommes jetaient des

parfums dans la litière ; les femmes et les filles, les larmes aux yeux, y mettaient des couronnes de fleurs. Tout le monde plaignait son sort et semblait, par ces tristes présens, faire serment de venger sa mort. Toute la ville se serait soulevée à l'instant même, si Valerius et Horatius, qui conduisaient cette affaire, n'avaient jugé à propos avant que d'éclater, de voir ce que produirait dans l'armée d'Algide le retour de Virginius.

Il entra dans le camp, escorté, comme nous avons dit <sup>1</sup>, d'une partie de ses amis et ayant encore à la main ce couteau funeste dont il avait tué sa fille. Les soldats ayant appris son malheur accoururent de tous côtés ; Virginius se place aussitôt dans un endroit élevé, d'où il pouvait être entendu plus facilement. Il avait le visage couvert de larmes, et la douleur l'empêcha quelque temps de pouvoir parler. Enfin rompant ce triste silence et levant les mains au ciel : « Je vous atteste, dit-il, dieux immortels, qu'Appius seul est l'auteur du crime que j'ai été forcé de commettre. » Il raconta, ensuite les larmes aux yeux, la fourberie que ce déceuvr avait inventée pour se rendre maître de sa fille ; et s'adressant aux soldats qui l'écoutaient avec

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. xi, p. 720.*

beaucoup de compassion <sup>1</sup> : « Je vous conjure, mes compagnons, leur dit-il, de ne me point chasser de votre compagnie comme parrieide et comme le meurtrier de ma fille. J'aurais de tout mon cœur sacrifié ma propre vie pour sauver la sienne si elle avait pu en jouir avec son honneur et sa liberté. Mais voyant que le tyran n'en voulait faire une esclave que pour la pouvoir déshonorer, la pitié seule m'a rendu cruel. J'ai mieux aimé perdre ma fille que de la conserver avec honte; mais je ne lui aurais pas survécu un moment si je n'avais espéré de venger sa mort par votre secours. »

Tous les soldats détestant une action si infâme l'assurèrent qu'ils ne lui manqueraient pas s'il entreprenait quelque chose contre Appius. Mais leurs centurions et les principaux chefs de bandes résolurent d'étendre leur ressentiment sur tous les décemvirs et de secouer le joug d'une domination qui n'était pas légitime et qui se tournait visiblement en tyrannie.

Les décemvirs qui commandaient l'armée, instruits du retour de Virginius et de la disposition des esprits, l'envoyèrent quérir dans le dessein de le faire arrêter. Mais ses amis l'empêchèrent d'obéir à leurs ordres; et les soldats

<sup>1</sup> Tit. Liv. Dec. 1, lib. III, c. 50.

s'étant rassemblés par pelotons , leurs officiers leur représentèrent si vivement toute l'horreur de l'action d'Appius, que le soldat ne demandait qu'à retourner à Rome pour pouvoir détruire le décemvirat. Il n'y avait que le serment militaire qui les retenait; et ils ne croyaient pas pouvoir abandonner leurs enseignes et leurs généraux sans offenser les dieux et sans se déshonorer <sup>1</sup>. Mais Virginius , qui brûlait d'impatience de se venger d'Appius, leva ce scrupule et leur représenta que leur serment ne les obligeait qu'envers des chefs revêtus d'une autorité légitime; et que le premier serment qu'un Romain faisait en naissant était de sacrifier sa vie pour la défense de la liberté publique. Il n'en fallut pas davantage pour rassurer la conscience de ces soldats. Ils courent aussitôt avec fureur à leurs armes, lèvent leurs enseignes, et sous la conduite particulière de leurs centurions ils prennent le chemin de Rome. Les décemvirs surpris d'une désertion si générale accourent pour les arrêter; mais de quelque côté qu'ils s'adressent ils ne trouvent partout que des cœurs ulcérés et qui ne respiraient que la vengeance. On leur reproche leur orgueil, leur avarice, la mort de Siccus et de Virginie,

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. xi, p. 372.*

et la lubricité d'Appius, encore plus insupportable que leur cruauté. Le soldat leur déclare fièrement qu'il est né libre et qu'il ne marche à Rome que pour rendre la liberté à ses concitoyens.

L'armée entra dans Rome sur le soir sans causer aucun désordre et sans qu'aucun soldat quittât son rang. Ils se contentaient en passant d'assurer leurs parens et leurs amis qu'ils n'étaient revenus que pour détruire la tyrannie. Toutes les troupes traversèrent paisiblement la ville, d'où elles se rendirent au Mont Aventin sans se vouloir séparer qu'elles n'eussent obtenu la destitution des décemvirs et le rétablissement du tribunat.

Appius, épouvanté par les remords de sa conscience et par ce soulèvement de l'armée, n'osait paraître en public. Mais Oppius, son collègue, qui craignait les suites de ce soulèvement, eut alors recours à l'autorité du sénat; et, contre la coutume des décemvirs, il le convoqua extraordinairement. La plupart des sénateurs n'étaient pas fâchés d'une émotion qui pouvait servir à rétablir le gouvernement sur ses anciens fondemens. Cependant, comme il était dangereux de laisser voir au peuple qu'il pouvait se faire justice lui-même, et pour retenir toujours dans le sénat l'autorité du

commandement, on envoya au Mont Aventin Sp. Tarpeius, C. Julius et P. Sulpicius, tous trois consulaires, qui demandèrent avec sévérité à ces soldats par quel ordre ils avaient abandonné leur camp et leurs généraux.

Ces soldats, embarrassés de cette question, demeurèrent quelque temps en silence. Ils le rompirent à la fin, et crièrent tous ensemble qu'on leur envoyât Valerius et Horatius, et qu'ils leur rendraient compte de leur conduite. Ils ne demandaient ces deux sénateurs que parce que la multitude les regardait comme les ennemis déclarés des décenvirs et les défenseurs les plus zélés de la liberté.

Pendant que les trois consulaires furent au sénat rendre compte de la réponse des soldats, Virginius leur fit envisager qu'il était de leur intérêt de choisir quelques-uns de leurs centurions pour entrer en négociation avec les commissaires qu'ils avaient demandés. On le nomma aussitôt le premier ; mais il s'excusa d'accepter cette commission sur la violente douleur dont il était accablé, et qui ne lui laissait pas toute la liberté d'esprit nécessaire pour soutenir les intérêts publics. L'armée, sur son refus, nomma dix autres centurions ; et, pour faire honneur à son choix, on donna à ces officiers le nom de *tribuns militaires*.

L'armée, qui était opposée aux Sabins, suivit l'exemple de celle d'Algide. Numitorius et Icius s'y étaient rendus et y avaient excité le même tumulte. Tous les soldats, après avoir élu de leur côté des chefs pour les commander, marchèrent, enseignes déployées, droit à Rome, et se joignirent à l'autre armée. Quoique le sénat ne fût pas fâché de voir l'autorité des décemvirs anéantie, cependant, outre qu'une pareille désertion était d'un dangereux exemple, la frontière demeurait exposée aux incursions ordinaires des ennemis. Ainsi on pressa Valerius et Horatius de se rendre au Mont-Aventin pour remettre ces soldats dans leur devoir. Mais ces deux sénateurs, qui voyaient bien qu'on ne pouvait se passer de leur médiation, déclarèrent qu'ils ne feraient aucune démarche tant que les décemvirs, qu'ils traitaient d'usurpateurs, seraient maîtres du gouvernement.

Ces magistrats soutenaient, au contraire, qu'ils ne pouvaient se dépouiller de leur dignité qu'ils n'eussent publié et fait recevoir les deux dernières tables de lois qui devaient être ajoutées aux dix premières; et que c'était le seul terme prescrit à leur magistrature dans la seconde élection des décemvirs qui s'était faite l'année précédente. L. Cornelius, toujours pas-

sionné pour le décemvirat, opina même à ce qu'on n'entrât en aucune négociation avec les deux armées qu'elles ne fussent retournées chacune dans leur ancien camp, et qu'il fallait offrir aux soldats, à cette condition, une amnistie générale, dont néanmoins les auteurs de la désertion seraient exclus.

Mais un sentiment si impérieux et si peu convenable à la disposition des esprits, n'eut point de partisans. On fit comprendre, au contraire, aux décemvirs qu'il fallait absolument qu'ils renoncassent à une autorité qui était expirée, et que le sénat et le peuple n'étaient pas résolus de leur continuer. Les soldats, en fureur, menaçaient même de les y contraindre par force; et ils passèrent au Mont-Sacré comme dans un lieu où leurs ancêtres avaient jeté les premiers fondemens de la liberté du peuple. Tout était à Rome dans cette agitation qui précède les plus grandes révolutions. Enfin, les décemvirs, craignant d'être accablés par la multitude de leurs ennemis, promirent en plein sénat de donner leur démission; ils demandèrent seulement qu'on ne les sacrifiât pas à la haine de leurs ennemis, et dirent que le sénat avait intérêt de ne pas accoutumer le peuple à répandre le sang des patriciens.

Valerius et Horatius ayant amené cette af-

faire au point qu'ils souhaitaient, se rendirent au camp : ils y furent reçus des soldats comme leurs protecteurs. Le peuple ne demanda que le rétablissement de ses tribuns, le droit des appellations, et une amnistie pour tous ceux qui avaient quitté le camp sans la permission des généraux. Mais il s'obstina à vouloir qu'avant toutes choses on lui livrât les décemvirs; et il menaçait hautement de les faire brûler tout vifs.

Valerius et Horatius n'étaient guère plus favorables à ces magistrats que le peuple même; mais ils conduisaient le dessein de les perdre avec plus d'habileté. En même temps qu'ils exhortaient, en général, toute l'armée à ne se pas laisser aller à la cruauté, ils insinuaient adroitement aux principaux chefs que quand le peuple serait rentré dans ses droits et qu'on lui aurait rendu ses tribuns, ses lois et ses assemblées, il serait alors maître de se faire justice lui-même; et qu'avant que la négociation sortit de leurs mains, ils espéraient le mettre en état de décider souverainement de la vie et de la fortune de ses concitoyens, dans quelque rang qu'ils fussent.

Le peuple, persuadé par ses officiers que ses anciens tribuns n'auraient pas eu plus de zèle et de chaleur pour ses intérêts que ces deux sé-

nateurs en faisaient paraître, leur abandonna toute sa confiance. Valerius et Horatius revinrent sur-le-champ au sénat, et dans le compte qu'ils rendirent publiquement des prétentions du peuple, ils dissimulèrent son ressentiment et ses menaces contre les décemvirs. Ils leur laissèrent même entrevoir qu'il consentirait volontiers qu'on ensevelit dans un oubli général tout ce qui s'était passé sous leur gouvernement, pourvu qu'on lui rendit ses tribuns. Les décemvirs, séduits par de fausses espérances, passèrent dans la place, où ils se défirent publiquement de leur autorité. Il n'y eut qu'Appius seul qui, agité par les remords de sa conscience, fit un autre jugement de cette modération apparente de l'armée. Quoiqu'il eût donné sa démission comme ses collègues : « Je n'ignore pas, dit-il tout haut, les maux qu'on nous prépare. On ne diffère à nous attaquer que jusqu'à ce qu'on ait donné des armes à nos ennemis. »

Valerius et Horatius, sans s'embarrasser de ces funestes préjugés, coururent au camp annoncer au peuple l'abdication des décemvirs, et le décret du sénat pour le rétablissement des tribuns : « Revenez, soldats, leur dirent-ils, dans votre patrie; venez revoir vos dieux domestiques, vos femmes et vos enfans; et que

ce retour soit heureux et favorable à la république. » L'armée leur fit de grands remerciemens ; les soldats les nommaient tout haut les protecteurs du peuple et les généreux défenseurs de la liberté publique. On lève aussitôt les enseignes ; et chacun reprend avec joie le chemin de Rome. Mais avant de se séparer et de rentrer dans leurs maisons<sup>1</sup>, l'armée entière et tout le peuple se rendirent au Mont-Aventin, où se fit l'élection des tribuns. A. Virginius, père de l'infortunée Virginie ; Numitorius, son oncle, et Icilius à qui elle avait été promise, furent élus les premiers. On leur donna pour collègues C. Sicinius, M. Duillus, M. Titinius, M. Pomponius, C. Apronius, P. Villius et C. Oppius. On créa ensuite un entre-roi, qui nomma pour consuls, suivant les vœux du peuple, L. Valerius et M. Horatius. C'était une récompense due aux soins qu'ils avaient pris pour le rétablissement de la tranquillité publique.

Leur consulat fut tout populaire, et les plébéiens en obtinrent ce qu'ils n'eussent osé espérer de leurs tribuns mêmes. Nous avons vu que les sénateurs et les patriciens ne prétendaient point être soumis aux ordonnances du peuple

<sup>1</sup> *Tit. Liv. Dec. 1, lib. III, c. 64.*

quand l'assemblée était convoquée par tribus. Le peuple au contraire soutenait que, la souveraineté de l'état résidant essentiellement dans toute l'assemblée générale du peuple romain, tous les citoyens de quelque rang qu'ils fussent devaient y être soumis puisqu'ils avaient droit d'y donner leurs suffrages chacun dans leur tribu. Cette dispute se renouvelait souvent entre les deux ordres de la république. Les deux consuls, se prévalant de l'autorité absolue qu'ils avaient alors dans le gouvernement, firent décider cette grande affaire en faveur du peuple; et par un décret rendu par les comices des centuries il fut déclaré que toute ordonnance émanée des comices par tribus tiendrait lieu de loi à l'égard de tous les citoyens.

On confirma de nouveau la loi Valeria touchant les appels devant l'assemblée du peuple; et on la fortifia d'une autre qui défendait d'établir à l'avenir aucune magistrature sans qu'il y eût appel de ses ordonnances. Les consuls ajoutèrent à cette loi un règlement qui prescrivait : Que les sénatus-consultes, qui étaient souvent supprimés ou altérés par les consuls, seraient dans la suite remis aux édiles et conservés dans le temple de Cérès. La plupart des sénateurs ne souscrivirent qu'avec chagrin à ces différentes ordonnances. Ils voyaient avec douleur

que deux patriciens et deux consuls plus plébéiens même que les tribuns du peuple, sous prétexte d'assurer sa liberté, ruinaient absolument l'autorité du sénat. Mais les plus équitables et les moins ambitieux de ce corps, instruits par la conduite tyrannique des décemvirs, aimaient mieux qu'on confiât au peuple le dépôt et la garde de la liberté publique que d'en laisser le soin aux grands, qui par leur autorité en pouvaient abuser.

La république, par ces différens réglemens et par le rétablissement de ses anciens magistrats, ayant repris sa première forme de gouvernement, il ne restait plus pour ainsi dire du décemvirat que la personne même des décemvirs. On sait combien ils étaient odieux à la multitude <sup>1</sup>. Virginius crut qu'il était temps alors de les poursuivre; et en qualité de tribun du peuple il intenta action contre Appius et se rendit son accusateur. Appius parut dans l'assemblée couvert d'habits noirs et conformes à l'état présent de sa fortune. Le peuple vit avec plaisir ce superbe décemvir avec une contenance triste et abattue dans la même place où peu de jours auparavant il paraissait environné de ses satellites et menaçant fièrement la multitude par

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. xi, p. 726.*

l'appareil de ses licteurs armés de leurs haches.

Virginus prenant la parole et l'adressant au peuple <sup>1</sup> : « J'accuse, Romains, dit-il, un homme qui s'est fait le tyran de sa patrie ; qui vous a contraints de recourir aux armes pour défendre votre liberté ; qui, pour satisfaire ses infâmes voluptés, n'a point eu de honte d'arracher une fille romaine de condition libre d'entre les bras de son père pour la livrer à l'infâme ministre de ses plaisirs ; et qui par un jugement également injuste et cruel a réduit un père à donner la mort à sa fille pour sauver son honneur. » Puis en se tournant vers Appius, il lui dit que, sans s'arrêter au détail de tous ses crimes, dont le moindre méritait les plus grands supplices, il lui demandait seulement raison du jugement qu'il avait rendu contre Virginie. « Pourquoi, lui dit-il, avez-vous refusé à une fille de condition libre la provision de la liberté durant qu'elle lui était contestée ? Si vous ne me pouvez répondre, j'ordonne que sur-le-champ on vous conduise en prison. »

Appius représenta qu'on n'avait jamais refusé aux accusés les délais nécessaires pour préparer leurs défenses ; qu'il était inouï dans la république qu'on eût arrêté aucun citoyen avant

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. III, c. 56 et 57. Diod. lib. XII.*

qu'il eût été entendu en pleine assemblée; et que si le tribun, contre toutes les lois, prétendait le faire arrêter, il en appelait au peuple; et que la conduite qu'on tiendrait à son égard servirait, un jour, de témoignage à la postérité si les appellations dont le peuple paraissait si jaloux n'étaient que les apparences d'un privilégié soumis à la brigüe et à la cabale des tribuns, ou si on les devait regarder comme des soutiens inébranlables de la liberté.

Les personnes désintéressées trouvaient de la justice dans cette demande; mais Virginius soutint qu'il n'y avait qu'Appius qui ne devait point jouir du bénéfice des lois qu'il avait violées lui-même pendant son décemvirat. Il lui reprocha que sans avoir égard aux privilèges des citoyens romains il en avait fait mourir plusieurs; qu'il avait fait emprisonner les autres; qu'il avait fait même bâtir des prisons, qu'il avait coutume d'appeler par une crnelle ironie les maisons et la demeure du peuple romain. « Ainsi, lui dit Virginius, quand vous appellerez cent fois devant le peuple, j'ordonne qu'on vous arrête de peur que la punition de tant de crimes n'échappe à la justice des lois. » On le conduisit sur-le-champ en prison, et le tribun lui assigna un jour pour produire ses défenses.

C. Claudius, son oncle <sup>1</sup>, qui avait toujours été opposé aux décemvirs et qui détestait surtout l'orgueil et l'insolence de son neveu, accourut cependant à son secours sitôt qu'il eut appris sa disgrâce. Nous avons dit que, pour n'être point témoin du gouvernement tyrannique des décemvirs et des malheurs de Rome, il s'était retiré à Régile l'ancienne patrie de ses ancêtres. Il ne fut pas plus tôt à Rome que, paraissant dans la place en habits de deuil, il sollicita puissamment pour la liberté de son neveu. Ses amis et ses parens se joignirent à lui et représentaient au peuple qu'il lui serait honteux dans les siècles futurs qu'un homme qui avait fait leurs lois et composé le droit romain, eût été enseveli dans une prison parmi des brigands et des voleurs. Claudius conjurait chaque particulier de ne point attacher ce déshonneur à la famille des Claudiens; qu'ils donnassent plutôt un homme seul à tant d'illustres citoyens du même nom et du même sang qui le réclamaient que de refuser presque tout le sénat en considération du seul Virginius. Il ajoutait que, le peuple ayant heureusement recouvré la liberté par son courage, il ne manquait au bonheur de la république que de rétablir l'union

<sup>1</sup> *Tit. Liv. Dec. 1, lib. III, c. 58.*

entre les différens ordres de l'état par la clémence et en pardonnant à Appius en faveur de ceux qui demandaient sa grace.

Denys d'Halicarnasse <sup>1</sup> prétend que les tribuns craignant qu'Appius ne leur échappât par le crédit de sa famille le firent étrangler dans la prison, et qu'ils publièrent ensuite que ce fameux criminel désespérant de son salut s'était tué lui-même avant que le jour qu'il devait être jugé fût arrivé. Tite-Live <sup>2</sup>, sans parler des tribuns, rapporte simplement qu'Appius pour éviter l'infamie d'un supplice public s'était donné la mort en prison. Quoi qu'il en soit Sp. Oppius, son collègue, eut le même sort. Numitorius, autre tribun du peuple et oncle de Virginie, le mit en justice comme fauteur et complice de la tyrannie d'Appius. Outre ces chefs d'accusation un soldat vétérân se plaignit que sans lui en avoir donné le sujet il lui avait fait déchirer le dos à coups de fouet par ses satellites. Ce décemvir se vit condamné par tous les suffrages du peuple; on le jeta en prison; et Denys d'Halicarnasse rapporte qu'il y fut exécuté le même jour. Les huit autres décemvirs cherchèrent leur salut dans la fuite et se bannirent

<sup>1</sup> *Lib. xi, p. 728.* — <sup>2</sup> *Lib. iii, c. 58.*

eux-mêmes; leurs biens furent confisqués; on les vendit publiquement, et le prix en fut porté par les questeurs dans le trésor public. Marcus Claudius, l'instrument dont Appius s'était servi pour se rendre maître de la personne de Virginie, fut condamné à mort. Mais il eut des amis qui obtinrent de Virginius qu'il se contentât de son exil. C'est ainsi que fut vengé le sang innocent de l'infortunée Virginie dont la mort, comme celle de Lucrèce, procura une seconde fois la liberté au peuple romain.

Quoique la punition des décemvirs parût juste, le sénat ne laissait pas d'être consterné de la mort ou de l'exil des principaux de son corps. Il était surtout indigné contre les deux consuls qui les avaient abandonnés au ressentiment de Virginius sans avoir fait la moindre démonstration de vouloir adoucir le peuple en leur faveur. On ne savait plus même quelles bornes les tribuns unis si étroitement avec les deux consuls mettraient à leur vengeance: il semblait que ce fussent de nouveaux décemvirs prêts à rétablir leur tyrannie. Duillius, qui était de ce collège, mais plus modéré, dissipa la crainte du sénat: « Enfin, dit-il en pleine assemblée, on en a assez fait pour la satisfaction de Virginius et pour le rétablissement de notre

liberté. J'EMPÊCHE que pendant le reste de l'année on appelle quelqu'un en jugement pour cette affaire ni qu'on le mette en prison. » Ce mot si respectable dans la bouche d'un tribun, *je l'empêche*, arrêta toutes les poursuites de ses collègues et réprima leur violence.

FIN DU CINQUIÈME LIVRE.

## LIVRE SIXIÈME.

Les consuls Valerius et Horatius obtiennent du peuple l'honneur du triomphe, que le sénat leur avait refusé. Les tribuns veulent se faire continuer dans le tribunat. Un d'entre eux empêche l'exécution de leur dessein. On voit pour la première fois deux patriciens au nombre des tribuns. Les Èques et les Volsques, à la faveur des divisions qui règnent dans Rome, viennent piller jusqu'aux portes de cette ville. Ils sont taillés en pièces ou mis en fuite par les consuls Quintius et Agrippa, tribuns militaires. Établissement de la censure. Sp. Melius aspire à l'autorité souveraine. Dans une disette publique, il gagne le petit peuple par des distributions de blé toutes gratuites, et quelques-uns de ses tribuns par argent. Il fait porter de nuit, dans sa maison, une grande quantité d'armes. Ses desseins sont découverts. Ayant refusé de comparaître devant le dictateur Quintius, il est tué par Servilius Ahala, maître de la cavalerie, au milieu d'une troupe de ses partisans qu'il sollicitait à la révolte. Mamercus Emilius étant dictateur, requiert qu'on fasse une loi qui restreigne la charge de censeur à un an et demi. C. Furius et M. Geganius, les censeurs de cette année, s'en vengent sur le dictateur qu'ils tâchent de déshonorer. Le peuple se déclare pour lui. Les consuls T. Quintius et C. Julius Mento, sont battus par les Èques et par les Volsques. Le sénat a recours aux tribuns du peuple pour les obliger à

nommer un dictateur. C. Sempronius Atratinus expose l'armée romaine à être taillée en pièces. Un officier de cavalerie, appelé Tempanius, secourt le consul à propos et empêche la déroute. Tempanius, de retour à Rome, est élevé au tribunat. Il prend ouvertement la défense de Sempronius et engage son accusateur à se désister de l'action qu'il avait intentée contre lui. Néanmoins, peu de temps après, ce consulaire est condamné à une grosse amende par la brigue de quelques tribuns du peuple piqués de ce que, dans l'élection des questeurs, dont on avait augmenté le nombre, les patriciens avaient été préférés aux plébéiens. Les Èques surprennent la ville de Voles. Posthumius est chargé de les en chasser. Il manque de parole à ses soldats, à qui il avait promis le pillage de la place dès qu'ils s'en seraient rendus maîtres. Pour les dédommager, un tribun du peuple demande qu'on établisse à Voles une colonie composée de ceux même qui avaient contribué à reprendre la ville. Paroles hautaines de Posthumius. Il est tué par ses propres soldats. Questeurs plébéiens. Le sénat ordonne que les soldats, qui jusqu'alors avaient servi à leurs dépens, seraient entretenus par la république; et, que pour fournir à cette dépense, il se ferait une imposition dont personne ne serait exempt. Ce sénatus-consulte est confirmé par un plébiscite, malgré les plaintes et les protestations des tribuns.

Les deux consuls se disposèrent à marcher contre les Sabins, les Èques et les Volsques; mais, avant que de sortir de Rome, ils expo-

sèrent publiquement les dernières lois des décemvirs, gravées sur des tables de cuivre. Ils se mirent ensuite chacun à la tête de leur armée. L'un et l'autre remportèrent une victoire complète sur les ennemis. Ils demandèrent à leur retour que, suivant l'usage, on rendit des actions de grâces solennelles aux dieux, et qu'ils fussent ensuite reçus dans Rome en triomphe. Mais la plupart des sénateurs, qui ne pouvaient leur pardonner l'attachement qu'ils avaient fait paraître pour les intérêts du peuple, se firent un plaisir secret de leur refuser un honneur qui, jusqu'alors, n'avait dépendu que du sénat<sup>1</sup>. C. Claudius leur reprocha même qu'ils étaient complices de la mort d'Appius, son neveu, que les tribuns avaient fait étrangler en prison avant qu'il eût été entendu dans ses défenses. «Ne nous aviez-vous pas promis solennellement, leur dit-il, que l'abdication des décemvirs serait suivie d'une amnistie générale? Cependant nous n'avons pas plus tôt obligé ces magistrats à se déposer eux-mêmes, que les uns ont été égorgés et les autres contraints de se bannir de leur patrie pour sauver leur vie. Appius, le chef de la maison Claudia, le premier des décemvirs, a été étranglé en prison sans aucune forme de

<sup>1</sup> *Dion. Hal. sub. fine lib. xi, p. 728.*

justice et sans qu'il ait été entendu dans l'assemblée du peuple, de peur que ce peuple généreux, touché des larmes et de la désolation d'une famille qui a si bien mérité de la république, ne lui fit grace. Et nos consuls, les chefs et les protecteurs du sénat, eux qui devraient exposer leurs vies pour la conservation de sa dignité, ont dissimulé lâchement l'assassinat du malheureux Appius, et n'en ont fait aucune poursuite. »

Le sénat, irrité contre les consuls par le discours de C. Claudius, les déclara indignes des honneurs du triomphe; et on leur fit entendre qu'ils étaient bienheureux qu'on ne les punit pas de leur intelligence criminelle avec les meurtriers d'Appius. Valerius et Horatius, outrés d'un refus qui les déshonorait, en portèrent leurs plaintes dans l'assemblée du peuple; et le tribun Icilius lui demanda en leur faveur les honneurs du triomphe. Plusieurs sénateurs se trouvèrent sur la place pour traverser cette brigue; C. Claudius étoit du nombre. Quoiqu'il eût toujours été opposé au gouvernement des décemvirs, cependant il ne pouvait pardonner aux deux consuls d'avoir abandonné son neveu à la fureur des tribuns. Il représenta au peuple, avec beaucoup de courage, qu'il n'avait jamais pris connaissance ni décidé des honneurs du

triomphe; que ce droit appartenait uniquement au sénat, et que la république ne demeurerait jamais libre et tranquille, qu'autant qu'un des ordres de l'état n'entreprendrait point sur les droits et les privilèges des autres.

Mais malgré la justice qu'il y avait dans ces remontrances<sup>1</sup>, le peuple décerna le triomphe aux consuls : nouvelle entreprise des tribuns sur l'autorité du sénat. Ils n'en demeurèrent pas là. Ces magistrats plébéiens qui, par la complaisance des deux consuls, avaient une autorité absolue dans la république, résolurent entre eux de se perpétuer dans le tribunat et de continuer les deux consuls dans leurs charges : autre espèce de conjuration contre la liberté publique, peu différente de celle des décemvirs. Ils couvraient leur ambition de la nécessité qu'il y avait de continuer les mêmes magistrats dans un temps où les lois nouvelles n'étaient pas encore solidement établies. Mais, pour éloigner le soupçon qu'ils voulussent se rendre seuls maîtres du gouvernement, ils insinuaient au peuple qu'il devait continuer Valerius et Horatius dans le consulat. Heureusement pour la république il se trouva un tribun assez modéré et assez habile pour faire tomber

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. III, c. 36.*

ces projets ambitieux. C'était ce même Duillius qui venait d'arrêter par son autorité la poursuite de ses collègues contre les partisans des décenvirs. Il présidait ce jour-là à l'assemblée qui se devait tenir pour l'élection des nouveaux tribuns. Il représenta aux deux consuls que la liberté était perdue si on laissait les dignités de la république plus d'un an dans les mêmes mains. Valerius et Horatius lui donnèrent parole de n'accepter jamais une continuation dans le consulat. Duillius, pour s'en mieux assurer, leur demanda publiquement, et en pleine assemblée, quelle conduite ils tiendraient si le peuple romain, en considération de la liberté qu'ils avaient rétablie, voulait les continuer dans leur dignité. L'un et l'autre déclarèrent que, pour la conservation de la même liberté, ils refuseraient toute prolongation du pouvoir souverain, comme contraire aux lois. Duillius en ayant tiré cet aveu leur donna des louanges qui leur tenaient lieu d'un nouvel engagement, et qui servirent à prévenir le peuple contre les desseins des autres tribuns. [305] On tint quelques jours après l'assemblée pour l'élection des nouveaux consuls : Sp. Herminius et T. Virginus, furent élevés à cette dignité. Ils entretinrent la paix et l'union dans la république, par un sage tempérament et

une conduite égale entre le peuple et le sénat. On procéda ensuite à l'élection des tribuns. Duillius, comme nous l'avons dit, présidait à cette assemblée, et agissait en cette occasion de concert avec le sénat; ce fut par leur crédit et l'union de leurs partisans, qu'on élut d'abord cinq nouveaux tribuns, malgré la brigue des anciens. Ces derniers firent tous leurs efforts pour remplir au moins les cinq dernières places vacantes. Duillius s'y opposa toujours avec beaucoup de fermeté; mais comme de leur côté ils empêchaient, par leurs cabales, que de nouveaux candidats n'eussent le nombre des suffrages nécessaire, Duillius, pour terminer ces contestations, remit le choix et la nomination des cinq derniers tribuns aux cinq qu'on venait d'élire, suivant la disposition de la loi, qui portait expressément que « si dans un jour d'élection on n'avait pas pu élire le nombre complet des tribuns, ceux qui auraient été élus les premiers seraient en droit de nommer leurs collègues ». Il congédia ensuite l'assemblée, se déposa lui-même; et les nouveaux tribuns entrèrent en exercice de leur dignité.

Leur première fonction fut de nommer leurs collègues<sup>1</sup>, parmi lesquels on fut extrêmement

<sup>1</sup> *Tit Liv. Dec. 1, lib. III, c. 65.*

surpris de voir S. Tarpeïus et A. Haterius, tous deux patriciens, anciens sénateurs et même consulaires; ce qui était formellement contre l'institution du tribunat, qui n'admettait que des plébéiens. On ne peut rendre raison d'un évènement si extraordinaire, à moins qu'on ne regarde ces deux patriciens comme des déserteurs de leur ordre, qui se seraient fait adopter dans des familles plébéiennes pour pouvoir être élevés à une magistrature qui avait la principale part dans le gouvernement. Mais ceci n'est qu'une conjecture; l'histoire n'en parle point. Tite-Live, au contraire, insinue que les cinq premiers tribuns suivirent les intentions du sénat dans l'élection de leurs collègues; et peut-être que des hommes si habiles, qui prévoyaient des suites funestes pour la liberté si les mêmes tribuns étaient perpétués dans leurs charges, s'unirent secrètement avec Duillius pour faire entrer les patriciens dans le tribunat, afin de balancer par leur autorité celle des tribuns plébéiens, et d'empêcher que, dans l'élection pour l'année suivante, on ne renouvelât la proposition de continuer les tribuns dans leurs charges; ce qu'on regardait comme un acheminement à la tyrannie et comme l'écueil de la liberté publique.

L. Trebonius, un des tribuns plébéiens, qui

sentit bien que Duillius, son prédécesseur, n'avait congédié l'assemblée, et renvoyé aux cinq premiers tribuns la nomination de leurs collègues que pour donner lieu d'introduire des patriciens dans ce collège, en fit de grandes plaintes au peuple. Il s'attacha, pendant toute l'année, à traverser ces tribuns patriciens dans leurs fonctions, d'où il acquit le surnom d'*Asper*; et, pour empêcher que, dans la suite, des tribuns gagnés par le sénat ne se donnassent des collègues qui favorisassent les nobles<sup>1</sup>, il proposa une loi qu'il fit recevoir, et qui fut appelée, de son nom, la loi *Trebonia*, par laquelle il était ordonné que le magistrat qui proposerait au peuple la création des tribuns serait obligé d'en poursuivre l'élection dans toutes les assemblées suivantes jusqu'à ce que le nombre des dix tribuns fût rempli par les suffrages du peuple. Cette ordonnance fit perdre aux tribuns qui étaient élus les premiers le droit de nommer eux-mêmes leurs collègues; ce que les Romains appelaient *cooptation*.

M. Geganius et C. Julius succédèrent dans le consulat à L. Herminius et à T. Virginius [306]. Tite-Live nous apprend qu'après l'extinction du décemvirat et la mort ou l'expulsion des décemvirs, la république jouit

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. III, c. 65.*

d'une apparence de tranquillité, et que l'union qui paraissait entre les différens ordres de l'état, tint en respect les voisins de Rome, et les empêcha de renouveler leurs courses ordinaires ; mais ce calme ne dura pas long-temps. Le peuple se plaignit de nouveau que la noblesse et surtout les jeunes patriciens le traitaient avec mépris. Ses tribuns en citèrent quelques-uns devant l'assemblée du peuple, où ils tâchaient de porter la connaissance de toutes les affaires. Le sénat, pour conserver son autorité, s'y opposa aussitôt ; et, quoique les plus sages de ce corps n'approuvassent pas les manières hautaines de la jeune noblesse, cependant ils ne voulurent pas l'abandonner à la poursuite des tribuns. Cette concurrence, au sujet de la juridiction et des privilèges de chaque ordre, fit renaitre les anciennes contestations, qui furent poussées fort loin sous le consulat de T. Quintius et d'Agrippa Furius [307]. C'était toujours le même fonds d'animosité que différens prétextes faisaient revivre ; chacun de ces deux ordres ne pouvait souffrir ni magistrats, ni autorité dans le parti contraire. Si les consuls étaient redoutables au peuple, les tribuns n'étaient pas moins odieux aux patriciens ; et aucun de ces deux corps ne pensait être libre s'il n'avait abaissé l'autre.

Les Èques et les Volsques, instruits de ces dissensions domestiques et voulant en profiter, prirent les armes. Les deux consuls, de leur côté, se disposèrent à faire des levées. Mais le peuple, séduit par des tribuns séditeux, refusa de se faire enrôler. Les ennemis ne trouvant point d'obstacle à leurs irruptions, ravagèrent la campagne; et ils portèrent leur audace jusqu'à venir enlever des troupeaux qui paissaient auprès de la porte Esquiline.

Les deux consuls, encore plus irrités de la désobéissance du peuple que de la hardiesse des ennemis, convoquèrent une assemblée générale. Quintius, personnage illustre par plusieurs victoires, révérend pour la pureté de ses mœurs et la sagesse de ses conseils, et qui avait été honoré de quatre consulats, prit la parole, et reprocha courageusement au sénat et au peuple que leurs dissensions éternelles causeraient enfin la ruine entière de la république; que le sénat, présumant trop de sa dignité et de ses richesses, ne voulait point mettre de bornes à son autorité, ni le peuple à une licence effrénée qu'il couvrait du nom de liberté; et que l'un et l'autre ne se défendait des injures qu'il prétendait avoir reçues, que par de plus grands outrages : « Il semble, continua ce grand homme, que Rome renferme

dans ses murailles deux nations différentes, qui se disputent la domination. Quand verra-t-on la fin de notre discorde ? Quand nous sera-t-il permis d'avoir un même intérêt et une patrie commune ? Les ennemis sont à nos portes ; les Esquilies ont été à la veille d'être surprises, et personne ne s'est présenté pour s'y opposer. On voit du haut de nos murailles ravager la campagne, et les maisons embrasées fumer de tous côtés ; et on voit tout cela avec une honteuse indifférence, et peut-être avec une secrète joie quand le dommage tombe sur le parti contraire. Qu'avez-vous, dans la ville, qui soit capable de réparer de pareilles pertes ? Le sénat voit, à la vérité, à sa tête des consuls et les premiers magistrats de la république ; mais ces consuls, sans force et sans autorité, gémissent de l'insensibilité du peuple pour la gloire de sa patrie. Ce peuple, de son côté, a des tribuns ; mais ces tribuns, avec toutes leurs harangues, leur rendront-ils jamais ce qu'il a perdu ? Éteignez, Romains, ces fatales divisions ; rompez généreusement ce charme funeste qui vous tient ensevelis dans une indigne oisiveté ; ouvrez les yeux sur la conduite de ces gens ambitieux qui, pour se rendre considérables dans leur parti, n'ont pour objet que d'entretenir la division dans la répu-

blique ; et , si vous pouvez vous souvenir encore de votre ancienne valeur , sortez de Rome à la suite de vos consuls ; et je dévoue ma tête aux plus cruels supplices si , avant qu'il soit peu de jours , je ne mets en fuite ceux qui pillent vos terres , et si je ne transporte la guerre jusque dans le sein de leur patrie. »

Jamais , dit Tite-Live <sup>1</sup> , les discours flatteurs d'un tribun ne furent plus agréables au peuple que les reproches sévères de ce généreux consul. Le sénat n'en fut pas moins touché ; les plus sages de ce corps avouaient que ceux qui l'avaient précédé dans cette dignité , ou avaient maltraité le peuple pour se rendre agréables au sénat , ou avaient trahi les intérêts de leur compagnie pour flatter le peuple ; mais que T. Quintius paraissait n'avoir d'autre objet que l'union de tous les ordres et la majesté du nom romain.

Les consuls et les tribuns , le sénat et le peuple , concoururent unanimement à prendre les armes : ce fut à qui ferait paraître plus d'ardeur. Toute la jeunesse se présenta en foule pour se faire enrôler. Les levées furent bientôt faites ; chaque cohorte choisit ses officiers ; et on mit à leur tête deux sénateurs ; et tout cela

<sup>1</sup> Dec. lib. 1, c. 69.

se fit avec tant d'empressement et de diligence que le même jour on tira les enseignes du trésor; et l'armée fit encore dix milles de chemin. Les consuls rencontrèrent et surprirent le lendemain les ennemis. Le combat ne laissa pas d'être sanglant; les Éques et les Volsques se battirent avec beaucoup de valeur; l'aile gauche des Romains plia. Furius Agrippa, qui était à la tête de ce corps, s'apercevant que l'ardeur de ses soldats se ralentissait, arracha une enseigne des mains de l'officier qui la portait et la jeta au milieu d'une cohorte des ennemis. Les Romains se précipitèrent pour la retirer, et l'effort qu'ils firent mit en désordre les ennemis et donna le commencement à la victoire. Quintius n'avait pas eu moins d'avantage que son collègue. Les Éques et les Volsques battus de deux côtés se retirèrent dans leur camp. Les consuls l'investirent et l'emportèrent l'épée à la main; il y eut un grand nombre d'Éques et de Volsques taillés en pièces; le reste prit la fuite. Les Romains maîtres de leur camp y trouvèrent un grand butin, et revinrent ensuite à Rome chargés des dépouilles de l'ennemi et de celles qu'il avait enlevées du territoire de Rome.

Une victoire si prompte fit sentir au peuple ses forces et le besoin que le sénat avait de lui: son ambition et ses prétentions en augmentè-

rent. Il devenait de jour en jour plus fier et plus entreprenant. Ceux qui avaient acquis des richesses ou qui s'étaient distingués par leur valeur demandèrent qu'on abolît, comme un reste de la tyrannie des décemvirs, la loi injurieuse au peuple, qui lui interdisait toute alliance avec des familles patriciennes [308]. Des tribuns toujours inquiets réveillèrent l'affaire du partage des terres; d'autres publiaient que puisqu'on avait établi des lois égales pour tous les citoyens, les dignités devaient être communes entre eux; et plusieurs des chefs du peuple portaient déjà leurs vues jusqu'au consulat, réservé jusqu'alors au premier ordre <sup>1</sup>. Neuf des tribuns proposèrent en pleine assemblée qu'il fût fait une loi nouvelle qui admît dans la suite les plébéiens au consulat; et C. Canuleius demanda en même temps que par un décret du peuple on révoquât la loi des douze tables qui défendait aux patriciens de s'allier dans des familles plébéiennes. M. Genutius et Caius Curtius, qui étaient consuls cette année, tâchaient d'éluder ces nouvelles propositions sous prétexte qu'il était venu des avis que les Éques et les Volques se disposaient à recommencer la guerre. C'était la ressource ordinaire du sénat

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. 19, c. 1. Dion. Halic. lib. 21, p. 730.*

que ces guerres étrangères; et il n'avait la paix avec ses propres citoyens que quand on pouvait les faire sortir de Rome et les mener en campagne contre les ennemis de la patrie. Les deux consuls dans cette vue ordonnent des levées, et erient que chacun tienne ses armes prêtes; mais Canuleius sentit bien l'artifice. « Soit que la nouvelle de la guerre soit vraie, dit-il en adressant la parole aux consuls, ou que ce ne soit qu'un faux bruit semé exprès pour avoir un prétexte de tirer le peuple de la ville, je déclare, comme tribun, que ce peuple, qui tant de fois a répandu son sang pour la défense de la patrie, est encore prêt à suivre ses consuls et ses généraux si on lui rend sa liberté et ce droit si naturel de pouvoir s'unir avec vous par des alliances réciproques, si l'espérance des honneurs et l'entrée aux premières dignités est ouverte indifféremment à tous les citoyens qui ont du mérite. Mais si vous persistez à vouloir maintenir la loi des décenvirs, touchant les mariages, si vous continuez à nous traiter dans notre propre patrie comme des étrangers, si on estime le peuple indigne de votre alliance et si on lui refuse la liberté d'élever au consulat ceux qu'il en jugera les plus dignes sans le contraindre de renfermer son choix dans le sénat; en un mot, si on ne lève

cette distinction de nobles et de plébéiens si odieuse dans une république, et s'il y a dans la suite d'autre noblesse que celle que donnera la vertu, autorisée par des magistratures communes à tous les citoyens, parlez de guerres tant qu'il vous plaira ; rendez par vos discours ordinaires la ligue et les forces de nos ennemis encore plus redoutables ; ordonnez , si vous voulez , qu'on apporte votre tribunal dans la place pour y faire des levées, je déclare que ce peuple, que vous méprisez tant, et auquel cependant vous devez toutes vos victoires, ne s'enrôlera plus ; que personne ne se présentera pour prendre les armes ; et que vous ne trouverez aucun plébéien qui veuille exposer sa vie pour des maîtres superbes qui ne sont pas fâchés de nous associer aux périls de la guerre , mais qui prétendent nous exclure des récompenses dues à la valeur et des fruits les plus doux de la victoire. »

Les consuls étaient d'autant plus épouvantés de la hardiesse du tribun, qu'ils n'osaient convoquer l'assemblée du sénat où le peuple avait des partisans déclarés qui rendaient compte aux tribuns de tout ce qui s'y passait. Ainsi ces deux magistrats furent réduits à tenir des conseils particuliers avec les sénateurs de leur parti. Ils représentèrent qu'il n'était pas pos-

sible de souffrir plus long-temps les entreprises des tribuns et qu'il fallait ou supprimer le sénat ou abolir cette magistrature populaire, la source des divisions continuelles entre le sénat et le peuple. C. Claudius, oncle du décemvir, et qui avait reçu de ses ancêtres comme par succession une haine héréditaire contre la faction du peuple, opina d'abord qu'il fallait plutôt avoir recours aux armes que de céder au peuple la dignité du consulat; et que sans distinction de particuliers ou de magistrats on devait traiter comme ennemis publics tous ceux qui entreprendraient de changer la forme du gouvernement. Mais T. Quintius, plus modéré et qui craignait que ces disputes ne dégénéraient en une guerre civile, représenta qu'il se trouvait parmi les plébéiens un grand nombre d'officiers d'un rare mérite et qui avaient acquis beaucoup de gloire à la guerre; qu'il y avait de la justice à donner quelque satisfaction à un peuple si généreux, et qu'il était même de l'habileté du sénat dans cette conjoncture de relâcher une partie de ses droits pour sauver le reste.

La plus grande partie de l'assemblée se déclara pour son avis. C. Claudius reprenant la parole : « Je me rends, dit-il, à la pluralité des voix; mais, puisque vous jugez à propos

d'admettre les plébéiens dans le gouvernement, tâchons de donner satisfaction à ce peuple toujours inquiet, sans cependant avilir la dignité du consulat. Et pour concilier deux choses qui paraissent si opposées <sup>1</sup>, je serais d'avis qu'au lieu de consuls on élût des tribuns militaires, et dans le nombre dont on conviendra, tous tirés également du corps du sénat et du peuple, auxquels on attribuerait l'autorité consulaire. Le peuple par ce moyen sera satisfait ; et le consulat dans des temps plus favorables pourra reprendre un jour son ancienne splendeur et sa majesté. » On donna de grandes louanges à Claudius, et tous les avis se réunirent à ce dernier sentiment. Pour lors cet ancien sénateur adressant la parole à M. Genutius, premier consul : « Pour réussir dans ce projet, lui dit-il, convoquez le sénat, faites intervenir les tribuns du peuple ; et quand l'assemblée sera formée, déclarez que vous invitez tous ceux qui ont de l'affection pour la patrie de dire librement leur avis sur les nouvelles lois que le peuple exige ; ensuite vous prendrez les voix ; et, au lieu de commencer par T. Quintius, par moi-même et par les plus anciens sénateurs, suivant la coutume, déférez cet

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. xi, p. 732.*

honneur à Valerius et à Horatius comme vous en avez le pouvoir en qualité de consul ; et par là nous connaissons les sentimens de ces partisans du peuple qui ont vendu leur foi aux tribuns. Je me lèverai alors pour combattre leurs raisons, ce que je ferai sans aucun ménagement ; et je m'opposerai de toutes mes forces et à l'abolition de la loi des mariages et à toute élection d'un plébéien pour le consulat. Pour lors , demandez l'avis de T. Genu-tius , votre frère , et que ce sage sénateur, sous prétexte de vouloir concilier les différens intérêts du peuple et du sénat, propose comme de lui-même qu'on suspende l'élection des consuls et qu'on crée en leur place des tribuns militaires et qu'il comprenne dans son avis l'abolition de la loi des mariages. Je m'y opposerai tout de nouveau ; mais vous et votre collègue, et tout ce que vous êtes ici des principaux du sénat, sous prétexte de vouloir favoriser le peuple, vous vous déclarerez pour l'avis de votre frère. Le peuple en saura gré à votre famille ; et les tribuns se joindront infailliblement à vous, ne fût-ce que pour triompher de mon opposition. »

Tout le monde approuva cet expédient : chacun convint du rôle qu'il devait jouer ; les consuls convoquèrent le sénat, et invitèrent

Canuleius et les autres tribuns de s'y rendre. Le jour de l'assemblée, Canuleius au lieu de s'étendre sur la justice et l'utilité des lois qu'il voulait faire recevoir, se renferma dans des plaintes qu'il fit avec beaucoup d'aigreur contre les deux consuls qui avaient tenu des conseils secrets au préjudice des intérêts du peuple sans y appeler les plus gens de bien du sénat, et surtout Valerius et Horatius qui avaient rendu un si grand service à la république par l'abolition du décemvirat, qu'on devait regarder comme leur ouvrage.

Le consul Genutius lui répondit : Qu'ils n'avaient rassemblé quelques anciens sénateurs que pour savoir si on devait convoquer à l'instant le sénat sur la proposition des lois nouvelles, ou en remettre la délibération à la fin de la campagne ; que s'ils n'avaient pas appelé dans ce conseil Valerius et Horatius avec les plus anciens sénateurs, ç'avait été uniquement pour ne les pas rendre suspects au peuple d'avoir changé de parti. « Et pour preuve, ajouta Genutius, que mon collègue et moi nous nous portons dans cette affaire sans aucune partialité, c'est que les premiers avis étant ordinairement d'un grand poids, et l'usage étant que les consuls demandent d'abord celui des plus anciens sénateurs, comme vous ne les croyez pas

favorables au peuple, nous changerons aujourd'hui cet ordre et nous commencerons par Valerius et Horatius à recueillir les voix. » Puis s'adressant à Valerius, il l'invita à déclarer son sentiment.

Valerius commença par s'étendre beaucoup sur les services qu'il avait rendus au peuple, et sur ceux de sa famille. Il ajouta qu'il ne croyait point qu'on pût regarder comme libre un état dont tous les citoyens ne vivaient pas dans une parfaite égalité. Il conclut à ce que les plébéiens ne fussent plus exclus du consulat; mais il exhorta en même temps les tribuns du peuple à lever l'opposition qu'ils avaient formée contre l'armement que voulaient faire les consuls, pourvu que ces magistrats s'engageassent, à la fin de la campagne, de faire procéder à la publication des lois. Horatius, auquel on demanda ensuite son sentiment, opina à peu près de la même manière, et il fut d'avis qu'on marchât premièrement aux ennemis; mais qu'après que la guerre aurait été heureusement terminée, les consuls, avant toutes choses, portassent dans l'assemblée du peuple le sénatus-consulte nécessaire pour pouvoir délibérer sur une affaire aussi importante.

Cet avis excita de grands murmures dans

l'assemblée. Les sénateurs, qui ne pouvaient consentir de voir des plébéiens dans le consulat, croyaient gagner beaucoup en éloignant la délibération. Ceux, au contraire, qui étaient dans le parti du peuple, ne pouvaient souffrir ce retardement; et ils soutenaient qu'au moins le sénatus-consulte devait être signé avant de se séparer.

Les consuls demandèrent ensuite l'avis à C. Claudius qui, selon qu'ils avaient concerté entre eux, parla avec beaucoup de courage et de force contre ces nouvelles prétentions du peuple. Il rappela le souvenir de toutes les entreprises différentes qu'il avait faites contre l'autorité du sénat depuis sa retraite sur le Mont-Sacré. « Ce peuple inquiet et inconstant, dit-il, a voulu avoir ses magistrats particuliers; et pour le bien de la paix, nous lui avons accordé des tribuns. Il a demandé depuis des décemvirs, et nous avons encore consenti à leur création. Il s'est bientôt dégoûté de ces magistrats; et, par complaisance, nous avons souscrit à leur déposition. Nous avons fait plus, nous avons dissimulé encore, pour le bien de la paix, la mort violente des uns et l'exil des autres. Enfin, dans ces derniers temps, nous avons vu deux de nos consuls, plus populaires que des tribuns, sacrifier les intérêts

de leur ordre à l'ambition du peuple. De chefs de la république et de dépositaires de l'autorité souveraine, ne voyant que les dieux et les consuls au-dessus de nous, on nous a réduits sous la tyrannie des tribuns. Nos conseils, nos délibérations, nos vies même et nos fortunes particulières en dépendent; et ces magistrats plébéiens en décident souverainement dans ces assemblées tumultueuses où la passion et la fureur ont plus de part que la raison et la justice. On ne s'en est pas tenu là : C. Canuleius veut unir aujourd'hui, par un mélange hon- teux, le sang illustre de la noblesse avec celui des plébéiens. S'il vient à bout de son entreprise, ceux qui naîtront de ces mariages si contraires à nos lois, toujours en dispute avec eux-mêmes, ignoreront de quelles maisons ils sont sortis, à quels sacrifices ils doivent avoir part, et s'ils sont peuple ou patriciens. Et, comme si ce n'était pas assez de confondre l'ordre de naissance et de ruiner tous les droits divins et humains, les collègues de Canuleius, les tribuns, ces perturbateurs du repos public, osent lever les yeux jusqu'au consulat. Nous sommes à la veille de voir cette grande dignité en proie à des Canuleius et à des Ici- lius. Mais qu'ils sachent, ces hommes nouveaux, ajouta Claudius, que les dieux, pro-

tecteurs de cet empire, ne le permettront point ; et que nous-mêmes mourrons plutôt mille fois que de souffrir une pareille infamie. »

Canuleius, naturellement impatient, l'interrompit, et lui demanda brusquement en quoi les dieux seraient offensés si on élisait pour consuls, des plébéiens qui eussent toutes les qualités dignes du commandement <sup>1</sup>. « Pouvez-vous ignorer, lui répondit Claudius, que les plébéiens n'ont point d'auspices, et qu'ils ne les peuvent observer ? Ne savez-vous pas que c'est une des raisons qui ont engagé les décemvirs à proscrire, par les lois des douze tables, toute alliance inégale, afin que les auspices ne pussent être pris que par des patriciens dont la naissance fût pure et sans mélange ; en sorte que la prêtrise et le consulat sont également renfermés dans cet ordre ? »

Cette réponse était solide et fondée sur l'établissement de la religion et des lois ; mais elle ne servit qu'à irriter le peuple contre Claudius, comme si ce sénateur, par de semblables raisons, eût voulu lui reprocher qu'il était peu agréable aux dieux, et indigne, par la bassesse de sa naissance, d'être initié dans leurs mystères.

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 6.*

Les consuls, pour arrêter l'aigreur qui commençait à s'emparer des esprits, demandèrent l'avis de T. Genucius, frère d'un de ces magistrats. Ce sénateur représenta qu'il voyait avec douleur la république affligée en même temps, de deux fléaux capables de la détruire; la guerre étrangère au dehors, et des dissensions domestiques au dedans de l'état; que l'un et l'autre de ces maux exigeait un prompt remède, mais d'autant plus difficile que le mécontentement du peuple entretenait l'audace des ennemis. Cependant qu'il fallait prendre son parti, et se résoudre ou à souffrir l'insulte des Éques et des Volsques, ou, si on voulait sortir en campagne, à donner quelque satisfaction au peuple; que son avis était de relâcher plutôt en sa faveur quelque chose des privilèges de la noblesse, qu'à abandonner le territoire de Rome au pillage de l'étranger. Et il conclut, suivant qu'il en était convenu secrètement avec les consuls et avec Claudius, à ce que la loi qui interdisait toute alliance entre les familles patriciennes et les plébéiennes fût abolie comme contraire à l'union qui devait être entre les citoyens d'une même république. Il ajouta que si les anciens sénateurs avaient tant de répugnance à voir la dignité consulaire entre les mains des plébéiens, on pouvait

trouver un tempérament qui contenterait peut-être les deux partis ; qu'il n'y avait qu'à suspendre pour un temps l'élection et le titre de cette dignité, et créer en la place des consuls six tribuns militaires qui auraient les mêmes fonctions et la même autorité, dont les trois premiers seraient toujours patriciens, et les trois autres pourraient être plébéiens ; que l'année suivante le sénat et le peuple décideraient à la pluralité des voix, dans une assemblée générale, par quels magistrats ils voudraient être gouvernés, et si on en reviendrait aux consuls, suivant l'ancien usage<sup>1</sup>, ou si on continuerait d'élire des tribuns militaires ; ce qui serait observé à l'avenir dans tous les comices.

Cet avis passa à la pluralité des voix, malgré l'opposition apparente de Claudius. T. Genu-tius en reçut même également des louanges de la part du sénat et du peuple. Les sénateurs se savaient bon gré d'avoir exclu les plébéiens d'une dignité qu'ils espéraient faire revivre avec tous ses privilèges dans des temps plus heureux ; et le peuple, sans s'embarrasser d'un vain nom, ne pouvait contenir sa joie de se

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv. c. 5. Dion. Hal. lib. ix, p. 735. Zonaras.*

voir enfin admis dans le gouvernement de la république, sous quelque titre que ce fût. La plupart s'écriaient qu'ils ne refuseraient plus de marcher contre les ennemis; qu'ils s'exposeraient volontiers aux dangers puisqu'ils devaient avoir part aux récompenses.

On tint quelques jours après une assemblée pour l'élection de ces nouveaux magistrats. D'anciens tribuns du peuple, et les principaux plébéiens, se flattant d'emporter ces dignités, parurent dans la place vêtus de blanc, pour être mieux remarqués; mais le peuple, content d'avoir obtenu le droit de concourir dans ces élections, donna tous ses suffrages à des patriciens<sup>1</sup>. On n'élut même que trois tribuns militaires [309]; et le choix de l'assemblée tomba sur A. Sempronius Atratinus, L. Attilius et T. Cecilius ou Clælius, tous trois patriciens et distingués par leur valeur et leur capacité dans le métier de la guerre.

Mais ces trois magistrats furent obligés de se déposer eux-mêmes trois mois après leur élection, sur ce que C. Curtius, qui y avait présidé, représenta que les cérémonies des auspices, qui précédaient toujours l'élection des magistratures curules, n'avaient pas été

<sup>1</sup> *Dion. Hal. lib. xi, p. 736.*

observées exactement. Les Romains étaient très-scrupuleux sur les moindres circonstances qui avaient la religion pour objet ; mais peut-être que les patriciens ne firent naître ce scrupule que pour rétablir la dignité consulaire. En effet, les tribuns militaires n'eurent pas plus tôt abdiqué leur nouvelle dignité, qu'on nomma un entre-roi <sup>1</sup>, afin que la république ne demeurât pas sans chef et sans gouverneur. Mais comme il n'avait le gouvernement qu'en dépôt, et que pour faire passer l'autorité à des magistrats annuels, il fut question de savoir si ces magistrats seraient des consuls ou des tribuns militaires : les plus anciens sénateurs ne manquèrent pas de se déclarer pour le consulat ; le peuple témoigna, au contraire, qu'il voulait des tribuns militaires. La jalousie s'étant mise entre les candidats de ce dernier ordre, ceux dont la faction n'était pas assez puissante pour les élever à cette dignité, aimèrent mieux qu'on rétablît le consulat que de voir leurs rivaux emporter une dignité qu'ils ne pouvaient obtenir. Ainsi, du consentement du sénat et du peuple, l'entre-roi nomma des consuls, et il désigna pour remplir cette dignité, le reste de l'année, L. Papirius Mugil-

<sup>1</sup> Quintius Barbatu.

lanus et L. Sempronius Atratinus, frère d'un des patriciens qui venaient d'abdiquer le tribunat, comme nous l'avons dit.

Il ne se passa rien de considérable sous leur consulat; mais sous le suivant [310], et celui de M. Geganius et de T. Quintius, on érigea la censure, nouvelle charge; ou plutôt il se fit un démembrement de celle des consuls. Et cette nouvelle dignité des censeurs, qui dans ces commencemens parut peu considérable, devint dans la suite, par le pouvoir qu'on y attacha, le comble des honneurs et la magistrature la plus redoutable de la république.

Comme un esprit de conquête était le dessein général de la nation, le roi Servius, pour avoir une ressource assurée et d'hommes et de finances, avait ordonné, comme nous l'avons déjà dit, qu'il se feroit tous les cinq ans un dénombrement de tous les citoyens romains, avec une évaluation exacte des biens de chaque particulier. Le prince ou le magistrat par ce dénombrement savait presque en un instant ce que Rome avait d'habitans capables de porter les armes, et quelle contribution on en pouvait tirer.

Mais les consuls souvent occupés hors de la ville par des guerres presque continuelles, n'ayant pu, depuis plus de dix-sept ans, faire

ce dénombrement, appelé le *cens*, on proposa pour le soulagement des consuls de créer deux magistrats de l'ordre des Patriciens, qui, sous le titre de *censeurs*, fissent tous les cinq ans cette revue générale de tout le peuple romain.

Les tribuns, quoique toujours en garde contre ce qui était proposé par le sénat, ne s'opposèrent point dans cette occasion à l'établissement de cette nouvelle magistrature. Ils ne demandèrent pas même que les plébéiens y eussent part, soit qu'ils vissent qu'on n'avait attaché qu'un pouvoir assez borné à la censure, ou qu'ils fussent assez contents qu'en détachant ces fonctions du consulat, on eût diminué la puissance d'une magistrature, l'objet de leur haine et de leur émulation. Ainsi la loi qui autorisait la création de deux censeurs passa sans contestation.

Papirius et Sempronius, consuls l'année précédente, furent élevés à cette dignité<sup>1</sup>; et on la leur conféra tout d'une voix pour les dédommager de ce que l'année de leur consulat n'avait pas été complète, et qu'ils n'étaient entrés en exercice qu'après l'abdication des tribuns militaires.

Tant que les consuls avaient été chargés du

<sup>1</sup> *Tit. Liv. Dec. 1, lib. iv, c. 8.*

soin de ce dénombrement, toutes leurs fonctions, à cet égard, avaient été renfermées à tenir un état exact des noms, des biens, de l'âge, des conditions de tous les chefs de famille : le nom et l'âge de leurs enfans et de leurs esclaves y devait être compris. Mais quand on eut démembré du consulat cette partie de la magistrature, et qu'on en eut fait une dignité particulière, comme les hommes ne cherchent ordinairement qu'à étendre leur autorité, les censeurs s'attribuèrent la réformation des mœurs<sup>1</sup>. Ils prenaient connaissance de la conduite de tous les citoyens; les sénateurs et les chevaliers étaient soumis à leur censure comme le simple peuple : ils pouvaient chasser de ces compagnies ceux qu'ils en jugeaient indignes. A l'égard des plébéiens, qui, par leur débauche ou leur paresse, étaient tombés dans l'indigence, ils les réduisaient dans une classe inférieure, souvent même ils les privaient du droit de suffrage; et ils n'étaient plus réputés citoyens, que parce qu'on les assujétissait encore à payer leur part des tributs.

Quand les censeurs faisaient cette revue générale de toute la nation, ils n'y avait point de citoyen qui ne tremblât à l'aspect de leur tri-

<sup>1</sup> *Val. Max. lib. 11, c. 9.*

bunal : le sénateur par la crainte d'être chassé du sénat; le chevalier, dans l'appréhension d'être cassé et privé du cheval que la république lui entretenait; et le simple citoyen par la peur d'être rayé de sa classe et réduit dans la dernière, ou du moins dans une des centuries moins honorables que la sienne. En sorte que cette crainte salutaire était le soutien des lois somptuaires, le nœud de la concorde, et comme la gardienne de la modestie et de la pudeur.

[310, 311, 312.] La république, à la faveur de ce nouvel établissement, jouit sous le consulat de M. Fabius et de Posthumius Albutius d'une profonde tranquillité. Ce n'est pas que quelques tribuns du peuple toujours inquiets ne tâchassent depuis de faire revivre les anciennes prétentions du peuple, touchant le partage des terres : ils menaçaient même, à leur ordinaire, de s'opposer à toute levée de soldats. Mais comme on n'avait point alors de guerre à soutenir, on méprisait une opposition que la paix rendait inutile et sans effet; et l'autorité du sénat se fortifiait d'autant plus, que ce premier ordre de la république se pouvait passer alors du secours du peuple.

Tout était tranquille lorsque l'année suivante [313], d'autres disent deux ans après, et sous le consulat de Proculus Geganius et de

L. Menenius, il survint une famine affreuse qui causa des séditions, à la faveur desquelles un particulier fut à la veille de s'emparer de l'autorité souveraine. Le sénat attribuait cette disette de grains à l'oisiveté et à la paresse des plébéiens, qui, enivrés des barangues séditeuses des tribuns, ne sortaient plus de la place ; et qui, au lieu de cultiver leurs terres, passaient le temps à faire de vains raisonnemens sur les affaires d'état. Le peuple, au contraire, qui se plaint toujours de ceux qui sont chargés du gouvernement, rejetait la cause de cette famine sur le défaut d'attention des consuls <sup>1</sup> : mais ces magistrats, sans s'embarrasser des murmures de la multitude, prirent tous les soins convenables pour faire venir des blés du dehors ; et ils en donnèrent la commission à C. Minutius.

Ce sénateur actif et vigilant envoya des commissionnaires dans toute la Toscane ; mais il ne put tirer par leurs soins qu'une petite quantité de blé. Un chevalier romain, appelé Sp. Melius, et qui passait pour un des plus riches particuliers de la république, l'avait précédé dans cette recherche, et avait fait enlever la

<sup>1</sup> *Tit. Liv.* lib. 14, c. 13. *D. Aug de Civit. Dei*, lib. 1, c. 17.

plus grande partie des grains de cette province.

Ce chevalier, encore plus ambitieux que riche, s'était flatté que dans une calamité si générale le peuple ferait bon marché de sa liberté. On distribuait tous les jours par son ordre du blé au petit peuple et aux plus pauvres; et, par une libéralité toujours suspecte, surtout dans une république, il se fit des créatures de tous ceux qu'il nourrissait à ses dépens; sa maison fut bientôt l'asile des pauvres, des fainéans, de ceux qui s'étaient ruinés par la débauche, et de ces gens qui, sans aucun sentiment d'honneur et de religion, voudraient voir l'état bouleversé, pourvu qu'ils y trouvassent l'établissement d'une fortune plus avantageuse que leur condition présente.

Minutius qui, par rapport à la commission dont les consuls l'avaient chargé, ne pouvait se dispenser d'avoir quelque relation, soit par lui-même soit par ses agens, avec ceux de Melius, démêla que cet ambitieux, qui seul nourrissait gratuitement autant de pauvres que tout l'état, se servait du prétexte de cette aumône publique, qui attirait une foule de peuple à sa porte, pour faire des assemblées dans sa maison. Des gens que Minutius avait apparemment gagnés, l'avertirent même qu'on y portait de nuit une grande quantité d'armes.

Il apprit ensuite qu'il y avait une conspiration formée pour changer la forme du gouvernement; que le plan en était tout dressé; que Melius prétendait se faire souverain; que le peuple, séduit par ses libéralités intéressées, prendrait les armes en sa faveur; et qu'il y avait même des tribuns qui s'étaient laissés gagner par argent pour vendre la liberté publique.

Minutius ayant découvert tout le secret de cette conjuration, en donna aussitôt avis au sénat. On fit de grands reproches aux consuls de l'année précédente et à Quintius et à Agrippa Menenius, qui venaient de leur succéder dans cette dignité [314], de n'avoir pas prévenu et puni les mauvais desseins de Melius. Quintius répondit que ses prédécesseurs, son collègue et lui-même ne manquaient ni de courage ni de fermeté pour punir un attentat si énorme; mais qu'on n'ignorait pas que l'autorité consulaire était comme anéantie par la puissance excessive qu'avaient usurpée les tribuns; qu'un appel devant le peuple arrêterait toutes les poursuites; et que, si l'affaire était portée dans une assemblée, Melius échapperait infailliblement à la justice par la faveur de la multitude qui l'adorait; que, dans le péril où se trouvait la république, on avait besoin d'un dictateur,

c'est-à-dire, d'un souverain magistrat qui fût également au-dessus des lois, des tribuns et du peuple.

Son avis ayant été approuvé unanimement, il nomma L. Quintius Cincinnatus en qui, malgré son extrême vieillesse, on trouvait encore un courage et une fermeté proportionnés à cette suprême magistrature.

Le lendemain il fit mettre des corps-de-garde dans tous les quartiers de la ville comme si l'ennemi eût été aux portes de Rome. Cette précaution surprit tous ceux qui n'avaient point de part à la conjuration ; tout le monde se demandait raison de cette nouveauté, et pourquoi, au milieu de la paix, on avait nommé un dictateur. Mais Melius sentit bien que ce magistrat souverain n'avait été établi que contre lui ; il redoubla ses libéralités pour se fortifier contre le sénat du secours de la multitude.

Le dictateur, qui vit bien qu'il n'y avait qu'un coup d'autorité qui pût dissiper une conjuration si dangereuse, fit porter son tribunal dans la place ; et il y monta escorté de ses licteurs armés de leurs haches d'armes, et avec tout l'appareil de la souveraine puissance. Il envoya ensuite Servilius, général de la cavalerie, sommer Melius de comparaître devant lui. Melius, surpris et incertain du parti qu'il devait pren-

dre, différait d'obéir et cherchait à s'échapper. Servilius commanda à un licteur de l'arrêter; et, cet officier ayant exécuté les ordres du général de la cavalerie, Melius s'écrie : Que le sénat ne le veut faire périr que par jalousie et à cause qu'il avait consacré ses biens au soulagement du peuple; là-dessus il implore le secours de la multitude, et il conjure ses amis de ne pas souffrir qu'on le massacre en leur présence. Le peuple s'émeut; ses partisans s'animent les uns les autres et l'arrachent des mains de l'huissier. Melius se jeta dans la foule pour se dérober à la poursuite de Servilius; mais comme il tâchait d'exciter une sédition, Servilius lui passa son épée au travers du corps; et, tout couvert de son sang<sup>1</sup>, il vint dire au dictateur qu'il avait puni lui-même un citoyen qui avait refusé d'obéir à ses ordres.

« Je n'en attendais pas moins de vous, lui repartit ce généreux vieillard; vous venez d'assurer la liberté publique. » Il fit ensuite raser la maison de Melius; on y trouva encore une quantité extraordinaire de blé que le dictateur fit vendre au peuple à vil prix pour l'empêcher de sentir la perte de Melius. Ce fut par la même raison que, le chef de la conspiration étant mort, ce sage magistrat ne jugea pas à propos

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. 14, c. 14. Florus, lib. 1, c. 26. Zonaras.*

d'informer contre ses partisans, de peur de trouver un trop grand nombre de criminels, et de faire éclater la conjuration en voulant punir trop sévèrement tous les conjurés.

Mais les tribuns du peuple, croyant leur crime inconnu parce qu'il n'était pas poursuivi, prirent occasion de l'indulgence du dictateur de se déchaîner contre lui et surtout contre le général de la cavalerie, qui, sans aucune formalité de justice et même sans ordre de son supérieur, avait tué un citoyen dans le sein de sa patrie. Ces magistrats le menaçaient hautement de le mettre en justice sitôt que le dictateur serait sorti de charge; on ne parlait pas moins que de le précipiter comme un tyran du haut de la roche Tarpéienne. Jamais on n'avait vu dans le collège des tribuns une animosité si vive contre le sénat; ils s'opposèrent hautement à l'élection des consuls; il fallut, pour éviter une sédition, se résoudre à ne créer que des tribuns militaires.

Quelques tribuns du peuple se flattaient d'y avoir bonne part; mais malgré toutes leurs brigues, le peuple content d'y pouvoir prétendre, donna toutes ses voix à des patriciens d'une valeur et d'une capacité reconnues, du nombre desquels était L. Quintius, fils du dictateur qui venait de faire périr Melius.

[315.] La guerre, qui s'éleva contre les Véiens et les Volsques, suspendit l'animosité des tribus contre Servilius; on ne songea qu'à résister aux ennemis; et le bruit ayant couru que tous les peuples de la Toscane devaient prendre les armes en faveur des Véiens [319], Mamebrinus Emilius, personnage illustre dans la paix et dans la guerre, fut élevé à la dictature<sup>1</sup>, et chargé qu'il avait déjà remplie et où il avait acquis beaucoup de gloire contre les mêmes ennemis. Mais la nouvelle d'une ligue si redoutable étant trouvée fausse, Emilius, se voyant privé de l'espérance de signaler sa seconde dictature par une seconde victoire, entreprit de laisser au moins quelque monument de son zèle pour la liberté publique. Il représenta au peuple dans une assemblée générale, que leurs ancêtres pour conserver cette même liberté n'avaient établi dans la république aucune charge dont l'autorité et les fonctions durassent plus d'une année; qu'on ne s'était pas souvenu d'une précaution si sage dans la création des censeurs, auxquels on avait attribué cinq années de magistrature, que pendant une autorité de si longue durée ils pouvaient en abuser, se faire des créatures et opprimer

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. III, c. 23.*

la liberté de leur patrie; qu'il requérait qu'il fût fait une loi qui abrégéât le temps de cette dignité, et que personne ne la pût exercer plus d'un an et demi.

Ce discours fut reçu avec de grands applaudissemens <sup>1</sup>, surtout de la part du peuple. On ajouta depuis à cette loi, qu'un sénateur ne pourrait pendant sa vie obtenir deux fois la censure, quoiqu'il eût exercé la première avec l'approbation de ses concitoyens. Et de peur que cette dignité entre les mains d'un seul ne le rendit trop puissant, il fut encore ordonné que si l'un des censeurs venait à mourir ou à se démettre de sa charge, l'autre ne pourrait la retenir, ni même se faire subroger un collègue; et que, dans l'élection des censeurs, celui qui aurait eu le nombre suffisant de suffrages ne serait pourtant pas déclaré censeur, si son collègue manquait du nombre des voix requises; qu'on recommencerait l'élection de l'un et de l'autre jusqu'à ce qu'ils eussent par le même scrutin tous les suffrages nécessaires pour pouvoir être reconnus en même temps pour censeurs; toutes précautions que ce peuple jaloux de sa liberté crut devoir prendre contre les brigues et les cabales des patriciens.

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 24.*

Le sénat ne vit qu'avec un mécontentement secret que le dictateur eût diminué la puissance d'une magistrature attachée à son ordre. C. Furius et M. Geganius, censeurs cette année, en firent éclater leur ressentiment sans égard pour le mérite et les services d'Emilius. Ce dictateur n'eut pas plus tôt abdiqué sa dignité, qu'en vertu du pouvoir attaché à la censure ils retranchèrent un homme si illustre de sa tribu, le réduisirent dans la dernière, le privèrent, comme un homme déshonoré, du droit de suffrage, et le chargèrent d'un tribut huit fois plus fort que celui qu'il avait coutume de payer. Mais cet avilissement, au lieu de le déshonorer, lui donna un nouvel éclat; toute la honte de cette vengeance retomba sur ses auteurs. Le peuple indigné les poursuivit dans la place, et les aurait maltraités si Emilius n'eût pas été assez généreux pour s'y opposer.

Les tribuns du peuple profitèrent de cette occasion pour exciter de nouveau l'animosité de la multitude contre le sénat. Ils représentaient dans toutes les assemblées qu'il n'était pas surprenant que les patriciens maltraitassent le peuple, puisqu'en haine de ce même peuple ils n'avaient pas été honteux d'ôter à un sénateur consulaire et honoré de deux dictatures le droit de citoyen, seulement pour

avoir proposé une loi qui, en diminuant de leur autorité, assurait la liberté publique. De pareils discours, répétés par les tribuns dans la plupart des assemblées, entretenaient l'aigreur dans l'esprit du peuple qui, pour marquer son ressentiment au sénat, ne voulut jamais consentir qu'on élût des consuls; il fallut encore revenir aux tribuns militaires. C'était à la vérité la même dignité et les mêmes fonctions, quoique sous des noms différens; mais l'exclusion que le peuple avait du consulat, et le pouvoir de concourir dans les élections pour le tribunat militaire, faisaient que les tribuns du peuple qui aspiraient à cette dignité n'oubliaient rien pour déterminer le peuple à demander des tribuns militaires. Cependant, malgré toutes les brigues, le peuple, toujours prévenu en faveur de la noblesse quand il s'agissait du gouvernement et du commandement des armées, donna ses suffrages à des patriciens.

[320, 321.] Cette préférence tourna les plaintes et le ressentiment des tribuns du peuple contre la multitude. Ils menacèrent publiquement d'abandonner ses intérêts. « Faut-il, disaient-ils dans leurs harangues, que la crainte que vous avez de la puissance des grands vous retienne à leur égard dans une servitude per-

pétuelle ? Pourquoi, dans l'élection des tribuns militaires et lorsqu'il est question de donner vos suffrages, ne vous souvenez-vous ni de vous-mêmes ni de vos magistrats ? Sachez qu'il faut de grandes récompenses pour animer de généreux courages. Et si vous n'êtes pas touchés par les motifs d'une juste reconnaissance , craignez du moins que, rebutés de votre indifférence, nous ne vous abandonnions à notre tour à l'orgueil et à la tyrannie des patriciens. »

Ces discours, que les tribuns du peuple répétaient dans toutes les assemblées, réveillèrent l'animosité et l'ambition des plébéiens. Chacun s'exhortait mutuellement à mépriser les prières et les menaces des grands. On commença tout de nouveau à parler du partage des terres, la source perpétuelle des divisions entre le peuple et le sénat. D'autres proposèrent de taxer au moins ceux qui possédaient ces terres du public, et d'employer l'argent qui en proviendrait au soulagement du peuple et à payer les troupes pendant la campagne. Ceux d'entre les plébéiens qui étaient distingués ou par leurs richesses ou par la gloire qu'ils avaient acquise dans les armées, résolurent d'employer tout leur crédit pour s'élever au tribunat militaire, et pour parvenir à l'autorité souveraine qui était attachée à cette di-

gnité. Le sénat, pour dissiper cet orage qui s'élevait contre son autorité, résolut dans cette occasion de n'élire que des consuls, dignité dont les plébéiens étaient exclus, comme nous l'avons déjà dit. La guerre que les Èques et les Volsques déclarèrent alors, favorisa ce projet. Comme il n'y avait point de plébéiens qui eussent encore commandé les armées, et que cet emploi regardait uniquement d'anciens capitaines et les premiers du sénat, il parut indifférent au peuple qu'on élût cette année des consuls ou des tribuns militaires. Ainsi, le sénat étant demeuré maître de l'élection, on convint sans peine de rétablir le consulat, et T. Quintius, fils de Lucius, et C. Julius Mento, parvinrent à cette dignité [322]. On ne pouvait guère mieux choisir du côté de la naissance et de la capacité dans le métier de la guerre. Mais la jalousie et la division s'étant mises entre eux, on prétend qu'ils furent battus près d'Algide. Le sénat, pour prévenir les suites de leur défaite, résolut qu'on aurait recours à un dictateur. Mais les deux consuls, de qui dépendait cette nomination, considérant que, de souverains magistrats qu'ils étaient ils allaient être réduits à la simple qualité de lieutenans du dictateur; et que sous le nom de consuls ils n'auraient guère plus d'autorité que le gé-

néral de la cavalerie ; ces deux magistrats, d'ailleurs opposés l'un à l'autre en toute chose, se réunirent pour traverser une nomination qu'ils regardaient comme la ruine de leur autorité. Et, quoiqu'il arrivât coup sur coup de fâcheuses nouvelles du progrès que faisaient les ennemis, on ne put jamais obtenir d'eux qu'ils nommassent un dictateur.

Le sénat, ne pouvant vaincre leur obstination, eut recours à un remède plus dangereux, par les suites, que le mal même auquel on voulait remédier<sup>1</sup>. Q. Servilius Briscus, personnage consulaire, se tournant vers les tribuns du peuple qui se trouvèrent dans le sénat, les exhorta à faire intervenir l'autorité du peuple, dont ils étaient comme dépositaires, pour obliger les consuls à nommer un dictateur. Ces magistrats plébéiens saisirent avec plaisir l'occasion qu'on leur présentait d'élever leur propre autorité sur les ruines de celle du sénat et des consuls. Ils firent même plus qu'on ne leur demandait, comme en usent ordinairement tous ceux qui veulent étendre leur puissance au-delà de ses bornes légitimes ; et, au lieu de porter cette affaire dans une assemblée du peuple, ils osèrent, dans le sénat

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 26.*

même, ordonner que les deux consuls seraient menés en prison s'ils ne nommaient pas incessamment un dictateur : Ces deux magistrats plièrent sous la crainte de la prison ; ils promirent de nommer un dictateur, mais ils se plaignirent que le sénat même avait avili la puissance consulaire en la soumettant sous le joug impérieux des tribuns. Il est certain que ce premier corps de la république, piqué contre ses chefs, et uniquement attentif à vaincre leur opiniâtreté, ne sentit pas alors la plaie qu'il venait de faire à son autorité. Enfin, après beaucoup de disputes entre les deux consuls pour le choix d'un dictateur, ils en remirent la décision au sort, qui fut favorable à T. Quintus : celui-ci nomma Tubertus, son beau-père.

Le dictateur fit aussitôt enrôler tous ceux qui devaient servir, sans vouloir écouter ni plaintes ni excuses. C'était un ancien capitaine, plein de valeur et d'expérience, naturellement sévère, et même dur dans le commandement. Le pouvoir de vie et de mort que lui donnait la dictature, et la connaissance de son humeur sévère, firent que tout le monde courut avec soumission se ranger sous ses enseignes. Il sortit bientôt de Rome, marcha aux ennemis<sup>1</sup>, les défit dans une bataille sanglante,

<sup>1</sup> *Diod. lib. xii.*

prit leur camp, et ramena son armée victorieuse à Rome.

La république jouit pendant quelque temps d'une paix profonde. Mais un mal plus dangereux que la guerre, se fit sentir dans Rome et presque dans toute l'Italie. Une sécheresse extraordinaire causa la famine, qui fut suivie d'une peste affreuse sur les animaux comme sur les hommes [325.] Les Romains, naturellement superstitieux, après avoir épuisé tous les remèdes de la médecine, eurent recours à des secours surnaturels <sup>1</sup>. On introduisit dans la ville un culte étranger; les temples, et même les rues, n'étaient remplis que de gens qui sacrifiaient à des divinités inconnues; et on n'avait point de honte, pour conjurer le mal, de recourir à des charmes et à toutes les vaines superstitions que la faiblesse des hommes a inventées. Le sénat, qui n'ignorait pas combien toute nouveauté en fait de religion était dangereuse, ordonna aux édiles d'arrêter ce désordre; et il fut défendu, par un édit public <sup>2</sup>, de pratiquer aucune cérémonie qui n'eût été admise dans la république.

[327] Cette calamité étant finie, on procéda à l'élection de nouveaux magistrats, et le

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 30.* — <sup>2</sup> *D. XII Tabularum leges.*

peuple obtint qu'on élût des tribuns militaires avec la puissance consulaire. Mais ce changement dans le gouvernement ne fut pas heureux. La guerre ayant recommencé contre les Véiens, les tribuns, peu unis entre eux, furent défaits; ce qui donna lieu à la création d'un dictateur. On eut recours, pour remplir cette éminente dignité, à C. Mamercus Emilius. Son mérite et le besoin de l'état obligèrent les Romains de remettre la fortune de la république entre les mains d'un homme que les censeurs, comme nous l'avons vu, n'avaient point eu de honte de dégrader de sa tribu, et de noter comme indigne des privilèges d'un citoyen romain. Le succès de cette guerre répondit à la confiance que le peuple romain avait en son général. Mamercus Emilius, en moins de seize jours, tailla en pièces une partie de l'armée des ennemis, fit un grand nombre de prisonniers qui servirent de récompense aux soldats, ou qui furent vendus comme des esclaves au profit du trésor public. Le dictateur, après un triomphe solennel, se démit de la dictature<sup>1</sup> et fit douter si sa modération n'était pas encore plus grande que sa valeur.

Ces victoires continuelles des romains ne

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. 14, c. 34. Oros. lib. 11, c. 13.*

servaient qu'à élever le courage et à augmenter l'ambition des principaux du peuple. Ils ne voulurent plus entendre parler d'aucune élection des consuls, parce qu'ils étaient exclus du consulat, et qu'il leur était permis d'aspirer à la dignité tribunitienne. Ainsi, malgré le sénat, on fut obligé d'élire quatre tribuns militaires. [328, 329] Mais, quelques efforts qu'eussent faits les tribuns du peuple pour avoir part à cette élection, ils eurent encore la douleur de voir que des patriciens seuls enlevèrent tous les suffrages. On ne peut exprimer la colère et l'indignation de ces magistrats plébéiens. Ils disaient hautement dans leurs harangues qu'il valait mieux abolir la loi qui permettait au peuple d'aspirer à la dignité de tribun militaire, que d'en voir l'effet éludé dans toutes les élections par la cabale des patriciens; et que la honte serait moindre pour leur ordre, d'en être exclus, comme ils l'étaient du consulat, que d'avoir le droit de concourir et d'être rejetés dans les élections, comme incapables ou indignes de cet honneur. Ils se répandaient en plaintes contre le peuple même : ils menaçaient d'abandonner ses intérêts; et, comme s'ils eussent voulu, pour se venger, bouleverser la république entière, les uns proposaient qu'on conduisit une partie du peuple dans de nou-

velles colonies ; d'autres renouvelaient les anciennes prétentions au sujet du partage des terres. Il y en avait qui demandaient qu'on ne pût obliger aucun citoyen d'aller à la guerre, si on ne lui payait une solde réglée. Enfin il n'y a rien que ces magistrats séditieux ne remuassent, soit pour se venger de la noblesse, soit pour exciter le peuple par l'espoir de ces nouveautés à les porter par ses suffrages jusqu'à la dignité de tribuns militaires.

Les patriciens qui étaient actuellement en exercice, et qui regardaient comme une honte d'avoir des plébéiens pour successeurs, convinrent secrètement avec le sénat de tirer de Rome les principaux du peuple, et surtout ceux qui aspiraient au tribunat militaire, sous prétexte de faire une course sur la frontière des Volsques qu'on disait qui armaient puissamment : et, pendant leur éloignement, au lieu de tribuns militaires, on résolut de n'élire que des consuls. Ces magistrats, avant que de sortir de la ville, laissèrent pour gouverner, et pour présider à l'élection, Appius Claudius leur collègue, fils du décemvir, jeune homme fier, hardi, entreprenant et nourri dès le berceau dans une haine héréditaire contre la puissance du peuple. Il ne vit pas plus tôt les tribuns et la plupart des plébéiens en campagne, que, se

prévalant de leur absence, il fit procéder à l'élection des consuls. [330] On élut pour remplir cette dignité C. Sempronius Atratinus et C. Fabius Vibulanus; et le peuple et ses tribuns trouvèrent à leur retour l'élection de ces deux magistrats trop bien établie pour oser s'y opposer. Ils tournèrent leur ressentiment contre les consuls mêmes, et ils tâchèrent depuis de faire un crime à Sempronius des mauvais succès qu'il eut pendant son consulat dans la guerre contre les Volsques.

Cette nation belliqueuse, qui depuis longtemps était en guerre avec les Romains pour l'empire et la domination, fit cette année comme un dernier effort pour s'empêcher de subir le joug de ses anciens ennemis. Les magistrats volsques levèrent un grand nombre de troupes, firent choix d'excellens capitaines, et n'omirent aucune de ces sages précautions, qu'on peut regarder comme les gages assurés du bon succès. Rome leur opposa C. Sempronius, premier consul, personnage plein de valeur, populaire, et familier avec les soldats, dont il était adoré; mais plus soldat lui-même que grand capitaine, et qui faisait la guerre comme si le courage seul eût suffi pour remplir tous les devoirs d'un général. Il s'avança du côté des ennemis comme s'il eût été à une victoire certaine; et il mar-

chait avec une confiance toujours dangereuse. Les deux armées furent bientôt en présence ; les Volsques avaient pris tous les avantages que la situation du lieu leur avait pu permettre. Sempronius au contraire, qui méprisait des ennemis tant de fois vaincus , négligea ces précautions si nécessaires. Et, comme s'il eût été assuré de vaincre avec sa seule infanterie , il laissa sa cavalerie dans un endroit d'où il n'en pouvait tirer du secours. On en vint aux mains de part et d'autre avec une égale fureur. Les Romains quoique en désordre s'avancèrent avec audace, et chargèrent les ennemis avec leur valeur ordinaire. Mais comme ils combattaient avec plus d'impétuosité que d'ordre, et que les Volsques, au contraire, unis et serrés par bataillons, se défendaient avec beaucoup de courage, la fortune commença à se déclarer pour le parti où il y avait plus de discipline. Les Volsques, conduits par un habile général, pressent, poussent, et enfoncent les légions. Le soldat romain étonné, au lieu d'attaquer, ne songe qu'à éviter les coups de l'ennemi. On plie insensiblement, on cède peu à peu, et enfin on est contraint de reculer. Le consul, qui s'en aperçoit, se porte dans les endroits où il y a plus de péril. Il combat de sa main et tâche d'animer ses soldats par son exemple et par

ses reproches, mais en vain. Il crie, il menace; on n'entend plus sa voix ni ses ordres; et le soldat effrayé fait bien voir qu'il ne craint que l'ennemi et la mort. Enfin la confusion et le désordre se mettent dans les légions, et la bataille était perdue si Sex. Tempanius, ancien capitaine de cavalerie, n'eût proposé aux autres officiers du même corps de descendre de cheval et de se jeter à la tête des légions pour soutenir l'effort des ennemis.

Sempronius qui s'était flatté, comme nous l'avons dit, d'en triompher avec son infanterie, avait laissé sa cavalerie dans un endroit coupé de ravins où elle ne pouvait combattre. Tempanius s'étant aperçu de cette faute et du désordre où étaient les légions, mit pied à terre avec toute sa compagnie<sup>1</sup>; et s'adressant à ses camarades : « Suivez ma lance, leur dit-il, comme si c'était un guidon; et faisons voir aux ennemis qu'à pied comme à cheval, rien ne nous peut résister ». Tout ce corps de cavalerie descendit de cheval à son exemple, et le suivit. Tempanius, à la tête de cette nouvelle infanterie, marche droit aux ennemis et rétablit le combat : il pousse tout ce qui se présente devant lui. Les légions à la vue de ce

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. xv, c. 38.*

secours reprennent courage ; et la bataille recommence avec une nouvelle fureur. Le général des Volsques ne peut deviner d'où ce nouveau corps d'infanterie est venu aux Romains. Mais, comme il s'en vit pressé, il envoya ordre à ses troupes de s'ouvrir, de donner passage au corps que commandait Tempanius, de refermer ensuite les bataillons et de les rejoindre, afin de séparer ces nouvelles troupes du corps des légions. Les Volsques, en exécution de ces ordres, reculent, semblent plier, s'ouvrent et laissent passer Tempanius et sa troupe, qui, emportés par leur courage, croyant suivre la victoire et un ennemi épouvanté, s'avançaient toujours. Mais ils ne furent pas long-temps sans s'apercevoir qu'ils avaient été coupés par des bataillons ennemis qui s'étaient rejoints, et qui s'étaient postés entre eux et l'armée romaine. Tempanius fit ce qu'il put pour s'ouvrir de nouveau le passage et rejoindre le consul ; mais il ne put percer les bataillons opposés. Dans cette extrémité il aperçut une éminence dont il s'empara.

Les Volsques se flattant qu'il ne pouvait leur échapper, viennent l'assaillir. Tempanius se défend avec un courage invincible, et cette diversion sauve l'armée du consul. Les légions moins pressées se rallient, reviennent à la

charge; et le consul, à leur tête, fait des efforts surprenans pour tâcher de dégager et de joindre Tempanius. Les Volsques sont fermes de tous côtés; et quoiqu'ils aient perdu beaucoup de monde dans cette dernière action, ils se laissent plutôt tuer que de s'enfuir. Aucun ne recule; le soldat vivant succède au mort, occupe sa place, et la défend avec la même intrépidité, sans que les Romains puissent rompre cette barrière et forcer ces bataillons. On combattit bien avant dans la nuit, sans que les deux généraux pussent démêler de quel côté était l'avantage, et il n'y eut que les ténèbres et la lassitude qui séparèrent les deux armées.

Sempronius et le général des Volsques, incertains du succès de la bataille, et craignant également l'un et l'autre d'être encore obligés de combattre le lendemain, abandonnèrent, comme de concert, le champ de bataille; et ne se croyant pas encore en sûreté dans leur camp, ils en sortirent avec précipitation. Après qu'ils eurent marché toute la nuit chacun de leur côté, et avec une peur égale, ils se retranchèrent avec autant de soins et de précaution que s'ils avaient été encore en présence les uns des autres.

Tempanius, qui ne doutait pas que les en-

nemis ne l'attaquassent de nouveau dès que les ténèbres seraient dissipées <sup>1</sup>, fut bien surpris, lorsqu'au point du jour il ne vit plus ni amis ni ennemis. Il ne pouvait comprendre ce qu'étaient devenues deux grandes armées qui, peu d'heures auparavant, occupaient toute la plaine. Il alla d'abord lui-même reconnaître le camp des Volsques, et ensuite celui des Romains. On ne trouva, dans l'un et dans l'autre, que quelques blessés qui n'avaient pu suivre leur corps d'armée. Tempanius voulut être lui-même spectateur d'un événement si extraordinaire; et après avoir pris les précautions nécessaires pour n'être pas surpris, il visita les deux camps, et il rencontra partout une solitude égale. Il passa de là sur le champ de bataille, qui ne lui présenta que des morts et des mourans et cette image affreuse qu'on y rencontre le lendemain d'un combat. Enfin, n'ayant aucune nouvelle de l'armée du consul et craignant d'être investi de nouveau par celle des Volsques, il fit enlever les soldats romains qui étaient blessés, et reprit avec eux le chemin de Rome. Il y fut reçu avec une extrême surprise et une joie extraordinaire; on le croyait péri avec tous ses compagnons. Des

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 39.*

fuyards , qui étaient arrivés à Rome avant lui , et qui l'avaient vu séparé de l'armée et enveloppé par les ennemis , n'avaient pas manqué de publier que toute la cavalerie avait été taillée en pièces. Le retour de Tempanius et de ses compagnons dissipa ces faux bruits. Mais les tribuns du peuple n'avaient garde de laisser échapper une occasion si favorable pour perdre le consul. Le peuple était actuellement assemblé lorsque Tempanius rentra dans Rome. Ils l'obligèrent de se présenter dans l'assemblée avant que d'entrer dans sa maison <sup>1</sup> ; et Cn. Julius , un de ces magistrats plébéiens , lui demanda tout haut s'il croyait que Sempronius fût digne de commander les armées du peuple romain ; s'il avait remarqué que dans la dernière action il eût disposé l'ordre de la bataille en habile général ; ce qu'il était devenu depuis le combat , et où était l'armée qu'il commandait. « Je vous ordonne , ajouta ce tribun , de répondre précisément et sans détour à tous ces chefs ; apprenez-nous ce que sont devenues nos légions ; si vous en avez été abandonné ou si vous-même en êtes le déserteur , et enfin si nous sommes vaincus ou si nous sommes victorieux. » Tempanius , sans vouloir tirer avan-

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 40.*

tage de la disgrâce de Sempronius, répondit au tribun qu'il n'appartenait point à un simple officier de juger de la capacité de son général, et que le peuple en avait décidé en le créant consul; qu'il l'avait vu combattre à la tête des légions avec un courage invincible, et se porter dans tous les endroits où le péril était le plus grand; que l'éloignement où il s'était trouvé depuis leur séparation, et la confusion qui arrive toujours dans une bataille aussi opiniâtre, lui avaient dérobé la connaissance de ce qui s'était passé dans les endroits où combattait le consul; cependant qu'il pouvait assurer, parce que lui avait paru sur le champ de bataille, que les Volsques n'avaient pas perdu moins de monde que les Romains; et que, comme après sa séparation du corps des légions, il avait été assez heureux pour s'emparer d'une éminence où, malgré tous les efforts des ennemis, il avait conservé ceux qui s'étaient confiés à sa conduite, il présumait que le consul dans ce désordre général aurait gagné les montagnes où il se serait retranché. Tempanius demanda ensuite la permission de se retirer pour se faire panser des blessures qu'il avait reçues dans la bataille. Toute l'assemblée donna encore plus de louanges à la sagesse et à la modération de sa réponse qu'à la valeur et à la bonne con-

duite avec lesquelles il venait de combattre les ennemis de la patrie.

[331.] Ce peuple, en reconnaissance de ses services, l'élut pour tribun quelque temps après, avec trois autres officiers qui s'étaient distingués comme lui. Dans cette place, il donna de nouvelles marques de sa générosité; car L. Hortensius, un de ses collègues, ayant fait assigner Sempronius, après que l'année de son consulat fut expirée, pour rendre compte devant l'assemblée du peuple de la conduite qu'il avait tenue dans la dernière bataille, Tempanius et ses trois collègues prirent hautement sa défense et conjurèrent Hortensius de ne pas persécuter un général plein de valeur, à qui la fortune avait manqué dans cette occasion. « Mais si je vous fais voir, reprit Hortensius, que ce patricien dont vous vantez le courage est seul cause de la disgrâce que nous venons de recevoir, vous opposerez-vous à la justice qui en doit être faite? Voulez-vous ruiner la puissance du tribunat, et tourner contre le peuple même cette autorité que vous ne tenez que de sa bienveillance? » Tempanius et ses collègues lui répondirent avec beaucoup de modestie qu'ils reconnaissaient que le peuple avait une autorité souveraine sur tous ceux qui portaient le nom de citoyens romains; qu'ils

révéraient cette souveraine puissance, et qu'ils n'abuseraient jamais du pouvoir dont ils avaient été honorés; mais que si les prières qu'ils faisaient en faveur de leur général étaient rejetées par un de leurs collègues, ils changeraient d'habit comme l'accusé, et qu'ils voulaient partager avec leur capitaine sa bonne ou sa mauvaise fortune. Hortensius, touché de leur générosité, s'écria qu'il ne consentirait point que le peuple romain vît ses tribuns en deuil. Il se désista de son action, et il déclara qu'il ne poursuivrait pas davantage un général malheureux, à la vérité, contre les ennemis, mais qui avait su se rendre si cher et si agréable à ses soldats.

L'affection que quatre tribuns du peuple venaient de faire paraître pour un patricien, et la condescendance d'Hortensius, semblaient avoir réuni le peuple avec le sénat. L'état parut tranquille; mais cette union ne dura pas longtemps [332]. Sous le consulat de T. Quintius Capitolinus et de Fabius Vibulanus, on vit naître de nouvelles dissensions au sujet de la questure. Les questeurs étaient des officiers qui avaient soin du trésor public; et on rapporte la première origine de cette charge à P. Valerius Publicola comme nous l'avons dit. Ce patricien ayant jugé à propos de faire mettre le

trésor public dans le temple de Saturne, choisit pour le garder deux sénateurs qu'on appela depuis questeurs; et il en laissa le choix au peuple.

Les deux consuls dont nous venons de parler étant entrés en charge et voyant que, depuis les conquêtes et l'agrandissement de la république, ces deux officiers ne suffisaient pas pour remplir toutes leurs obligations, proposèrent d'en augmenter le nombre et d'ajouter aux deux premiers questeurs, qui ne sortaient point de Rome, deux autres qui suivissent les consuls et les généraux à l'armée pour tenir compte des dépouilles des ennemis, pour vendre le butin, et surtout pour prendre soin des vivres et de la subsistance de l'armée. Le sénat et le peuple parurent d'abord approuver également cette proposition; et le sénat consentait assez volontiers que dans l'élection des questeurs, comme dans celle des tribuns militaires, le peuple romain pût choisir, s'il voulait, autant de plébéiens que de patriciens. Mais les tribuns, toujours injustes, ayant prétendu que le choix de la moitié de ces magistrats ne pouvait jamais tomber que sur des plébéiens, le sénat, plutôt que de se soumettre à la nécessité qu'on voulait lui imposer, fit échouer le projet des

consuls. Les tribuns, pour se venger, renouvelèrent la proposition du partage des terres, la ressource perpétuelle de ces magistrats séditieux. Après s'être déchainés avec beaucoup de fureur contre le sénat, ils déclarèrent qu'ils ne consentiraient point à l'élection des nouveaux consuls, s'il n'était permis au peuple, dans l'élection des questeurs, de donner sa voix indifféremment à des plébéiens comme à des patriciens. Le sénat rejeta avec fermeté cette condition ; et l'opiniâtreté des deux partis à ne se point relâcher de leurs prétentions fut cause que la république tomba dans une espèce d'anarchie. On fut obligé d'avoir recours plusieurs fois à un *entre-roi*, dignité qui ne durait que cinq jours. Souvent même les tribuns s'opposaient à son élection de peur qu'il ne nommât lui-même des consuls. Enfin L. Papirius Mugillanus étant entre-roi ménagea les esprits avec tant d'adresse qu'il obtint des deux partis qu'on élirait des tribuns militaires à la place des consuls, et que dans l'élection des quatre questeurs, comme dans celle des tribuns militaires, il serait libre au peuple de donner indifféremment ses suffrages à des plébéiens ou à des patriciens.

[333] On tint d'abord l'assemblée pour l'é-

lection des tribuns militaires; et, malgré les brigues et les cabales des tribuns du peuple <sup>1</sup>, on n'élut que quatre patriciens, L. Quintius Cincinnatus, Sp. Furius Medullinus, M. Manlius et A. Sempronius Atratinus, cousin du consul de ce nom; on chargea ce dernier de présider à l'élection des questeurs. Antistius tribun du peuple, et Pompilius un de ses collègues, mirent sur les rangs, l'un son fils et l'autre son frère, et demandèrent la questure en leur faveur. Mais malgré toutes leurs brigues les patriciens seuls emportèrent cette dignité; et le peuple, quoiqu'animé par leurs harangues séditieuses, n'eut pas la force de la refuser à des personnes dont les pères et les ancêtres avaient été honorés du consulat. Les deux tribuns du peuple, furieux de cette préférence et de la honte du refus, s'écrièrent qu'il n'était pas possible que le peuple eût eu si peu d'égard à la prière et à la recommandation de ses propres magistrats; qu'il y avait eu infailliblement de la supercherie dans le scrutin, et qu'il en fallait faire rendre compte à A. Sempronius qui avait compté les suffrages. Mais comme c'était un homme d'une probité avérée et que son innocence et la dignité dont il était actuellement

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 44.*

revêtu mettaient hors d'atteinte, ils tournèrent toute leur indignation contre C. Sempronius, son parent, dont nous venons de parler. Ils firent revivre l'affaire de la dernière bataille dont Hortensius, à la prière de Tempanius, s'était désisté; et il fut condamné, à leur sollicitation et par la poursuite de Canuleïus, autre tribun du peuple, à une amende de quinze mille sols. Leur fureur ne se borna pas à la honte qu'ils voulaient attacher au corps du sénat par cette condamnation d'un consulaire. Ils remplirent de nouveau [334] la ville de troubles et de divisions, tantôt en empêchant l'élection des consuls ou en faisant revivre d'anciennes prétentions qui étaient autant de semences de nouvelles séditions.

Quelque temps après, Sp. Mecilius, tribun du peuple pour la quatrième fois, et Metilius, autre tribun du peuple pour la troisième, voulant se perpétuer dans le tribunat et s'en faire une espèce d'empire et de domination perpétuelle, renouvelèrent la proposition du partage des terres conquises sur les voisins et les ennemis de Rome. C'était l'appât ordinaire dont les tribuns les plus séditeux leurraient le peuple. Rome, comme nous l'avons déjà dit, bâtie sur un fonds étranger et qui dépendait originairement de la ville d'Albe, n'avait pres-

que point de territoire qui n'eût été conquis l'épée à la main. Les patriciens et ceux qui avaient eu le plus de part au gouvernement, sous prétexte d'en prendre quelques cantons à cens et à rente, s'étaient approprié le reste et ce qui était le plus à leur bienséance, et ils s'en étaient fait une espèce de patrimoine. Une longue prescription avait couvert ces usurpations; et il eût été bien difficile de démêler les anciennes bornes qui séparaient ce qui appartenait au public, du domaine qu'on avait fieffé à chaque particulier [335]. Cependant les tribuns prétendaient déposséder de ces fonds les anciens propriétaires, et qui avaient même élevé des bâtimens sur ces terres. Une recherche si odieuse consternait les premières maisons de la république. Le sénat s'assembla plusieurs fois pour trouver les moyens de faire échouer des propositions si dangereuses. [336] On dit que Appius Claudius, quoique le plus jeune et le dernier du sénat, ouvrit un avis qui ne fut pas désagréable à sa compagnie : il dit que ce n'était que dans le tribunat même qu'il fallait chercher des ressources contre la tyrannie des tribuns; qu'il n'était question pour cela que de gagner un seul de ces magistrats plébéiens qui voulût bien par son opposition empêcher les mauvais desseins de ses collègues; qu'il

fallait s'adresser aux derniers de ce collège ; que ces hommes nouveaux dans les affaires et jaloux de l'autorité que Mecilius et Metilius s'attribuaient, ne seraient pas insensibles aux caresses, du sénat et que peut-être ils fourniraient volontiers leur opposition, seulement pour se faire valoir et pour faire quelque figure dans le gouvernement.

Cet avis fut approuvé tout d'une voix ; et on loua hautement Appius de n'avoir pas dégénéré de la vertu de ses ancêtres. Ceux des sénateurs qui avaient quelque liaison avec les tribuns du peuple s'insinuent dans leur confiance et leur représentent la confusion où ils vont jeter l'état et chaque famille en particulier, s'il faut entrer dans la discussion des terres concédées par Romulus, de celles qui, depuis près de quatre cents ans, ont été conquises sur les voisins de la république et que des particuliers ont acquises en différens siècles ; que le projet d'une loi qui établirait une égalité parfaite dans la fortune de tous les citoyens, ruinerait la subordination si nécessaire dans un état ; et que les riches, soit patriciens, soit plébéiens, ne se laisseraient pas dépouiller si aisément du bien qu'ils avaient hérité de leurs ancêtres ou qu'ils avaient acheté de bonne foi des légitimes possesseurs ; et qu'infailiblement une recherche si

injuste exciterait une guerre civile et coûterait peut-être le plus pur sang de la république. Enfin, à force de prières et d'instances ils agirent si heureusement que des dix tribuns ils en gagnèrent six qui s'opposèrent à la publication de la loi.

Mecilius et son collègue, outrés de voir sortir l'opposition de leur propre tribunal et de leur collège, traitèrent leurs collègues de traîtres, d'ennemis du peuple et d'esclaves du sénat. Mais, malgré toutes ces injures, comme il ne fallait que l'opposition d'un seul tribun pour arrêter la poursuite et l'action des neuf autres et qu'il s'en trouva six, Mecilius et son collègue furent obligés de se désister de leur entreprise.

[337] Le sénat, à la faveur de cette intelligence avec le plus grand nombre des tribuns, demeura encore maître des affaires l'année suivante. L. Sextius, un de ces tribuns, ayant proposé, pour flatter le peuple, d'envoyer une colonie à Voles, petite ville dont on venait de s'emparer, les autres tribuns s'y opposèrent hautement et ils déclarèrent qu'ils ne souffriraient point pendant leur tribunat qu'on proposât aucune loi nouvelle dont le projet n'eût été autorisé par le sénat.

Mais ce concert du sénat avec les tribuns ne dura pas long-temps [338] ; les successeurs de

ces derniers magistrats du peuple reprirent, peu après, la poursuite du partage des terres avec encore plus de fureur que n'avaient fait Mecilius et son collègue.

[339] Les Éques ayant surpris Volcs, on donna la conduite de cette guerre à M. Posthumius Regilensis, qui était actuellement tribun militaire : ce général savait faire la guerre ; mais il était dur, hautain, fier de sa naissance et de sa dignité, et il portait trop loin cette distinction dans une république où tous les citoyens se prétendaient égaux. Ce général fit le siège de Voles, ou pour mieux dire, il tenta de l'emporter d'emblée. Les Romains en ce temps-là ne formaient guère de sièges réguliers ; le plus souvent ils investissaient une place de tous côtés ; ils conduisaient ensuite leurs troupes jusqu'au pied des murailles, et à la faveur d'une attaque générale qui partageait l'attention et les forces des assiégés, ils tentaient de se rendre maîtres de la place. Posthumius, avant que de faire marcher ses troupes à cette forme d'assaut qu'on appelait *corone*, parce que la place était entourée de tous côtés, leur promit, pour les encourager, de leur en abandonner le pillage, s'ils s'en rendaient maîtres. La ville fut prise ; mais Posthumius, qui naturellement haïssait les plébéiens qui com-

posaient la plus grande partie de son armée<sup>1</sup>, leur manqua de parole et fit tout vendre au profit du trésor public.

Sextius, tribun du peuple, proposa quelque temps après en pleine assemblée que, pour dédommager le peuple du manque de parole du tribun militaire, du moins on établit une colonie dans cette place, de ceux même qui par leur valeur avaient contribué à la reprendre; il voulait que par le plébiscite qui en serait dressé on abandonnât à ces soldats tout le territoire de Voles. Pour faire passer plus facilement cette proposition et intimider le sénat, il renouvela en même temps l'ancienne prétention du partage des terres que les tribuns ne manquaient jamais de faire revivre quand ils voulaient inquiéter le sénat et en arracher quelque nouveau privilège.

Tout le peuple applaudit à cette proposition. Posthumius, que ses collègues avaient mandé pour s'opposer conjointement aux entreprises des tribuns du peuple, s'étant trouvé comme les autres sénateurs dans cette assemblée où il y avait quelques-uns de ses soldats mêlés dans la foule, et qui demandaient ce partage avec

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 49. Zonaras, Ann. 2. Florus. lib. 1, c. 22.*

de grands cris : « Il en arrivera mal à mes gens, dit Posthumius tout haut, s'ils ne demeurent en repos. » Une parole si superbe, quoique dans la bouche d'un général, n'offensa pas moins le sénat que la multitude. Sextius, vif et éloquent, se prévalut du mécontentement public, et adressant la parole au peuple : « N'avez-vous pas entendu, dit-il, les menaces que Posthumius fait à nos soldats, comme s'ils étaient ses esclaves? Pouvez-vous encore ignorer, après cela, la haine et le mépris que les patriciens ont pour vous? Cependant ce sont ces mêmes patriciens, si cruels et si superbes, que vous préférez dans la distribution des dignités à ceux même qui tous les jours soutiennent vos intérêts. Ne vous étonnez plus si, après une si injuste préférence, personne ne veut plus s'en charger. Que peut-on espérer d'une multitude faible et inconstante qui ne sait récompenser que ceux qui l'outragent le plus cruellement ? »

Ce discours augmenta l'animosité publique, qui passa avec les menaces de Posthumius jusque dans son armée. Les soldats n'étaient déjà que trop irrités de ce qu'au préjudice de sa parole il les avait privés du pillage de Voles. Ils n'eurent pas plus tôt appris ce qui s'était passé dans la place de Rome, qu'ils s'écrièrent

que la république nourrissait un tyran dans son sein; et l'armée entière était dans une agitation peu éloignée d'une sédition déclarée.

P. Sextius, questeur, ayant voulu en l'absence de son général faire arrêter un soldat plus mutin que les autres, en reçut un coup de pierre; et ses compagnons arrachèrent ce soldat des mains de ceux qui le voulaient mettre aux arrêts. Posthumius, averti de cette émeute, accourut au camp; mais il aigrit encore les esprits par la rigueur de ses recherches et par la cruauté des supplices. Après des informations rigoureuses, il commanda qu'on noyât sous la *claire* les soldats qui se trouvèrent les plus coupables. Leurs compagnons furieux les arrachent à ceux qui les avaient arrêtés, et les mettent en liberté : ce sont de nouveaux chefs pour la sédition; tout le camp se souleva<sup>1</sup>. Posthumius, transporté de colère, descend de son tribunal; précédé de ses licteurs, il fend la foule et veut se saisir des criminels; mais il ne trouve plus ni respect pour sa personne, ni obéissance à ses ordres. On oppose la violence à la force; on se frappe de part et d'autre; et dans ce désordre, le général est tué par ses propres soldats.

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. 1x, c. 50. Florus, lib. 1, c. 22.*

Quelque odieux que fût Posthumius, le peuple comme le sénat détesta une action si horrible, et le consulat étant tombé à Cornelius et à L. Furius Medullinus [340], on chargea ces magistrats d'informer contre les criminels et d'en faire une punition exemplaire. Cependant les consuls usèrent d'une grande modération ; et pour ne point aigrir les esprits<sup>1</sup>, ils ne firent tomber le châtiment que sur un petit nombre des soldats les plus mutins, et qui se tuèrent eux-mêmes. Ces sages magistrats aimèrent mieux supposer que toute l'armée était innocente que de la jeter dans une révolte déclarée par une recherche trop rigoureuse.

Il eût été à souhaiter que le sénat et les consuls eussent ajouté à une conduite si sage le partage du territoire de Voles en faveur des soldats et des citoyens qui étaient demeurés dans leur devoir.

C'était le moyen le plus sûr pour faire tomber toutes les plaintes séditieuses des tribuns du peuple, et pour éloigner insensiblement leurs prétentions au sujet des terres publiques et des communes, dont, après tout, il était presque impossible aux propriétaires de

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 51.*

justifier l'acquisition originale. Mais le peuple s'aperçut avec indignation que le dessein secret du sénat et de la noblesse était de le tenir toujours dans la pauvreté, tant pour son propre intérêt que pour le rendre plus souple et plus dépendant. Et les tribuns, pour entretenir son ressentiment, criaient dans toutes les assemblées que Rome ne serait jamais libre tant que les patriciens retiendraient les terres publiques et qu'ils s'approprieraient toutes les dignités de l'état.

Des guerres presque continuelles contre les Éques et les Volsques, la peste qui succéda à ce premier fléau, et qui produisit la famine, occupèrent le peuple les années suivantes et l'empêchèrent de faire attention à ces discours séditieux. Mais la paix et l'abondance ne furent pas plus tôt rétablies dans la république, que d'autres tribuns firent naître de nouvelles divisions.

[344] Trois de ces magistrats plébéiens, du nom d'Icilius<sup>1</sup>, tous trois parens et d'une famille où la haine contre les patriciens était héréditaire, entreprirent de leur enlever la questure, qui n'était point encore sortie du premier ordre. Ils obtinrent d'abord que l'élection s'en

<sup>1</sup> Sp. Icilius, C. Icilius, L. Icilius.

fit par les comices des tribus. Après avoir laissé espérer au peuple des colonies et le partage des terres, ils déclarèrent publiquement qu'il ne devait rien espérer de ces avantages pendant leur tribunat, si de toutes les dignités, qui auraient dû être communes entre tous les citoyens d'une même république, il n'osait du moins aspirer à la questure. Le peuple, animé par ses tribuns, donna ses suffrages <sup>1</sup> à Q. Silius, P. Aélius et P. Pupius, tous trois plébéiens, qui furent les premiers questeurs de cet ordre. Et de tous les patriciens qui demandaient cette dignité, il n'y eut que Cæso Fabius Ambustus qui put l'obtenir.

Les tribuns du peuple regardèrent cet avantage comme une victoire qu'ils venaient de remporter sur la noblesse. Ils se flattèrent que la questure allait leur ouvrir le chemin du tribunat militaire, du consulat et des triomphes. Les Iciliens publiaient hautement que le temps enfin était venu de partager les honneurs de la république entre le peuple et les patriciens. On ne voulut plus même dans l'élection suivante entendre parler du consulat par la seule raison que cette dignité était encore réservée aux nobles et aux patriciens. Il fallut que le

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 54 et 56.*

sénat souffrit qu'on élût des tribuns militaires qui avaient, à la vérité, la même puissance que les consuls, mais dont la dignité était plus agréable au peuple, parce qu'il y pouvait parvenir; les Iciliens surtout y aspiraient ouvertement. Le sénat, alarmé de leurs projets ambitieux, attacha deux conditions à l'élection des tribuns militaires, qui donnaient une exclusion tacite aux Iciliens. La première portait: Qu'aucun plébéien ne pourrait concourir pour le tribunat militaire lorsque dans la même année il aurait exercé la charge de tribun du peuple; l'autre, qu'aucun tribun du peuple ne pourrait être continué deux ans de suite dans le même emploi.

Les Iciliens sentirent bien que c'était à eux seuls que le sénat en voulait. Ils perdirent l'espérance de parvenir à cette première dignité de la république, et en la perdant pour eux, il parut qu'ils ne s'embarrassèrent guère que d'autres plébéiens en fussent revêtus. Peut-être même qu'ils auraient été mortifiés de voir cette souveraine dignité entrer dans toute autre famille plébéienne avant que la leur en eût été honorée. Quoi qu'il en soit, il n'y eut aucun plébéien considérable qui se mit sur les rangs; et le sénat eut l'adresse d'y pousser quelques misérables de la plus vile populace en même

temps qu'il fit demander cette charge par des sénateurs et des patriciens illustres par leur valeur.

Le peuple, dégoûté par la bassesse des prétendants de son ordre, tourna tous ses suffrages du côté de la noblesse; et C. Julius Julus, Corn. Cossus et C. Servilius Ahala, furent déclarés tribuns militaires : [345] mais ils ne jouirent pas long-temps de cette dignité souveraine. Les Volsques ayant mis sur pied une puissante armée, le sénat, à son ordinaire, résolut de leur opposer un dictateur. Comme l'autorité absolue de ce magistrat absorbait pour ainsi dire la puissance des magistrats subalternes, Julius et Cornelius, tribuns militaires, s'opposèrent à son élection et représentèrent qu'ils se sentaient assez de courage et d'expérience pour conduire les armées, et qu'il était injuste de les priver d'une dignité qu'ils venaient d'obtenir par tous les suffrages de leurs concitoyens.

Le sénat irrité de leur opposition et du refus qu'ils faisaient de nommer un dictateur, eut recours aux tribuns du peuple comme on en avait déjà usé en pareille occasion. Mais les tribuns de cette année tinrent une conduite différente; et, quoiqu'ils fussent ravis de voir cette dissension entre les tribuns militaires et le sénat, ils répondirent avec une raillerie

amère, qu'il était honteux à un corps si puissant d'implorer le secours de malheureux plébéiens, et de gens qu'à peine la noblesse daignait compter au nombre de ses concitoyens; que, si jamais les dignités et les honneurs de la république étaient communs entre tous les Romains, sans distinction de naissance ou des biens de la fortune, alors le peuple et ses magistrats sauraient bien faire respecter les décrets du sénat; mais que jusque-là ils ne prendraient aucune part aux prétentions différentes du sénat et des tribuns militaires.

Ces contestations ne prenant point de fin, et les ennemis s'avancant toujours vers la frontière, Servilius Ahala, troisième tribun militaire, déclara publiquement que l'intérêt de sa patrie lui était plus cher que l'amitié de ses collègues; et que, s'ils ne voulaient pas de bonne grace convenir du choix d'un dictateur, il en nommerait un lui-même. En effet, se voyant à peine appuyé de l'autorité de tout le sénat <sup>1</sup>, il nomma pour dictateur P. Cornelius, qui le choisit ensuite lui-même pour général de la cavalerie.

La guerre ne fut pas de longue durée; les Volsques furent défaits près de la ville d'An-

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 56 et 57.*

tium ; on pilla leur territoire et on fit un grand nombre de prisonniers. Après cette expédition le dictateur se démit de sa dignité ; mais les deux tribuns, chagrins que le sénat les eût privés de la gloire qu'ils se flattaient d'acquérir dans cette guerre , au lieu de proposer l'élection des consuls pour l'année suivante, ne demandèrent que des tribuns militaires, comme auraient pu faire des tribuns du peuple.

Le sénat, qui appréhendait toujours que le peuple ne se déterminât à la fin à donner cette dignité ou à ses tribuns ou à quelqu'un des principaux plébéiens, fut vivement touché de voir ses intérêts trahis par ceux même de son ordre. Mais comme il n'était pas en son pouvoir de casser la publication de l'assemblée faite par les magistrats de la république, il obligea les premiers de cette compagnie, et ceux même qui étaient les plus agréables au peuple par leur modération ou par leur valeur, à demander le tribunat. Malgré toutes les brigues des tribuns plébéiens<sup>1</sup>, on n'élut pour tribuns militaires que des patriciens ; et C. Valerius, C. Servilius, L. Furius et Fabius Vibulanus, furent élevés à cette dignité [346].

Le sénat conserva le même avantage l'année

<sup>1</sup> *Diod. lib. xxiv.*

suivante [347]; il fut encore assez puissant dans l'élection pour faire tomber la même dignité à P. Cornelius, L. Valerius, Cn. Cornelius, et Fabius Ambustus, tous patriciens et des premières maisons de la république.

On ne peut exprimer la colère et la fureur que firent paraître les tribuns du peuple de se voir exclus si long-temps d'une dignité à laquelle ils pouvaient être admis. Ils prirent occasion d'une nouvelle guerre que le sénat vouloit faire aux Veïens pour faire éclater leur ressentiment. Les habitans de Veïes avaient enlevé quelque butin, sans qu'il y eût préalablement aucune déclaration de guerre. On avait envoyé des ambassadeurs leur en demander raison; mais, au lieu d'excuser ou de justifier leurs incursions, ils chassèrent avec mépris ces ambassadeurs. Le sénat, encore plus irrité d'une conduite si superbe que de leur brigandage, proposa au peuple de venger cette injure, et de porter ses armes dans la Toscane. Le peuple prévenu par ses tribuns ne marqua que beaucoup d'indifférence pour cette proposition. Il disait qu'il n'était pas prudent de s'engager dans une nouvelle guerre, pendant que celle des Volsques n'était pas encore terminée; que la république n'avait point assez de forces pour résister en même temps à deux nations

si aguerries ; qu'il ne se passait point d'année qu'on ne donnât quelque bataille ; que tant de combats épuisaient le plus pur sang de Rome et emportaient toute leur jeunesse sans que les plébéiens qui remplissaient les légions tirassent aucun avantage de ces guerres continuelles.

Les tribuns de leur côté criaient dans toutes les assemblées que le sénat ne perpétuait la guerre que pour tenir les plébéiens éloignés de la ville, de peur qu'étant à Rome ils ne fissent revivre les justes prétentions qu'ils avaient sur les terres publiques, et que par le grand nombre de leurs suffrages ils n'élevassent leurs tribuns aux premières dignités de la république. « Et enfin, leur disaient ces magistrats séditieux, ne cherchez point vos véritables ennemis autre part que dans Rome. La plus grande guerre que vous ayez à soutenir est celle que le sénat fait depuis si long-temps au peuple romain. »

Le sénat, voyant tant d'éloignement dans l'esprit du peuple pour la guerre de Veïes, jugea à propos d'attendre une conjoncture plus favorable pour regagner la confiance de la multitude et prévenir les plaintes qu'on faisait contre la longueur des guerres. Il résolut de pourvoir à la subsistance du soldat, d'une manière qu'il n'en eût aucune obligation aux tribuns. Tous les citoyens romains jusqu'alors

avaient été à la guerre à leurs dépens : il fallait que chacun tirât de son petit héritage de quoi subsister tant en campagne que pendant le quartier d'hiver ; et souvent, quand la campagne durait trop long-temps, les terres, surtout celles des pauvres plébéiens, demeuraient en friche. De là étaient venus les emprunts, les usures multipliées par les intérêts, et ensuite les plaintes et les séditions du peuple. Le sénat, pour prévenir ces désordres, ordonna de lui-même et sans qu'il en fût sollicité par les tribuns, que dans la suite les soldats seraient payés des deniers du public, et que, pour fournir à cette dépense, il se ferait une nouvelle imposition dont aucun citoyen ne serait exempt.

Aux premières nouvelles de ce sénatus-consulte <sup>1</sup> le peuple fut transporté de joie ; il accourut de tous côtés aux portes du palais. Les uns baisaient les mains des sénateurs ; d'autres les appelaient tout haut les pères du peuple ; et tous protestaient qu'ils étaient prêts à répandre jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la patrie qu'ils regardaient comme une mère libérale et généreuse envers ses enfans.

Dans cette joie universelle les tribuns du peuple se firent remarquer par un chagrin sombre

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 60. Diod. lib. iv.*

et plein d'envie. La réunion de tous les ordres les empêchait de se faire valoir. Comme ils ne brillaient jamais davantage que dans les divisions de l'état, ils publiaient que le sénat faisait des largesses à bon marché ; que le peuple était bien aveugle s'il ne s'apercevait pas qu'il paierait lui-même sa propre solde ; qu'il n'était pas même juste que ceux qui jusqu'alors avaient fait la guerre à leurs dépens, et qui avaient achevé le temps de leur service , fussent taxés pour fournir la solde des nouveaux soldats qui leur succéderaient dans les armées ; que pour eux ils étaient bien résolus de ne payer jamais cette nouvelle imposition ; et qu'ils offraient leur ministère et tout le pouvoir que leur donnait leur charge , pour défendre ceux qui voudraient s'en exempter.

Ils se flattaient à la faveur du pouvoir qu'ils avaient sur l'esprit du peuple de l'obliger à rejeter cette gratification, qui ne leur était odieuse que parce qu'elle venait du sénat. Mais un intérêt sûr et présent, et surtout l'exemple des premiers de Rome qui payèrent sur-le-champ leur contingent, l'emportèrent sur toutes les harangues séditeuses des tribuns. Le sénatus-consulte fut approuvé par un plébiscite et par le consentement général du peuple. Chacun courut avec empressement payer un léger tribut

proportionné à ses biens, dont il lui devait revenir un avantage considérable. Comme il y avait alors peu de monnaie frappée, on voyait tous les jours des chariots chargés de cuivre porter à l'Épargne la contribution des particuliers, que les trésoriers prenaient au poids et à la livre.

TIN DU SIXIÈME LIVRE.

## LIVRE SEPTIÈME.

Les Romains assiègent Veïcs, qu'ils ne prennent qu'au bout de dix ans. Un tribun du peuple propose de faire de cette ville une seconde Rome, en y envoyant, pour l'habiter, la moitié du sénat, des chevaliers et du peuple. Les sénateurs viennent à bout de faire tomber cette proposition. Camille, attaqué par les tribuns, sort de Rome et se réfugie à Ardée. Une armée de Gaulois, commandée par Brennus, pénètre dans la Toscane et assiège Clusium. Les Toscans demandent du secours aux Romains. Ceux-ci envoient à Brennus des ambassadeurs qui, par leur imprudence, obligent ce général à déclarer la guerre à leur patrie. Bataille d'Allia. Rome prise et brûlée. Siège du Capitole. Camille dictateur. Les Gaulois taillés en pièces. Rome rebâtie. Manlius Capitolinus, accusé de vouloir se faire déclarer roi de Rome, est précipité du haut du Capitole. Après bien des brigues et des cabales, que les plébéiens avaient inutilement employées pour pouvoir remplir une des deux places du consulat, ils obtiennent ce qu'ils souhaitent avec tant d'ardeur, et en sont redevables aux larmes d'une femme. Sextius est le premier consul plébéien. Préture. Édilité curule. Ces deux nouvelles dignités sont affectées aux patriciens, à l'exclusion des plébéiens C. Licinius Stolon, auteur de la loi *Licinia*, est le premier condamné à l'amende, pour l'avoir violée.

Outre le soulagement du peuple, le sénat,

en établissant des fonds pour le paiement des troupes, avait en vue de porter la guerre plus loin et de la pouvoir soutenir plus long-temps <sup>1</sup>. Avant cet établissement on faisait moins la guerre que des courses qui se terminaient ordinairement par un combat. Ces petites guerres ne duraient pas plus de vingt ou trente jours et souvent bien moins, le soldat faute de paie ne pouvant pas tenir la campagne plus long-temps. Mais quand le sénat se vit en état de pouvoir entretenir en tout temps un corps de troupes réglées, il forma de plus grands projets et il fit dessein d'assiéger Veïes, place des plus fortes de l'Italie, qui servait de boulevard à la Toscane, et qui ne le cédait pas même à Rome, ni pour la valeur, ni pour la richesse de ses habitans.

Les Toscans vivaient en forme de république, comme les Sabins, les Volsques, les Romains et la plupart des autres peuples d'Italie. La seule ville de Veïes, la plus puissante de cette communauté, avait élu un roi depuis peu; et ce changement dans le gouvernement avait rendu les autres petits états de cette province moins affectionnés à ses intérêts.

Les Romains, instruits de ce refroidissement,

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 60 et 61. Diod. lib. xiv.*

résolurent de tirer raison du pillage que les Veïens avaient fait sur le territoire de Rome. Après avoir terminé avec avantage la guerre contre les Volsques, ils donnèrent tous leurs soins pour faire un puissant armement qui pût répondre à la grandeur de cette entreprise.

Tite-Live <sup>1</sup> prétend qu'on élut exprès huit tribuns militaires; ce qu'on n'avait jamais vu dans la république, quoique d'autres historiens n'en marquent que six. On trouve encore au sujet de ce siège une autre différence dans les auteurs; les uns placent le tribunat de M. Furius Camille et d'Appius Claudius Crassus sous l'an 348 de Rome, et d'autres prétendent qu'ils ne parvinrent à cette dignité que l'an 350; encore n'est-il pas bien certain si Camille, cette année, n'était pas plutôt censeur que tribun militaire <sup>2</sup>. Quoi qu'il en soit de ces différentes opinions, on va voir par la suite de l'histoire que ces deux magistrats eurent la principale gloire de cette guerre.

Appius était petit-fils du décemvir et fils d'un autre Appius Claudius, tribun militaire, l'an 329 de la fondation de Rome. Cette conformité de nom propre et de prénom que nous avons rencontrée tant de fois dans les sénateurs

<sup>1</sup> *Dec. 1, lib. v, c. 1.* — <sup>2</sup> *Val. Max. lib. 11, c. 9, art. 1.*

de la famille Claudia, fait voir qu'ils étaient tous les aînés de leur maison, suivant ce qui se pratiquait à Rome, où le fils aîné portait toujours le même nom que son père ; au lieu que les cadets étaient distingués, ou par des noms tirés de l'ordre de leur naissance, ou du temps et de l'heure dans laquelle ils étaient nommés. Appius resta à Rome pour faire tête aux tribuns et pour réprimer les mutineries ordinaires du peuple ; Camille, en qualité de tribun militaire, continua ce siège important, qu'il termina depuis heureusement pendant sa dictature.

[348] On peut juger de la force de la place par la longueur du siège, qui dura dix ans entiers avec différens succès. Les généraux romains, plutôt que de le discontinuer, firent faire des logemens pour mettre le soldat à couvert des rigueurs de l'hiver <sup>1</sup>. Les tribuns n'en eurent pas plus tôt appris la nouvelle, qu'ils s'en firent un prétexte pour se déchaîner à leur ordinaire contre le sénat. Ils disaient dans toutes les assemblées qu'ils s'étaient toujours bien doutés que les présens du sénat cachaient un poison secret ; que cette solde nouvelle, qu'on vantait avec tant d'ostentation, n'était qu'un appât dont les patriciens s'étaient servis

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. v, c. 2.*

pour éblouir le peuple; que sa liberté avait été achetée à ce prix; que les tribuns militaires, en retenant les soldats dans le camp pendant l'hiver, n'avaient eu pour objet que de priver le parti du peuple du secours de leurs suffrages; que le sénat et les patriciens allaient régner impérieusement dans toutes les assemblées; mais qu'il fallait leur faire connaître qu'ils commandaient à des hommes libres, et que le peuple devait ordonner aux généraux de ramener les troupes à Rome à la fin de chaque campagne, en sorte que le pauvre citoyen, qui exposait tous les jours sa vie pour la défense de sa patrie, pût jouir d'un peu de repos, revoir sa maison, sa femme et ses enfans, et donner ses suffrages dans l'élection des magistrats.

Appius que les tribuns militaires avaient laissé à Rome pour s'opposer aux entreprises des tribuns du peuple<sup>1</sup>, ayant appris ces bruits séditieux, convoqua une assemblée et se plaignit d'abord avec beaucoup de douceur et de modération, que la place fût devenue le rendez-vous de tous les mutins et le théâtre de toutes les séditions; qu'on méprisait publiquement le sénat, les magistrats et les lois; et qu'il

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. v, c. 36. Oros. lib. 11, c. 19.*

ne manquait plus aux tribuns du peuple que d'aller jusque dans le camp corrompre l'armée et la soustraire à l'obéissance de ses généraux. Il leur reprocha qu'ils ne cherchaient qu'à rompre l'union qui était entre les différens ordres de l'état ; qu'ils étaient les seuls auteurs de toutes les divisions ; qu'ils les fomentaient tous les jours par leurs harangues séditienses ; et que , plus ennemis de Rome que les Veïens même , il leur importait peu du succès du siège , pourvu que leurs généraux n'en eussent pas la gloire. « Il ne fallait point entreprendre ce siège , ajouta - t - il , ou il faut le continuer. Abandonnerons-nous notre camp , nos légions , les forts que nous avons élevés de distance en distance , nos tours , nos mantelets et nos gabions , pour recommencer l'été prochain les mêmes travaux ? Mais qui répondra à vos tribuns , qui vous donnent un conseil si salutaire , que toute la Toscane , faisant céder l'aversion que ces peuples ont pour le roi des Veïens au véritable intérêt de leur pays , ne prendra pas les armes pour venir à son secours ? Pouvez-vous même douter que les Veïens , pendant l'intermission du siège , ne fassent entrer des troupes et des munitions dans la place ? Qui vous a dit qu'ils ne vous préviendront pas l'année prochaine , et que , plus forts et plus

irrités par le dégât qu'on a fait sur leurs terres, ils ne ravageront pas les nôtres? Mais dans quel mépris ne tombera pas la république si les nations voisines de Rome, jalouses de sa grandeur, s'aperçoivent que vos généraux, enchaînés par les lois nouvelles de vos tribuns, n'osent tenir la campagne ni achever un siège sitôt que les beaux jours sont finis? Au lieu que rien ne rendra le peuple romain plus redoutable que quand on sera persuadé que la rigueur des saisons n'est point capable de suspendre ses entreprises, et qu'il veut vaincre ou mourir au pied des remparts ennemis. »

Le peuple prévenu par ses tribuns ne fit pas beaucoup d'attention aux remontrances d'Appius. Mais une perte que les Romains souffrirent au siège, fit ce que n'avait pu faire un discours si sensé. Les Veïens dans une sortie surprirent les assiégeans, en tuèrent un grand nombre, mirent le feu à leurs machines et ruinèrent la plupart de leurs ouvrages. Cette nouvelle, au lieu d'abattre les esprits, inspira aux Romains une nouvelle ardeur pour la continuation du siège<sup>1</sup>. Les chevaliers auxquels l'état devait fournir des chevaux offrirent de se monter à leurs dépens. Le peuple, à leur exem-

<sup>1</sup> *Plut. in Camillo. Oros. lib. 11, c. 19.*

ple, s'écria qu'il était prêt à marcher pour remplacer les soldats qu'on avait perdus, et jura de ne point sortir du camp que la ville n'eût été prise. Le sénat donna de grandes louanges aux uns et aux autres. Il fut résolu de donner la paye à tous les volontaires qui se rendraient au siège<sup>1</sup>. On assigna en même temps une solde particulière pour les gens de cheval, et ce fut la première fois que la cavalerie commença à être payée des deniers publics.

Les tribuns du peuple ne virent pas sans beaucoup d'inquiétude et de jalousie que la perte qu'on venait de faire au camp, au lieu d'exciter les plaintes et les murmures de la multitude, n'avait servi qu'à augmenter l'ardeur et le courage de tous les ordres pour la continuation de ce siège. Mais une nouvelle défaite leur fournit l'occasion et le prétexte de se pouvoir déchaîner impunément contre le sénat.

Les Capenates et les Falisques, peuples de la Toscane, les plus voisins des Veïens et par conséquent les plus intéressés à leur conservation, armèrent secrètement [351]. Ils joignirent leurs troupes, surprirent et attaquèrent le camp des ennemis<sup>2</sup>. L. Virginius et M. Sergius, tous

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. v, c. 7.* — <sup>2</sup> *Tit. Liv. lib. v, c. 7.*

deux tribuns militaires, commandaient à ce siège. La jalousie, si ordinaire dans une autorité égale, les avait brouillés : ils avaient chacun un corps de troupes à leurs ordres, et comme séparés en deux camps différens. Les ennemis tombent d'un côté sur celui de Sergius, en même temps que les assiégés de concert avec eux font une sortie et l'attaquent de l'autre. Le soldat, qui croit avoir sur les bras toutes les forces de la Toscane, s'étonne, combat faiblement et plutôt pour défendre sa vie que pour attaquer celle de l'ennemi. Bientôt il cherche à se mettre en sûreté par une fuite précipitée ; tout s'ébranle, et la déroute devient générale. Il n'y avait que Virginus qui pût sauver l'armée de son collègue : ses troupes étaient rangées en bataille ; mais l'animosité de ces deux généraux était si grande que Sergius aimait mieux périr que de demander du secours à son ennemi. Virginus, de son côté, ravi de le voir battu, refusa à ses propres officiers d'envoyer des troupes pour le dégager, s'il ne l'en faisait solliciter. Les ennemis profitèrent de la division des chefs ; l'armée de Sergius en déroute se réfugia à Rome, qui n'était éloignée du camp que de six lieues ; et Sergius s'y rendit, moins pour justifier sa conduite que pour faire condamner celle de son collègue.

Le sénat dans ce désordre ordonna à Virginius de laisser son armée sous le commandement de ses lieutenans , et de venir incessamment à Rome pour répondre aux plaintes que son collègue faisait contre lui. L'affaire fut discutée avec beaucoup d'aigreur ; et les deux tribuns militaires se répandirent en invectives l'un contre l'autre. Le sénat les trouvant également coupables, l'un pour n'avoir pas fait combattre ses troupes avec assez de courage, et l'autre pour avoir mieux aimé laisser périr son collègue que de sauver ses concitoyens, ordonna que tous les tribuns de cette année abdiqueraient leur dignité et qu'on procéderait incessamment à une nouvelle élection. Les deux tribuns se défendirent d'abord de déférer à cette ordonnance, sous prétexte que leur autorité n'était pas expirée. Les tribuns du peuple saisirent cette occasion pour étendre leur puissance ; et menacèrent ces deux généraux de les faire arrêter s'ils n'obéissaient aux ordres du sénat. Servilius Ahala , premier tribun militaire , indigné de la manière hautaine dont ces magistrats plébéiens traitaient ses collègues : « Il ne vous appartient point , leur dit-il , de menacer ceux qui vous sont supérieurs en dignité. Mes collègues n'ignorent pas l'obéissance que nous devons tous aux décrets du

sénat; et, s'ils sont réfractaires à ses ordonnances, je nommerai un dictateur qui, par son autorité absolue, saura bien, sans votre intervention, les obliger à se démettre de leurs charges. »

Les deux tribuns, ne pouvant résister plus long-temps à ce consentement unanime du sénat, abdiquèrent leur magistrature; et on procéda à une nouvelle élection.

Mais les tribuns du peuple ne se contentèrent pas de la déposition de ces deux généraux; et, pendant que ceux qui avaient pris leur place conduisaient une nouvelle armée au siège de Veïes, ces magistrats plébéiens donnèrent assignation à Sergius et à Virginius devant l'assemblée du peuple. Ils n'oublièrent rien dans cette occasion pour aigrir les esprits de la multitude, non-seulement contre ces deux accusés, mais encore contre le corps entier du sénat.

[352] Ils représentèrent avec autant d'art que de malice que l'unique objet de cette compagnie était de diminuer le nombre du peuple, d'affaiblir sa puissance, d'empêcher ses assemblées ou du moins d'en éloigner la convocation; que la dernière disgrâce ne devait point être considérée comme un de ces malheurs ordinaires qui peuvent arriver même aux plus

grands capitaines ; mais que c'était une suite de cette conspiration secrète de faire périr le peuple ; que les généraux, après avoir employé plusieurs campagnes au siège ou au blocus de Veïes , n'avaient laissé brûler leurs gabions , emporter leurs forts , et ruiner tous leurs ouvrages , que pour prolonger la guerre ; qu'on avait ensuite vendu le camp de Sergius aux ennemis ; que ce général, plutôt que de demander du secours à son collègue, avait mieux aimé laisser tailler en pièces ses soldats ; et que Virginius avait regardé cette déroute des légions comme une victoire, qui , sans tirer l'épée, le délivrait lui et son parti d'autant d'ennemis qu'il y avait de plébéiens dans ces différens corps ; qu'après une action si infâme, le sénat se flattait d'éblouir encore le peuple sous prétexte qu'il avait obligé les deux généraux à quitter le commandement de leurs armées ; mais que le peuple devait faire voir par le châtimement rigoureux qu'il ordonnerait contre les coupables, qu'il n'était pas capable de se laisser tromper par un artifice si grossier ; que, pour prévenir dans la suite les mauvais desseins de la noblesse, il ne fallait remplir le tribunat militaire que de braves plébéiens qui veillassent également à la défense de la patrie et à la conservation particulière du peuple.

En vain Sergius alléguait pour son excuse le sort ordinaire des armes, la terreur qui s'était répandue dans son armée, et l'infidélité de son collègue qui l'avait abandonné, et comme livré à l'ennemi qui l'attaquait de deux côtés. On ne voulut point distinguer son malheur d'un crime<sup>1</sup> ; il fut condamné à une grosse amende, aussi bien que Virginus, quoiqu'il alléguât qu'il était injuste de le punir des fautes de son collègue.

Les tribuns du peuple se prévalant de l'animosité qu'ils avaient excitée contre les patriciens, ne cessaient dans toutes les assemblées de représenter à la multitude que le temps était venu de s'affranchir de la tyrannie du sénat ; qu'il fallait ôter l'autorité souveraine et les principales dignités de la république aux Sergiens et aux Virginiens pour la faire passer à des plébéiens dignes de ces emplois honorables. Ils crient en public que la liberté du peuple est en péril. Ils briguent et ils cabalent en particulier. Enfin ils se donnèrent tant de mouvement, que, dans la prochaine élection et la suivante [353], ils firent nommer des plébéiens pour tribuns militaires : nouvelle révolution dans le gouvernement de la république, mais

<sup>1</sup> Tit. Liv. lib. v, c. 12.

dont les suites furent funestes à l'état par différens avantages que les ennemis de Rome remportèrent sur les armées commandées par des plébéiens.

[354] Un mal contagieux succéda à ces disgraces. Le peuple, consterné, eut recours aux dieux, les temples étaient remplis jour et nuit d'hommes, de femmes et d'enfans, qui imploraient leur clémence<sup>1</sup>. Les *dumvirs*, après avoir consulté les livres sacrés des sibylles, ordonnèrent le *Lectisterne*. C'était une cérémonie ancienne pendant laquelle on descendait les statues des dieux de leurs niches ; on leur servait pendant huit jours des repas magnifiques comme s'ils eussent été en état d'en profiter ; les citoyens, chacun selon leurs facultés, tenaient table ouverte : ils y invitaient indifféremment amis et ennemis ; les étrangers surtout y étaient admis ; on mettait en liberté les prisonniers ; et on se serait fait un scrupule de les faire arrêter de nouveau après que la fête était finie.

Les patriciens profitant de cette disposition des esprits tournèrent en mystère de religion ces disgraces de la république. Ils les attribuè-

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. v, c. 13. Aug. de Civitate Dei, lib. 11 v, c. 17.*

rent à la colère des dieux, irrités de ce que dans les dernières élections on n'avait pas eu égard aux familles nobles, qui seules avaient l'intendance des sacrifices. De pareilles raisons, plus fortes que toutes les harangues des tribuns du peuple, entraînèrent les esprits de la multitude. Tout le monde regarda les disgrâces de la république comme les interprètes infailibles de la volonté des dieux ; et, de peur de les irriter davantage, on ne manqua pas dans l'élection suivante de rendre le tribunat militaire aux seuls patriciens.

[355] On n'avança pas beaucoup au siège ; et tout l'effort des armes romaines se termina à ravager les terres des ennemis. La guerre fut encore plus malheureuse l'année suivante [356] ; et on obligea les tribuns militaires, dont on n'était pas content, d'abdiquer leur dignité sous prétexte qu'on avait manqué d'observer quelque cérémonie dans les auspices qu'on avait pris pour leur élection : prétexte dont les deux partis se servaient tour à tour pour faire déposer les magistrats qui ne leur étaient pas favorables [357]. On eut recours dans cette occasion, comme dans une calamité publique, à un dictateur. M. Furius Camille fut élevé à cette suprême dignité qu'il ne dut qu'au besoin que la république crut avoir d'un aussi grand

capitaine : conjoncture où , sans brigue et sans effort un mérite supérieur se trouve naturellement en sa place. On avait déjà observé que dans tous les emplois où Camille avait eu des collègues , sa rare valeur et sa haute capacité lui avaient fait déférer tout l'honneur du commandement, comme s'il eût commandé en chef ; et on remarqua depuis, que pendant ses dictatures il gouvernait avec tant de douceur et de modération , que les officiers qui étaient soumis à ses ordres croyaient partager son autorité <sup>1</sup>. Il nomma pour général de la cavalerie P. Cornelius Scipion , et mit sur pied en même temps un puissant corps de troupes. Le peuple courait à l'envi s'enrôler sous ses enseignes : tout le monde voulait suivre à la guerre un général que la victoire n'avait jamais abandonné. Les alliés même lui envoyèrent offrir un puissant secours composé de leur plus florissante jeunesse. Le dictateur se rendit d'abord au camp qui était devant Veïes ; sa présence seule rétablit la discipline militaire qui était bien affaiblie depuis la division ou la défaite des tribuns militaires. On serra la place de plus près ; et par son ordre on releva les forts que les en-

<sup>1</sup> *Plut. in Camillo. Diod. Sic. lib. xiv, c. 93.*

nemis avaient ruinés. Il marcha ensuite contre les Falisques et les Capenates, qu'il défit en bataille rangée; et après cette victoire qui lui laissait la campagne libre, il revint au siège, qu'il poussa avec beaucoup d'ardeur.

Les assiégés ne se défendaient pas avec moins de courage. Le dictateur, craignant de ne pouvoir emporter d'assaut et à force ouverte une place où il y avait une armée pour garnison, eut recours à la sape et aux mines. Ses soldats, à force de travail et à l'insu des assiégés, s'ouvrirent une route secrète qui les conduisit jusque dans le château. Ils se répandirent de là dans la ville; une partie alla charger par derrière ceux qui défendaient encore les murailles; d'autres rompirent les portes, et toute l'armée entra en foule dans la place. Le malheureux Veïen éprouva d'abord la fureur des victorieux. On ne pardonna qu'à ceux qu'on trouva désarmés; et le soldat, encore plus avare que cruel, courut au pillage avec la permission de son général.

La longueur du siège, les périls qu'on y avait courus, l'incertitude même du succès, tout cela fit recevoir à Rome avec des transports de joie la nouvelle de la prise de cette place. Tous les temples furent remplis de dames romaines;

et l'on ordonna quatre jours de prières publiques en actions de grâces, ce qui n'avait point encore été pratiqué dans les plus heureux succès de la république. Le triomphe même du dictateur eut quelque chose de particulier. Camille parut dans un char magnifique et tiré par quatre chevaux de poil blanc.

Cette singularité déplut au peuple ; et au milieu des louanges qu'il donnait au dictateur, il ne vit qu'avec une indignation secrète ce premier magistrat affecter une pompe réservée autrefois pour la royauté, et, depuis l'expulsion des rois, consacrée seulement au culte des dieux. Cela diminua l'estime et l'affection publiques ; et la résistance que Camille apporta depuis à de nouvelles propositions d'un tribun acheva de le rendre odieux à la multitude.

[359] T. Sicinius Dentatus<sup>1</sup>, tribun du peuple, proposa de faire une seconde Rome de la ville de Veïes, d'y envoyer, pour l'habiter, la moitié du sénat, des chevaliers et du peuple. Il en représentait la situation, la force, la magnificence des édifices et le territoire plus étendu et plus fertile que celui de Rome même ; et il ajoutait que les Romains par ce moyen pour-

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. v, c. 24. Plut. in Camillo, p. 89.*

raient conserver plus facilement leurs conquêtes.

Le peuple, toujours avide de nouveautés, reçut ces propositions avec de grandes démonstrations de joie. L'affaire, suivant l'usage, fut portée d'abord dans le sénat. Camille, qui ne faisait que sortir de la dictature, s'y opposa hautement. Ce n'est pas qu'il ne lui fût honorable de voir habiter par des Romains une ville si fameuse, et qui était devenue sa conquête ; il pouvait même penser que plus il y aurait d'habitans et plus il s'y trouverait de témoins de sa gloire ; mais il croyait que c'était un crime de conduire le peuple romain dans une terre captive et de préférer le pays vaincu à la patrie victorieuse. Il ajouta qu'il lui paraissait impossible que deux villes si puissantes pussent demeurer long-temps en paix, vivre sous les mêmes lois, et ne former cependant qu'une seule république ; qu'il se formerait insensiblement de ces deux villes deux états différens qui, après s'être fait la guerre l'un à l'autre, deviendraient à la fin la proie de leurs ennemis communs.

Les sénateurs et les principaux de la noblesse, touchés des remontrances de ce premier citoyen de la république, déclarèrent qu'ils mourraient plutôt aux yeux du peuple

romain que de quitter leur patrie. Les vieux et les jeunes se rendirent sur la place où le peuple était assemblé; et s'étant dispersés dans la foule, il conjurèrent le peuple, les larmes aux yeux, de ne pas abandonner cette ville auguste qui devait un jour commander à toute la terre, et à laquelle les dieux avaient attaché de si grandes destinées. Ils montraient ensuite de la main le Capitole, et demandaient aux plébéiens s'ils auraient bien le courage d'abandonner Jupiter, Vesta, Romulus, et les autres divinités tutélaires de la ville, pour suivre un Sicinius qui ne cherchait, par un partage si funeste, qu'à ruiner la république. Enfin ces sages sénateurs ayant su prendre la multitude par des motifs de religion, le peuple n'y put résister. Il céda, quoique à regret, à ce sentiment intérieur que produisent toujours les préjugés de l'éducation [361]. La proposition de Sicinius fut rejetée à la pluralité des voix<sup>1</sup>; et le sénat, comme pour récompenser le peuple de sa docilité, ordonna, par l'avis de Camille, qu'on distribuerait par tête sept arpens des terres des Veïens à chaque chef de famille; et que, pour porter les personnes libres à se marier, et les mettre en état d'élever des enfans qui servis-

<sup>1</sup> Tit. Liv. lib. v, c. 30.

sent un jour la république, on leur donnerait part dans cette distribution.

Le peuple, charmé de cette libéralité, donna de grandes louanges au sénat. On vit renaître la concorde entre ces deux ordres : le peuple, par déférence pour le sénat, consentit même qu'on rétablît le consulat. Sans le gouvernement de ces magistrats patriciens, les Éques furent vaincus et les Falisques s'étaient déjà donnés à la république. Tous ces avantages étaient attribués à la sagesse et à la valeur de Camille. Ce furent de nouvelles injures à l'égard des tribuns, qui ne pouvaient lui pardonner cette union du peuple avec le sénat, qu'ils regardaient comme son ouvrage et comme l'extinction de leur autorité.

Ils auraient bien voulu pouvoir se défaire de celui qui leur était seul plus redoutable que tout le sénat. Mais il était bien difficile d'attaquer un homme révééré de ses concitoyens pour ses vertus, adoré du soldat, et en qui on n'avait jamais reconnu d'autre intérêt que celui de sa patrie. Sa piété leur fournit le prétexte que leur envie et leur haine n'avaient pu leur inspirer. Ce général, avant que de faire monter ses soldats à l'assaut au siège de Veïes, avait voué de consacrer la dixième partie du butin à Apollon. Mais lorsque la ville fut emportée,

parmi le désordre et la confusion du pillage il ne se souvint point de son vœu. Et lorsque la délicatesse de sa conscience lui en rappela la mémoire, tout était dissipé. Il n'y avait pas moyen d'obliger les soldats à rapporter des effets ou qu'ils avaient consumés, ou dont ils s'étaient défaits. Dans cet embarras, le sénat fit publier que tous ceux qui auraient la crainte des dieux, estimassent eux-mêmes la valeur de leur butin, et qu'ils apportassent aux questeurs le dixième de cette valeur afin d'en faire une offrande digne de la piété et de la majesté du peuple romain.

Cette contribution faite à contre-temps irrita les esprits contre Camille. Les tribuns du peuple saisirent avec avidité cette occasion de se déchaîner contre lui. Ils rappelèrent le souvenir du jour de son triomphe où, contre l'usage, il avait paru dans un char tiré par quatre chevaux blancs. Ils ajoutaient que ce fier patricien, dont la politique était de tenir toujours le peuple dans l'indigence, ne feignait d'avoir voué aux dieux la dîme du pillage de Veïes, que pour avoir un prétexte de décimer le bien du soldat et de ruiner le peuple [362]. Là-dessus un de ces tribuns, appelé Lucius Apuleius, lui fit donner assignation devant l'assemblée du peuple, et l'accusa d'avoir dé-

tourné du pillage de Veïes certaines portes de bronze qu'on voyait chez lui.

Camille<sup>1</sup> étonné de ce nouveau genre d'accusation assembla chez lui ses amis et les principaux de sa tribu, et les conjura de ne pas souffrir que sur un si faible prétexte on condamnât leur général. Ces plébéiens, prévenus par les tribuns, après avoir tenu conseil entre eux, lui répondirent qu'ils paieraient volontiers l'amende à laquelle il serait condamné, mais qu'il n'était pas en leur pouvoir de le faire absoudre. Camille détestant leur faiblesse résolut de se bannir plutôt lui-même de Rome que de voir la honte d'une condamnation attachée à son nom. Il embrassa, avant que de partir, sa femme et ses enfans; et, sans être suivi de personne de considération, il arriva jusqu'à la porte de la ville. On rapporte qu'alors il s'arrêta, et que, se tournant vers le Capitole, il pria les dieux que ses ingrats concitoyens se repentissent bientôt d'avoir payé ses services par un si cruel outrage, et que leur propre calamité les obligeât de le rappeler. Il se réfugia ensuite à Ardée, ville peu éloignée de Rome<sup>2</sup>, où il apprit qu'il avait été con-

<sup>1</sup> *Plut. in Camillo.*—<sup>2</sup> *Tit. Liv. lib. v, c. 32. Plut. in Camillo. Val. Max. lib. v, c. 3, art. 2. Polyb.*

damné à une amende de quinze mille *asses*, qui peuvent revenir environ à cent cinquante écus de notre monnaie.

On crut que les imprécations de ce grand homme avaient excité la colère des dieux et attiré la guerre sanglante que les Gaulois firent aux Romains. Du moins ces deux événemens se suivirent de si près, que le peuple, toujours superstitieux, attribua la perte de Rome à l'exil de Camille qui l'avait précédée.

La première irruption des Gaulois en Italie<sup>1</sup> arriva sous le règne de Tarquin-l'Ancien, environ l'an du monde 3416, et de la fondation de Rome le 165<sup>e</sup>. Ambigat régnait alors sur toute la Gaule Celtique. Ce prince, trouvant ces grandes provinces remplies d'un trop grand nombre d'habitans, mit Sigovèse et Bellovèse, deux de ses neveux, à la tête d'une florissante jeunesse, qu'il obligea d'aller chercher des établissemens dans des contrées éloignées, soit que ce fût un usage commun, et qui se pratiquait encore dans le Nord jusque dans le dixième siècle, soit qu'Ambigat eût eu recours à ces colonies militaires pour se défaire d'une jeunesse vive, inquiète et remuante. Quoi qu'il

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. v, c. 34. Diod. Sic. Plut. Alpien. in Celt.*

en soit, le sort des augures envoya au-delà du Rhin Sigovèse, qui, prenant son chemin par la forêt Hercinie, s'ouvrit un passage par la force des armes, et s'empara de la Bohême et des provinces voisines. Bellovèse tourna du côté de l'Italie; et, après avoir passé les Alpes, les Senonois et les Manceaux, qui étaient en plus grand nombre dans son armée, s'emparèrent de ces belles provinces qui sont entre les montagnes des Alpes, celles de l'Apennin, la rivière du Tésin, et celle de Jesi, qui se jette dans la mer en-deçà d'Ancône. Ils s'y établirent; et quelques auteurs leur attribuent l'origine et la fondation des villes de Milan, Verone, Padoue, Bresse, Côme, et de plusieurs autres villes de ces contrées, qui subsistent encore aujourd'hui. La première guerre qu'ils eurent contre les Romains fut vers l'an du monde 3616, deux cents ans après leur passage en Italie. Ils assiégeaient alors *Clusium*, ville de la Toscane. Les habitans, craignant de tomber sous la puissance de ces barbares, implorèrent le secours des Romains, quoiqu'ils n'eussent d'autre motif pour l'espérer sinon qu'ils n'avaient point armé dans la dernière guerre en faveur des Veïens, comme avaient fait la plupart des autres peuples de l'Étrurie. Le sénat n'avait aucune alliance particulière avec

cette ville, se contenta d'envoyer en ambassade trois jeunes patriciens, tous trois frères et de la famille Fabia, pour ménager un accommodement entre ces deux nations. Ces ambassadeurs étant arrivés aux camps des Gaulois furent introduits dans le conseil. Ils offrirent la médiation de Rome et demandèrent à Brennus, roi ou chef de ces Gaulois transalpins, quelle prétention une nation étrangère avait sur la Toscane, ou s'ils avaient reçu en particulier quelque injure de ceux de Clusium. Brennus leur répondit fièrement que son droit était dans ses armes, et que toutes choses appartenaient aux hommes vaillans et courageux; mais que, sans avoir recours à ce premier droit de nature<sup>1</sup>, ils se plaignaient justement des Clusiens, qui, ayant beaucoup plus de terres qu'ils n'en pouvaient cultiver, avaient refusé de lui abandonner celles qu'ils laissaient en friche. « Ils nous font, ajouta-t-il, le même tort que vous faisiez autrefois les Sabins, ceux d'Albe et de Fidène, et que vous font encore tous les jours les Éques, les Volsques et tous vos voisins auxquels, les armes à la main, vous avez enlevé la meilleure partie de leur territoire : ainsi cessez de vous intéresser pour les Clu-

<sup>1</sup> *Plut. in Camillo.*

siens de peur de nous apprendre par votre exemple à défendre ceux que vous avez dépouillés de leur ancien domaine. »

Les Fabius, irrités d'une réponse si fière, dissimulèrent leur ressentiment; et sous prétexte de vouloir, en qualité de médiateurs, conférer avec les magistrats de Clusium, ils demandèrent à entrer dans la place. Mais ils ne furent pas plus tôt dans la ville, qu'au lieu d'agir suivant leur caractère et de faire la fonction de ministres de la paix, ces ambassadeurs, trop jeunes pour un emploi qui exige une extrême prudence, s'abandonnant à leur courage et à l'impétuosité de l'âge, exhortèrent les habitans à une vigoureuse défense. Pour leur en donner l'exemple, ils se mirent à leur tête dans une sortie; et Q. Fabius, chef de l'ambassade, tua de sa propre main un des principaux chefs des Gaulois. Brennus, justement irrité d'un tel procédé, ne se gouverna point en barbare. Il envoya un héraut à Rome pour demander qu'on lui livrât ces ambassadeurs qui avaient violé si manifestement le droit des gens; et, en cas de refus, cet envoyé avait ordre de déclarer la guerre aux Romains.

Le héraut étant arrivé à Rome et ayant exposé sa charge, l'affaire fut mise en délibération. Les plus sages du sénat voulaient qu'on

punit ceux qui avaient violé si manifestement le droit des gens, ou du moins qu'on tâchât d'apaiser les Gaulois à force d'argent; mais les plus jeunes, emportés par leur courage, rejetèrent cet avis comme indigne du nom romain. L'affaire fut renvoyée à l'assemblée du peuple; et Fabius Ambustus, père de ces ambassadeurs, qui quoique patricien avait su se rendre agréable au peuple, fit une brigue si puissante, que non-seulement il vint à bout de faire renvoyer le héraut sans satisfaction [363]; mais il eut encore assez de crédit pour faire créer ses enfans tribuns militaires et chefs de l'armée qu'on résolut d'opposer aux Gaulois. Brennus, au retour de son héraut, tourna sa colère et ses armes contre les Romains, et marcha droit à Rome. Son armée était nombreuse; tout fuyait devant lui; les habitans des bourgades et des villages désertaient à son approche; mais il ne s'arrêta en aucun endroit et il déclara qu'il n'en voulait qu'aux Romains.

Les tribuns militaires sortirent de Rome à la tête de quarante mille hommes. Ils n'avaient guère moins de troupes que Brennus; mais il y avait plus d'ordre et d'obéissance dans l'armée des Gaulois. Les généraux romains, depuis la disgrâce et l'exil de Camille, n'osaient agir avec une pleine autorité; et ils étaient réduits à

dissimuler la licence et le peu de discipline de leurs soldats au lieu de leur commander avec cet empire absolu qu'exige le service militaire. On remarqua même que ces tribuns, avant que de sortir de Rome, ne sacrifièrent point aux dieux et qu'ils négligèrent de consulter les auspices; cérémonies essentielles parmi un peuple rempli de superstitions et qui tirait son courage et sa confiance des signes propices que les augures lui annonçaient. Mais rien ne fit plus de tort aux Romains que la multitude des chefs. Il y avait dans leur armée six tribuns militaires avec une égale autorité, la plupart jeunes et qui avaient plus de courage que de capacité. Ils s'avancèrent avec audace au-devant des Gaulois, qu'ils rencontrèrent proche de la rivière d'*Allia*, à une demi-journée de Rome. Chaque nation rangea aussitôt son armée en bataille. Les Romains, pour n'être pas enfermés par les ennemis, étendirent les ailes et mirent leurs meilleurs soldats à la droite et à la gauche; ce qui rendit le centre plus faible. Ce fut l'endroit auquel les Gaulois s'attachèrent; ils eurent bientôt enfoncé et dissipé les cohortes qui occupaient ce poste. Les deux ailes se voyant coupées et leur centre occupé par les ennemis, prirent la fuite sans tirer l'épée. Ce fut moins une bataille qu'une déroute

générale; et dans ce désordre le soldat effrayé, au lieu de regagner Rome dont il n'était éloigné que de soixante stades, se jeta dans Veïes <sup>1</sup>. D'autres se noyèrent en voulant passer le Tibre à la nage; plusieurs, poursuivis par les ennemis, tombèrent sous le fer des victorieux; quelques-uns seulement, qui échappèrent à leur fureur, se sauvèrent dans Rome, où ils portèrent la terreur et la consternation. Le sénat, croyant que l'armée entière avait été taillée en pièces, et ne se trouvant pas de forces suffisantes pour défendre la ville, jeta dans la forteresse du capitolé tous les hommes capables de porter les armes. On y fit entrer tout ce qu'on avait pu ramasser de vivres; et, afin de les faire durer plus long-temps, on ne reçut dans la place que ceux qui étaient capables de la défendre. La plupart des vieillards, des femmes et des enfans, se trouvant sans chefs et sans dessein, se sauvèrent parmi les champs ou dans les villes prochaines. Mais les anciens sénateurs, plutôt que de porter leur misère et une vieillesse languissante chez les étrangers, résolurent de s'ensevelir sous les ruines de leur patrie et de finir leur vie dans une ville qu'ils ne pouvaient plus défendre. Plusieurs prêtres se joignirent à eux

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. v. Plut. in Camillo.*

et se dévouèrent généreusement à la mort comme ces illustres vicillards. Cette sorte de dévouement faisait partie de la religion, et les Romains étaient persuadés que le sacrifice volontaire que leurs chefs faisaient de leur vie aux dieux infernaux, jetait le désordre et la confusion dans le parti ennemi. Ces hommes vénérables, ayant pris, les uns leurs habits saints, et les autres leurs robes consulaires et toutes les marques de leurs dignités, se placèrent à la porte de leurs maisons dans des chaires d'ivoire, où ils attendirent avec fermeté l'ennemi et la mort.

Si, après la défaite d'Allia, les Gaulois eussent été droit à Rome<sup>1</sup>, la république était perdue et le nom romain éteint. Mais ces barbares ayant employé près de trois jours à partager leur butin, le temps qu'ils mirent à jouir pour ainsi dire des fruits de la victoire, leur en fit perdre tous les avantages. Les Romains pendant ce délai firent échapper leurs femmes et leurs enfans. Les sénateurs, et tout ce qu'il y avait d'hommes capables de porter les armes, se jetèrent dans le Capitole où ils ne pouvaient pas être forcés aisément. Brennus entra dans Rome et s'en rendit maître, environ l'an 363

*Plut. in Camillo.*

de sa fondation. Les portes étaient ouvertes, les murailles sans défense et les maisons sans habitans. Cette solitude, dans une ville très-peuplée, lui fit craindre quelque embûche; mais, comme il savait son métier, et qu'il était soldat et capitaine, il s'assura d'abord de sa conquête par de bons corps-de-garde qu'il mit dans les places publiques et dans les principales rues.

Le premier spectacle qui se présenta à ses yeux et qui attira le plus son attention, furent ces vénérables vieillards que nous avons dit qui s'étaient dévoués à la mort et qui l'attendaient à la porte de leurs maisons. Leurs habits magnifiques, leur barbes blanches, un air de grandeur et de fermeté, le silence même qu'ils observaient, tout cela étonna d'abord les Gaulois, et leur inspira le même respect qu'ils auraient eu pour des dieux. Ils n'osaient en approcher; mais un soldat, plus hardi que les autres, ayant touché par curiosité à la barbe d'un ancien sénateur <sup>1</sup>, ce généreux vieillard, ne s'accommodant pas de cette familiarité, lui déchargea un coup de son bâton d'ivoire sur la tête. Le soldat, pour s'en venger, le tua aussitôt; et, en même temps, les autres vieillards

<sup>1</sup> Marcus Papirius.

et les prêtres furent massacrés comme lui dans leurs chaires. Tout ce qui se trouva d'habitans qui n'avaient pu s'échapper, passa par le fer ennemi sans distinction de sexe ni d'âge. Brennus investit ensuite le capitolé , et fit sommer ceux qui s'y étaient renfermés de lui livrer la place ; mais les ayant trouvés inébranlables , il tenta d'emporter le fort par escalade. Les Romains , qui combattaient avec avantage , repoussèrent ces troupes et en firent périr un grand nombre. Brennus vit bien qu'il ne se rendrait maître que par la famine d'une place que la nature seule avait fortifiée. Mais , pour se venger de la résistance des Romains , il résolut de ruiner Rome entièrement. Ses soldats , par son ordre , mirent le feu aux maisons , abattirent les temples et les édifices publics , et rasèrent les murailles. Ainsi , au lieu d'une ville déjà célèbre dans toute l'Italie , il ne paraissait plus au milieu de ses débris que des collines et un vaste champ où Brennus fit camper cette partie de son armée qui tenait le Capitole investi ; l'autre fut envoyée au fourrage.

Ces troupes , qui , par la terreur de leurs armes , croyaient tenir tout le pays en sujétion , ne gardaient dans leurs marches ni ordre ni discipline. Les soldats s'écartaient pour

pillier; et ceux qui demeuraient en corps passaient les jours entiers à boire; l'officier comme le soldat ne pensaient point qu'ils eussent d'autres ennemis que ceux qui étaient renfermés dans le Capitole.

Camille depuis son exil s'était retiré à Ardée, comme nous l'avons dit. Ce grand homme, plus affligé des calamités de sa patrie que de son propre exil, entreprit de la venger de ces barbares. Il persuada sans peine à la jeunesse de la ville de le suivre; et, de concert avec les magistrats, sortit d'Ardée pendant une nuit obscure et surprit les Gaulois ensevelis dans le vin. Il en fit une horrible boucherie; et ceux qui échappèrent à la faveur des ténèbres tombèrent le lendemain entre les mains des paysans qui leur firent peu de quartier.

La nouvelle de cette défaite se répandit bientôt dans toute l'Italie. Les Romains qui s'étaient réfugiés à Veïes, et tous ceux qui s'étaient dispersés dans les villages voisins, s'assemblèrent; il n'y en eut pas un qui ne se reprochât l'exil de Camille comme s'il en eût été l'auteur; et, regardant ce grand homme comme leur unique ressource après la destruction de Rome, ils résolurent de le choisir pour leur chef. « Pourquoi faut-il, disaient-ils, que les Ardéates, qui sont des étrangers, se couvrent de gloire sous

la conduite de Camille, pendant que ses concitoyens errent comme de malheureux proscrits au milieu de leur propre pays? » 'Tous veulent lui obéir; tous veulent combattre sous ses enseignes. On lui envoie aussitôt des députés qui le conjurent de prendre sous sa protection des Romains fugitifs et les débris de la défaite d'Allia.

Camille se défendit d'abord d'accepter aucun commandement sur ce qu'il était banni. « Rome n'est plus, lui répondirent ces députés, et nous ne pouvons plus nous compter pour citoyens d'une ville qui a été absolument détruite. Vous voyez devant vous les tristes restes d'un état qui a fleuri pendant plus de trois siècles; une seule bataille a décidé de son sort et du nôtre; et il ne nous reste d'asile que dans votre camp. »

Camille, toujours soumis aux lois, ne se rendit point encore; et il les fit convenir d'envoyer auparavant à Rome pour reconnaître si le Capitole tenait encore; et, en ce cas, prendre les ordres du sénat qui s'y était enfermé. La commission était difficile : cette place était environnée de tous côtés de troupes ennemies. Cependant un jeune Romain, appelé Pontius Cominius, s'en chargea, et, au travers de mille périls, arriva au Capitole. On assembla aussitôt

le sénat. Ce député leur annonça la victoire de Camille , et il leur demanda , de la part de tous les Romains qui étaient dispersés , ce grand capitaine pour leur général. On n'employa pas beaucoup de temps à délibérer ; le sénat et les soldats qui représentaient le peuple , le déclarèrent tous d'une voix dictateur. On renvoya aussitôt Pontius avec le décret de sa nomination ; et ce jeune homme revint au camp avec le même bonheur qu'il avait eu en montant au Capitole.

Camille de l'exil passa à la première dignité de son pays. Il fut reconnu pour dictateur et pour souverain magistrat des Romains. Dans tout autre capitaine ce n'aurait été qu'un vain titre ; on ne lui donnait , avec cette qualité , ni troupes , ni argent pour en lever. Il trouva tout cela dans son courage et dans cette haute réputation qu'il avait si justement acquise. On n'eut pas plus tôt appris sa nouvelle dignité , qu'il accourut de tous côtés des soldats dans son camp ; et il se trouva bientôt à la tête de plus de quarante mille hommes , Romains ou alliés , qui tous se croyaient invincibles sous un si grand général.

Pendant qu'il armait , et qu'il songeait à faire lever le blocus du Capitole , quelques soldats gaulois ayant aperçu dans la montagne sur

laquelle ce fort est situé des traces du passage de Pontius, en firent leur rapport à Brennus qui forma aussitôt le dessein de surprendre cette place par la même route. Il choisit dans son armée ceux de ses soldats qui habitaient des montagnes et qui étaient accoutumés, dès leur jeunesse, à y gravir. Ces soldats, ayant reçu leurs ordres, partent la nuit à la faveur des ténèbres, grimpent de rocher en rocher ; et, avec beaucoup de peine et un péril encore plus grand, ils avancent peu à peu en se donnant la main les uns aux autres, et parviennent au pied de la muraille qui, de ce côté-là, se trouva peu élevée parce qu'un endroit si escarpé paraissait hors d'insulte.

La sentinelle était endormie, et les Gaulois commençaient à escalader la muraille, lorsque des oies consacrées à Junon, et qu'on nourrissait comme des oiseaux sacrés, par principe de religion, s'éveillèrent au bruit que firent les Gaulois et se mirent à crier. M. Manlius, personnage consulaire, s'éveille au bruit, accourt et se présente le premier pour défendre la muraille. Lui seul fait face aux ennemis ; il abat d'abord la main d'un Gaulois qui l'avait levée pour lui décharger un coup de hache ; et en même temps il frappe si rudement de son bouclier un autre soldat, qu'il le fait rou-

ler du haut en bas du rocher. Toute la garnison se porta bientôt au même endroit. On pousse, on presse les Gaulois : Manlius, à la tête des Romains, les renverse les uns sur les autres; le terrain leur manque pour pouvoir s'enfuir; et la plupart, en voulant éviter le fer ennemi, se jettent dans des précipices, en sorte qu'il y en eut peu qui pussent regagner leur camp.

La première chose que firent les assiégés, après avoir évité un si grand péril, fut de précipiter du haut du rocher la sentinelle qu'on avait trouvée endormie. Il fut question ensuite de récompenser M. Manlius qui, par sa vigilance et par sa valeur, venait de sauver la république. Chaque soldat lui donna une demi-livre de farine et une petite mesure de vin qu'il se déroba sur son nécessaire : récompense qui n'est remarquable que par rapport à la disette des vivres qui commençaient à manquer dans la place. Brennus, désespérant de s'en rendre maître autrement que par la famine, la tenait si étroitement investie, que depuis sept mois que durait le siège on n'avait pu y jeter le moindre secours.

La même disette se faisait sentir dans son camp. Depuis qu'on avait déferé la dictature à Camille, cet habile général, maître de la

campagne ; occupait tous les passages. Les Gaulois n'osaient s'écarter pour aller au fourrage sans s'exposer à être taillés en pièces ; en sorte que Brennus , qui assiégeait le Capitole , était assiégé lui-même , et il souffrait les mêmes incommodités qu'il faisait souffrir aux assiégés.

Dans cette misère commune , les sentinelles du Capitole et celles de l'armée ennemie commencèrent à parler d'accommodement. Ces discours passèrent insensiblement aux chefs , qui ne s'en éloignèrent pas. Le sénat , qui n'avait aucune nouvelle de Camille depuis qu'il l'avait nommé dictateur , et qui se voyait pressé par la faim , résolut d'entrer en négociation. Sulpicius , tribun militaire , en fut chargé ; et il convint avec Brennus de lui donner mille livres d'or , à condition qu'il lèverait le siège et qu'il sortirait incessamment des états de la république. On apporta l'or ; mais quand il fut question de le peser , les Gaulois se servirent de faux poids. Les Romains se récriant contre cette supercherie , Brennus , au lieu de faire cesser une injustice si visible , mit , outre le poids , son épée et son baudrier dans le plat qui contrepesait l'or. Sulpicius , outré d'une si indigne vexation , lui demanda la raison d'une conduite si extraordinaire. « Et qu'est-ce que

ce pourrait être , répondit insolemment le barbare , sinon malheur aux vaincus ? »

Pendant cette contestation , Camille s'était avancé jusqu'aux portes de Rome avec son armée. Ayant appris qu'on était entré en conférence , il prit avec lui sept principaux officiers ; et s'étant fait accompagner d'une grosse escorte , il résolut de se rendre au lieu de la conférence pour y ménager lui-même les intérêts de son pays , ou , comme il est plus vraisemblable , pour faire connaître aux députés des assiégés qu'il était en état de les dégager et de faire lever le siège.

Son armée , par ses ordres , le suivait au petit pas ; et les Gaulois qui se reposaient sur la foi d'un traité de paix , laissèrent approcher les premiers corps de cette armée sans s'y opposer.

Aussitôt que Camille parut dans l'assemblée , les députés du sénat s'ouvrirent pour lui faire place comme au premier magistrat de la république. Après lui avoir rendu compte du traité qu'ils avaient fait avec Brennus , ils se plaignirent de la supercherie que ce prince leur faisait dans l'exécution : « Rempportez cet or dans le Capitole , dit-il à ces députés , et vous , Gaulois , ajouta-t-il , retirez-vous avec vos poids et vos balances. Ce n'est qu'avec du fer que les Romains doivent recouvrer leur pays. »

Brennus, surpris de cette hauteur qu'il n'avait point encore éprouvée dans aucun Romain, lui représenta qu'il contrevenait à un traité conclu. Mais Camille lui repartit qu'étant dictateur, on n'avait pu rien arrêter sans sa participation. La dispute s'échauffant, on en vint bientôt aux armes. Camille, qui l'avait prévu, fit avancer ses troupes; on se chargea de part et d'autre avec beaucoup de fureur. Les Romains, malgré l'inégalité du lieu où ils combattaient, poussent de tous côtés les Gaulois; Brennus les rallie, lève le siège, et campe à quelques milles de Rome. Camille le suit avec la même ardeur, l'attaque de nouveau, et le défait; la plupart des Gaulois furent tués sur la place ou dans la fuite, par les habitans des villages prochains.

Ce fut ainsi que Rome, qui avait été prise contre toute apparence, fut recouvrée par la valeur d'un exilé qui sacrifia son ressentiment au salut de sa patrie. Mais s'il la sauva dans la guerre et par la voie des armes, on peut dire qu'il la conserva une seconde fois pendant la paix et après en avoir chassé les ennemis.

La ville était détruite, les maisons abattues, les murailles de la ville rasées, comme nous l'avons dit; et il fallait pour ainsi dire chercher Rome dans Rome même. Dans une désol-

lation si générale, les tribuns du peuple renouvelèrent l'ancienne proposition de s'établir à Veïes ; et ils demandaient qu'on y transférât le sénat et le peuple, et qu'on en fit le siège de l'empire.

Ils représentaient dans toutes les assemblées l'extrême misère du peuple, échappé comme tout nu du naufrage, épuisé par tant de malheurs, sans forces, sans argent, et incapable de rebâtir une ville entière dont il ne restait plus que des ruines ; pendant que Veïes offrait aux Romains une place fortifiée par l'art et la nature, des bâtimens superbes, un air sain et un territoire fertile.

Le sénat, qui s'était fait un point de religion de n'abandonner jamais Rome, n'opposait à des motifs qui paraissaient si raisonnables, que des prières et des caresses. Les plus illustres de ce corps montraient au peuple les tombeaux de leurs ancêtres ; d'autres les faisaient souvenir des temples que Romulus et Numa avaient consacrés ; et ils n'oublèrent pas cette tête d'homme trouvée autrefois dans les fondemens du Capitole, et qui, selon la réponse des Augures, signifiait que l'empire du monde serait attaché à cette place, qui deviendrait comme la capitale de toutes les nations.

[364] Camille, qui seul dans cette révolu-

tion avait plus d'autorité et de considération que le sénat entier, demandait aux uns pourquoi ils s'étaient enfermés au Capitole, et aux autres pourquoi ils avaient combattu en pleine campagne, avec tant de courage, pour recouvrer Rome, s'ils étaient résolus de l'abandonner. « Songez, leur disait-il, qu'en vous retirant à Veïes, vous allez prendre le nom d'un peuple vaincu et abandonner celui de Romains avec les grandes destinées que les dieux y ont attachées, et qui, avec votre nom, passeront aux premiers barbares qui s'empareront du Capitole; et qui, par ce changement, deviendront peut-être un jour vos maîtres et vos tyrans. » Ces motifs, tirés de la religion et de la gloire, touchèrent un peuple superstitieux et hautain, qui préférait l'espérance seule de l'empire aux commodités présentes de la vie; et une parole échappée au hasard acheva de le déterminer. Le sénat s'était assemblé extraordinairement pour délibérer sur une affaire si importante; c'était à L. Lucretius à opiner le premier <sup>1</sup>. Comme ce sénateur ouvrait la bouche pour dire son avis, on entendit le capitaine qui montait la garde, crier à celui qui portait le drapeau de s'arrêter là, et d'y planter

<sup>1</sup>. *Plut. in Camillo.*

son enseigne : « Car, ajouta cet officier, c'est ici qu'il faut demeurer. »

Cette voix, qui fut entendue dans le temps même qu'on était en peine du parti qu'on devait prendre, sembla être venue du ciel : « J'accepte l'augure, s'écria Lucretius, et j'adore les dieux qui nous donnent un si heureux conseil. » Tout le sénat applaudit à son avis. Cette nouvelle, répandue dans le peuple, changea la disposition des esprits; et une parole jetée au hasard, mais tournée en présage, eut plus de pouvoir que les raisons les plus solides du sénat. On ne parla plus de Veïes; chacun s'empessa de bâtir, sans même discerner son propre fonds de celui d'autrui. La république donna une maison située au Capitole, à M. Manlius, comme un monument de sa valeur et de la reconnaissance de ses concitoyens. Mais en même temps qu'elle récompensait un service si important, elle crut devoir punir Q. Fabius Ambustus, qui avait violé le droit des gens et attiré le ressentiment et les armes des Gaulois.

C. Martius Rutilus, tribun du peuple, le fit assigner pour rendre raison devant l'assemblée du peuple de la conduite qu'il avait tenue dans son ambassade. Le sénat, qui ne pouvait lui pardonner l'extrémité à laquelle il avait réduit la république, ne s'intéressa point à sa dé-

fense; tout le crédit que son père avait parmi le peuple ne put pas le sauver. Ses parens publièrent qu'une mort subite avait empêché la décision de cette affaire. C'est ce qui ne manquait jamais d'arriver à ceux qui avaient le courage de prévenir leur condamnation et la honte du supplice.

Cependant ce qui était resté de citoyens dispersés dans les provinces, ceux qui, pendant que les Gaulois étaient maîtres de Rome, s'étaient établis à Veïes<sup>1</sup> ou dans les villes voisines, les prêtres, les femmes et les enfans, tous reviennent à Rome. On ne songe qu'à se loger; on bâtit de tous côtés; il était permis de prendre de la pierre où on en pourrait trouver. La tuile fut fournie aux dépens de l'état; et on poussa le travail avec tant d'ardeur, qu'en moins d'un an la ville fut entièrement rétablie.

Rome, pour ainsi dire, semblait renaître de ses cendres; mais à peine ses habitans commençaient-ils à respirer, que de nouvelles guerres leur firent reprendre les armes [365]. Les Toscans, les Éques et les Volsques, tous voisins de Rome, et par conséquent ses ennemis, firent une ligue pour l'accabler avant qu'elle eût repris ses forces. Les Latins et les

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. vi, c. 4.*

Herniques , quoique alliés du peuple romain , mais toujours jaloux de sa grandeur , entrèrent dans ce dessein , et fournirent leur contingent de troupes. Les uns et les autres se flattaient qu'après tant de pertes ils trouveraient la ville sans défense. Ils se jetèrent de concert , et par différens côtés , sur son territoire ; et après avoir ravagé le pays et réuni leurs troupes , ils marchèrent droit à Rome. On en fit sortir les tribuns militaires à la tête des légions pour empêcher les ennemis de pénétrer plus avant. Mais ces généraux , sans avoir combattu , se laissèrent enfermer dans des gorges et dans des détroits. Tout ce qu'ils purent faire , fut de gagner le sommet du mont de Mars , où ils se retranchèrent. Leur camp était à la vérité hors d'insulte à l'égard des ennemis , mais aussi il était inaccessible aux convois ; et l'armée courait risque de mourir de faim.

Dans cette extrémité on eut recours à un général toujours supérieur aux périls et aux difficultés <sup>1</sup> : Camille fut nommé dictateur pour la troisième fois. Aussitôt il fit prendre les armes à tous les citoyens , sans en excepter les vieillards. Au seul bruit de son nom et de sa marche , la peur saisit les ennemis ; ils ne songent

<sup>1</sup> *Plut. in Camillo.*

plus à vaincre; toute leur attention est de n'être point vaincus; ils se retranchent dans leur camp qu'ils fortifient avec soin d'une palissade de pieux et d'un grand abattis d'arbres. Camille s'en approche; et, en ayant reconnu la disposition, il remarqua que tous les matins il s'élevait un grand vent qui venait des montagnes. Sur cette observation il forma secrètement le plan de son entreprise. Une partie de ses troupes firent d'un côté du camp une fausse attaque, pendant que, de l'autre, des soldats, instruits des intentions de leur général, jetèrent contre cette clôture de bois des traits enflammés et des matières combustibles, qui, à la faveur du vent qui s'éleva à l'ordinaire, eurent bientôt embrasé cette palissade. Le feu gagne les tentes; le soldat effrayé, sans attendre l'ordre de ses officiers, se jette avec précipitation hors du camp. Tout sort en foule et en confusion, et tombe dans les armes des Romains qui en font un grand carnage. Camille envoya pour lors éteindre le feu pour sauver le butin dont il fit la récompense de ses soldats.

Le même bonheur l'accompagna contre les Éques et les Toscans. Il leur fit la guerre pendant près de quatre ans, soit comme dictateur, soit en qualité de tribun militaire: et dans toutes

ces guerres il eut le même succès , et en revint toujours victorieux.

Mais , sans m'arrêter à cette suite d'actions glorieuses qui ne sont point de mon sujet , je me contenterai d'observer qu'il ne fut pas moins redevable à sa sagesse qu'à sa valeur du titre que ses concitoyens lui déférèrent , de restaurateur de sa patrie , et de second fondateur de Rome.

De tous les Romains il n'y eut que Marcus Manlius , personnage consulaire , qui s'opposât à cette estime générale. C'était à la vérité un des plus braves guerriers que Rome eût jamais élevés ; mais son ambition et sa vanité étaient encore plus grandes que sa valeur <sup>1</sup> : il ne pouvait souffrir qu'on lui préférât Camille dans la conduite des armées. « Si je n'avais conservé la forteresse et le Capitole , disait-il , Camille eût-il pu recouvrer Rome ? Et quand il en a chassé les Gaulois , ne sait-on pas qu'il les a surpris dans une conférence , et dans le temps même qu'ils se reposaient sur la foi d'un traité solennel ? »

[367] C'était par de pareils discours qu'il soulageait son envie , et qu'il tâchait d'obscurcir la gloire d'un homme qu'il regardait comme

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. vi, c. 11. Plut. in Camillo.*

son rival. L'ambition dont il était dévoré se trouvant jointe à une vanité excessive, il prit le chemin qu'ont accoutumé de tenir ceux qui affectent la tyrannie. Il se mit à flatter le peuple comme aurait pu faire un tribun ; et, non content de renouveler les propositions dangereuses du partage des terres, le fondement ou le prétexte de toutes les séditions, il tâcha d'en exciter de nouvelles sous prétexte de vouloir soulager le peuple et de lui fournir les moyens d'acquitter les dettes que la plupart des plébéiens avaient contractées pour rebâtir leurs maisons. Il payait pour les uns et répondait pour les autres. Il vendit ses terres pour acquitter leurs dettes ; et il déclara que, tant qu'il lui resterait un sol de bien, il ne souffrirait point qu'on mît ses concitoyens dans les fers. Quelquefois il les arrachait des mains de leurs créanciers et empêchait qu'on ne les menât en prison. Par cette conduite violente et séditeuse, il se fit bientôt comme une grande escorte de tous ces gens, dont la plupart avaient consumé leur bien dans la débauche, qui ne l'abandonnaient plus, et qui excitaient un tumulte continuel dans la place.

Il leur représentait tantôt en public et tantôt en particulier que les nobles, non contents de posséder seuls des terres qui devraient être

partagées également entre tous les citoyens , s'étaient encore approprié l'or destiné à payer les Gaulois , et qui provenait de la contribution volontaire de tous ceux qui s'étaient enfermés dans le Capitole. Il ajoutait que ces mêmes patriciens s'étaient encore enrichis du butin trouvé dans le camp de Brennus , et dont le prix seul suffisait pour acquitter toutes les dettes du peuple.

Ce discours , répété en différentes occasions et semé adroitement par ses partisans , souleva la multitude ; toutes les autres prétentions cessèrent ; un si grand objet et l'espérance de voir toutes les dettes des particuliers acquittées , ne laissèrent point d'autres pensées que le désir de tirer ces richesses des mains des patriciens. La sédition s'augmentait de jour en jour , et son auteur la rendait encore plus formidable. Le sénat , dans ce désordre , résolut d'avoir recours au remède ordinaire et de créer un dictateur : on se servit du prétexte d'une nouvelle guerre contre les Volsques. Mais personne n'ignorait que ce magistrat aurait des ennemis plus redoutables à combattre dans la ville qu'au dehors. [368] Cette dignité tomba à A. Cornelius Cossus , qui nomma Quintius Capitolinus pour général de la cavalerie.

Les Volsques furent défaits <sup>1</sup>, mais la sédition augmentait tous les jours; et le dictateur fut obligé de revenir à Rome. Après avoir concerté avec le sénat la conduite qu'il devait tenir, il se rendit sur la place accompagné du sénat et d'une foule de patriciens; il monta sur son tribunal, d'où il envoya un licteur sommer Manlius de comparaître devant lui.

Manlius, se voyant cité devant le souverain magistrat de la république, se fit suivre sur la place par tous ses partisans; et il approcha du tribunal du dictateur avec une escorte si nombreuse, qu'il pouvait donner plus de crainte à ses juges, qu'il n'était capable d'en prendre de leur autorité. Le sénat et le peuple étaient séparés comme deux partis différens près d'en venir aux mains, ayant chacun leur chef à leur tête.

Alors le dictateur ayant fait faire silence, et s'adressant à Manlius : « Je sais, lui dit-il, que vous accusez les principaux du sénat d'avoir détourné l'or destiné pour les Gaulois et le butin fait dans leur camp, et que vous avez fait espérer en même temps au peuple que ce fonds seul suffirait pour acquitter toutes ses

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. vi, c. 15.*

dettes. Je vous commande de nommer tout à l'heure ceux que vous accusez d'avoir détourné cette partie du trésor public; sinon, pour empêcher que vous ne séduisiez plus long-temps le peuple par des mensonges et des espérances trompenses, j'ordonne qu'on vous conduise sur-le-champ en prison <sup>1</sup> comme un séditeux et un calomniateur. »

Manlius, surpris de la manière impérieuse et sévère dont le dictateur l'interrogeait, et sans vouloir s'engager dans les preuves d'un fait de cette importance, lui répondit qu'il lui demandait une chose qu'il savait aussi bien que lui; et il ajouta : « Mais ce qui vous fâche, vous A. Cornelius et ce qu'il y a dans cette assemblée de sénateurs ou de patriciens, n'est-ce pas cette foule de peuple dont je suis environné? Que ne m'enlevez-vous cette affection dont vous êtes si jaloux? ou du moins que ne tâchez-vous de la partager avec moi? Soulagez les pauvres citoyens qui gémissent sous le poids des usures dont ils sont accablés; empêchez qu'on ne les jette dans les fers; prenez la protection de ces généreux plébéiens qui, à mon exemple, ont conservé le Capitole; défendez

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. vi, c. 15. Plut. in Camillo. Diod. Sic. lib. xv, c. 35.*

ceux qui, au prix de leur sang, ont recouvré l'endroit même où est placé votre tribunal et le siège de votre empire; payez les uns, répondez pour les autres, et vous verrez la multitude vous suivre et vous marquer sa reconnaissance et son attachement. »

Le dictateur lui repartit qu'il ne prendrait pas le change; qu'il lui commandait de parler sans tant de détours, et de nommer précisément ceux qu'il accusait d'avoir profité de l'or et des dépouilles des Gaulois, ou de reconnaître devant tout le peuple qu'il n'était qu'un calomniateur. Manlius, pressé et confus, lui dit qu'il n'était pas résolu de donner cette satisfaction à ses ennemis. Sur quoi, le dictateur commanda qu'on le conduisit en prison. Les licteurs ne l'eurent pas plus tôt arrêté, que Manlius, pour faire soulever le peuple, invoqua tous les dieux qui étaient révéérés au Capitole et dans Rome; et se tournant du côté de la multitude : « Souffrirez-vous, généreux Romains, s'écria-t-il, que votre défenseur soit traité si indignement par des ennemis jaloux de sa gloire ? »

Mais, malgré ses cris, l'ordre du dictateur fut exécuté. On le conduisit en prison, et personne ne branla pour le secourir. Le grand nombre de ses partisans se contentèrent de

marquer leur douleur par des habits de deuil; ce qui ne se pratiquait que dans les plus grandes calamités. Il y en eut même qui laissèrent croître leur barbe et leurs cheveux. Le dictateur se démit de sa dignité après avoir triomphé pour la victoire qu'il avait remportée sur les Volsques. Le peuple ne fit voir qu'un chagrin morne dans un jour de joie; et on l'entendit dire que le principal ornement manquait à ce superbe triomphe; et qu'il était surpris de n'y pas voir Manlius, chargé de chaînes, attaché au char du dictateur. Il y en avait même qui, pour émouvoir la multitude, lui représentaient que Manlius avait eu assez de courage pour défendre seul tout le peuple contre les Gaulois; mais que, parmi un si grand peuple, il ne se trouvait pas un seul homme qui entreprît de défendre Manlius contre le sénat; qu'il était honteux qu'on traitât si indignement un consulaire, et qu'il fallait rompre les fers du défenseur de la liberté publique. Le sénat, craignant que le peuple en fureur ne brisât les portes des prisons, et que Manlius, délivré par des voies aussi violentes, ne poussât plus loin son audace, crut assoupir cette affaire en le relâchant de sa propre autorité. Mais, au lieu d'apaiser la sédition, il donna par une politique si timide un chef aux séditieux, et un

chef irrité par la honte de sa prison et incapable de suivre des conseils modérés.

En effet, il ne fut pas plus tôt sorti de prison, qu'au lieu de profiter de sa disgrâce, il excita de nouveau le peuple à faire revivre ses anciennes prétentions. Il ne parlait dans les assemblées particulières, que de la justice qu'il y avait à partager les terres publiques, et de la nécessité d'établir une juste égalité entre tous les citoyens d'une même république. « Mais vous ne viendrez jamais à bout d'une si haute entreprise, ajouta-t-il en adressant la parole à ses partisans les plus dévoués, tant que vous n'opposerez à l'orgueil et à l'avarice des patriciens que des plaintes, des murmures et de vains discours. il est temps de vous affranchir de leur tyrannie; il faut abattre les dictatures et les consulats. Établissez un chef qui commande aussi bien aux patriciens qu'au peuple. Si vous me jugez digne de cette place, plus vous me donnerez de pouvoir, et plus tôt vous vous assurerez la possession des choses que vous demandez depuis si long-temps. Je ne veux d'autorité que pour vous faire tous riches et heureux. »

On prétend que, par ce discours séditieux, il avait voulu insinuer à ses créatures le dessein de rétablir la royauté en sa personne. Mais on

ne sait de quelles personnes il prétendait se servir dans une entreprise aussi difficile , ni jusqu'où il poussa ce projet ambitieux. Ce qui paraît de plus certain, c'est qu'il se faisait des assemblées secrètes dans sa maison du Capitole; qu'il n'y appelait ni A. Manlius, ni T. Manlius ses frères, ni aucun de ses parens, et qu'on n'y voyait au contraire que des gens abymés de dettes ou déshonorés par leurs débauches.

Le sénat, effrayé de ces cabales, rendit un décret et un sénatus-consulte [369], par lequel il était ordonné aux tribuns militaires, qui représentaient les consuls, *de veiller exactement à ce que la république ne reçût aucun dommage* : formule qui ne se prononçait que dans les plus grands périls de l'état, et qui donnait à ces magistrats une autorité peu différente de celle du dictateur. On proposa ensuite différens moyens pour prévenir les mauvais desseins de Manlius; quelques sénateurs s'écrièrent que la république dans cette occasion aurait besoin d'un autre Servilius Ahala qui, par un coup hardi et la mort d'un mauvais citoyen, rétablît le calme et la tranquillité.

Mais M. Menius et Q. Petilius, quoique tous deux tribuns du peuple, s'offrirent au sénat, et ouvrirent un avis plus sûr et plus convenable à la modération de cette compagnie. Ces deux

magistrats, prévoyant que la perte de leurs dignités suivrait de près celle de la liberté, représentèrent que, dans la disposition où étaient les esprits, on ne pouvait attaquer Manlius à force ouverte sans intéresser le peuple à sa défense; que des voies de fait étaient toujours dangereuses, et pouvaient exciter une guerre civile; qu'il fallait commencer par séparer les intérêts du peuple de ceux de Manlius; qu'ils étaient prêts à se rendre ses accusateurs comme d'un homme qui affectait la tyrannie; que le peuple, de protecteur de Manlius, deviendrait son juge, et un juge inexorable quand il verrait qu'il s'agirait d'un attentat et d'une conspiration contre la liberté; que l'accusé était patricien et que des tribuns seraient ses accusateurs. Le sénat embrassa ce conseil: on fit assigner Manlius; et, comme il s'agissait d'un crime capital, il parut devant ses juges vêtu de deuil. Mais il se présenta seul, sans qu'aucun de ses parens voulût l'accompagner, ni s'intéresser dans sa disgrâce: tant l'amour de la liberté et la crainte d'être assujétis prévalaient dans le cœur des Romains sur toutes les liaisons du sang et de la nature!

Ses accusateurs lui reprochèrent ses discours séditieux, les changemens qu'il avait proposé de faire dans le gouvernement, ses largesses

intéressées pour soulever la multitude, et la fausse accusation dont il avait offensé tout le corps du sénat. Manlius, sans entrer dans la discussion de ces différens chefs, n'y répondit que par le récit de ses services, et des témoignages qu'il en avait reçus de ses généraux. Il représenta des bracelets, des javelots, deux couronnes d'or, pour être entré le premier dans une ville ennemie par la brèche; huit couronnes civiques pour avoir sauvé la vie, dans des batailles, à autant de citoyens; et trente dépouilles d'ennemis qu'il avait tués de sa main en combat singulier. Il se découvrit en même temps la poitrine, qu'il fit voir toute couverte des cicatrices que lui avaient laissées les blessures qu'il avait reçues dans ces combats. Enfin il appela Jupiter et les autres dieux à son secours; et, se tournant vers l'assemblée, il conjura le peuple de jeter les yeux sur le Capitole avant que de le condamner.

Le peuple, attendri par un spectacle si touchant, ne pouvait se résoudre à user de toute la sévérité des lois contre un homme qui venait de sauver la république. La vue du Capitole, où il avait combattu si vaillamment contre les Gaulois, affaiblissait l'accusation et attirait la compassion de la multitude. Les tribuns s'aperçurent bien que s'ils n'éloignaient le peuple de

la vue de cette forteresse, le criminel y trouverait un asile contre les accusations les mieux prouvées. Ainsi, de peur qu'il ne leur échappât, ils remirent la décision de cette affaire à un autre jour, et ils assignèrent le lieu de l'assemblée hors de la porte Flumentale. Alors, comme l'objet qui l'avait sauvé ne frappait plus les yeux de ses juges, Manlius fut condamné à être précipité du haut du Capitole même; et ce lieu qui avait été le théâtre de sa gloire devint celui de son supplice et de son infamie. Depuis ce temps-là, aucun de ses descendants ne prit le nom de *Marcus*; sa maison, qui avait servi à ses assemblées secrètes, fut rasée; et il fut ordonné qu'aucun patricien ne pourrait demeurer au Capitole, de peur que la situation avantageuse d'un fort qui dominait sur toute la ville ne fit naître et ne facilitât le dessein de l'assujétir [370].

Le peuple, qui plaint indifféremment tous les malheureux, sans distinguer les criminels des innocens, ne fut pas long-temps sans regretter Manlius. Il eut bientôt oublié son ambition; il ne se souvint que de son courage et de sa valeur, et surtout de l'attachement qu'il avait fait paraître pour ses intérêts. Ceux qui en avaient reçu des bienfaits, reprochaient à la multitude que ses favoris ne duraient pas long-

temps, et que le peuple les avait toujours abandonnés lâchement à la cruauté du sénat; que ce premier ordre ne pouvait souffrir de vertus trop éclatantes; que Sp. Cassius, autre consulaire, qui les appelait au partage des terres; que Melius, qui dans une famine les avait assistés si généreusement, avaient été misérablement opprimés par la jalousie des grands; et que par les mêmes artifices ils venaient de perdre Manlius, qui n'avait péri que parce que ce généreux citoyen les voulait délivrer des usures énormes dont ils étaient accablés [371]. La peste, qui arriva peu de temps après, ne manqua pas d'être attribuée par le petit peuple au supplice de ce consulaire. On disait que Jupiter, vengeur d'un sang si illustre, n'avait pu souffrir qu'on eût fait périr si injustement le défenseur de son temple.

De nouvelles guerres, qui s'allumèrent successivement contre les Volsques, les Circéiens et les Prénestins, et qui durèrent près de six ans, étouffèrent ces bruits populaires. La paix fit naître de nouvelles dissensions, comme si c'eût été la destinée de Rome de ne pouvoir conserver en même temps la tranquillité au dedans et au dehors de l'état.

Un grand nombre de plébéiens s'étaient distingués dans ces guerres, et y avaient même ac-

quis des richesses qui leur donnaient une nouvelle considération. Ces plébéiens, qui avaient le courage élevé, osèrent aspirer au consulat et au commandement des armées. Pour y parvenir, ils insinuaient dans toutes les assemblées qu'on ne verrait jamais la concorde parfaitement rétablie dans la république tant que les dignités seraient réservées aux seuls patriciens; que l'égalité était le fondement le plus solide de l'union, et qu'il fallait admettre indifféremment dans le consulat des plébéiens comme des patriciens; que l'espérance de parvenir à tous les honneurs de la république exciterait une noble émulation entre les deux ordres de l'état, et qu'il n'y aurait plus de plébéien qui ménagerât sa vie quand les dignités, les honneurs, la noblesse et la gloire seraient communs entre tous les citoyens.

Le petit peuple, uniquement touché des commodités de la vie, parut peu sensible à ces prétentions si magnifiques; les patriciens, d'un autre côté, s'y opposèrent long-temps et avec beaucoup de courage et de fermeté. Ce fut pendant plusieurs années un sujet continuel de disputes entre le sénat et les tribuns du peuple. Enfin les larmes d'une femme emportèrent ce que l'éloquence, les brigues et les cabales des tribuns n'avaient pu obtenir : tant

il est vrai que ce sexe artificieux n'est jamais plus fort que quand il fait servir sa propre faiblesse au succès de ses desseins ! C'est ce qu'il faut développer par rapport à la matière que nous traitons.

M. Fabius Ambustus <sup>1</sup>, outre ses trois fils dont nous venons de parler au sujet de la guerre des Gaulois, avait encore deux filles dont l'aînée était mariée à Ser. Sulpicius, patricien de naissance, et qui était alors tribun militaire ; et la cadette avait épousé un riche plébéien, appelé C. Licinius Stolon [377]. Un jour que la femme de ce plébéien se trouva chez sa sœur, le licteur qui précédait Sulpicius à son retour du sénat, frappa à sa porte avec le bâton des faisceaux pour annoncer que c'était le magistrat qui allait rentrer. Ce bruit extraordinaire fit peur à la femme de Licinius ; sa sœur ne la rassura que par un souris fin, et qui lui fit sentir l'inégalité de leurs conditions. Sa vanité, blessée par une déférence si humiliante, la jeta dans une sombre mélancolie. Son père et son mari lui en demandèrent plusieurs fois le sujet sans pouvoir l'apprendre ; elle affectait d'en couvrir la cause par un silence opiniâtre. Ces deux Romains, à qui elle était chère, redoublèrent leurs empressements et

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 34.*

n'oublièrent rien pour lui arracher son secret. Enfin, après avoir résisté autant qu'elle crut le devoir faire pour exciter leur curiosité, elle feignit de se rendre; elle leur avoua, les larmes aux yeux et avec une espèce de confusion, que le chagrin la ferait mourir si, étant sortie du même sang que sa sœur, son mari ne pouvait pas parvenir aux mêmes dignités que son beau-frère.

Fabius et Licinius, pour l'apaiser, lui firent des promesses solennelles de n'épargner rien pour mettre dans sa maison les mêmes honneurs qu'elle avait vus dans celle de sa sœur; et, sans s'arrêter à briguer le tribunat militaire, ils portèrent tout d'un coup leurs vues jusqu'au consulat. Le beau-père, quoique patricien, se joignit à son gendre; et, par complaisance pour sa fille ou par ressentiment de la mort de son fils que le sénat avait abandonné, il prit des intérêts opposés à ceux de son ordre. Licinius et lui associèrent dans leur dessein L. Sextius, d'une famille plébéienne, également estimé par sa valeur et par son éloquence, intrépide défenseur des droits du peuple, et auquel, de l'aveu même des patriciens, il ne manquait qu'une naissance plus illustre pour pouvoir remplir toutes les charges de la république.

C. Licinius et L. Sextius convinrent d'abord de briguer le tribunat plébéien, afin de s'en faire comme un degré pour parvenir à la souveraine magistrature; ils l'obtinent sans peine. A peine eurent-ils fait ce premier pas, qu'ils résolurent de travailler à rendre le consulat commun aux deux ordres de la république. Pour y parvenir et empêcher que le sénat, par son crédit, ne mît deux patriciens en même temps dans les deux places de consuls, ils formèrent le projet d'une loi par laquelle il serait statué que l'une de ces deux places ne pourrait jamais être remplie que par un plébéien.

Il était question d'intéresser tout le corps du peuple dans ce projet; ce qui n'était pas si aisé, la multitude étant bien plus touchée de l'espérance du partage des terres ou de la diminution des dettes que de la dignité consulaire, qui ne pouvait jamais regarder que les plus puissans de son ordre. Ainsi les deux tribuns convinrent de lier pour ainsi dire ces propositions ensemble, et de faire passer la loi du consulat à la faveur de celle du partage des terres. Ils y en ajoutèrent une troisième aussi avantageuse à la multitude, et qui devait servir à réprimer les usures. On proposait de déduire sur le capital des dettes ce qui aurait été payé pour des intérêts excessifs; et le principal de-

vait être acquitté en trois années, et en trois paiemens égaux.

Le projet de la seconde loi regardait le partage des terres conquises, sujet perpétuel de division entre le sénat et le peuple. Mais comme les tribuns prévirent que tout le corps des patriciens et même des riches plébéiens, qui en possédaient depuis long-temps, se soulèveraient de concert contre cette proposition, et que leur opposition pourrait empêcher la publication de la loi touchant le consulat, ils se renfermèrent à demander qu'au moins il fût défendu d'en posséder à l'avenir plus de cinq cents arpens, et que ce qui se trouverait excédant ce nombre fût ôté aux riches et distribué à ceux qui ne jouissaient d'aucun fonds de terre.

Enfin, par une troisième loi, l'unique objet de ces tribuns, il était ordonné qu'on n'élirait plus de tribuns militaires; qu'on rétablirait le consulat avec toutes ses prérogatives, et que l'un des consuls serait toujours pris du corps des plébéiens.

Les deux tribuns proposèrent ces lois dans la première assemblée. Jamais la division, les intrigues et les cabales ne furent plus vives. C'était attaquer en même temps le sénat et la noblesse par tout ce qui excite les desirs les plus violens des hommes, les richesses et les

honneurs. Tout le corps des patriciens s'éleva contre ces propositions ; le peuple, de son côté, soutint les tribuns avec chaleur ; il y eut même des transfuges dans les deux partis. Le riche plébéien, devenu contraire aux intérêts de son ordre par ses acquisitions, craignait qu'on ne lui enlevât une partie de son bien ; et le noble et le patricien, qui ne se trouvaient de fonds de terre que la quantité prescrite par la loi, l'approuvaient dans la vue de se rendre agréables au peuple, et de parvenir par sa faveur aux premières dignités de la république. La ville était remplie de tumulte, la discorde régnait partout ; les familles même étaient partagées ; chacun prenait parti selon ses vues et ses intérêts, et Rome se trouvait dans ces agitations qui précèdent ordinairement les séditions et la guerre civile.

L'assemblée se sépara sans qu'il y eût rien d'arrêté. Les deux tribuns, chefs du parti, employèrent le temps qui se passa jusqu'à l'assemblée prochaine à cabaler et à s'assurer des suffrages de la multitude ; le sénat, de son côté, tint différens conseils tant en public qu'en particulier. Enfin il eut recours à une ressource dont il avait déjà tiré de grands avantages ; il gagna quelques tribuns du peuple. Ceux-ci, jaloux de ce que Licinius et Sextius rappelaient

à eux toute l'autorité de leur collège, firent assurer secrètement le sénat de leur opposition. Licinius et Sextius, qui ignoraient cette intelligence, convoquèrent l'assemblée dans la confiance que rien n'était capable d'empêcher la réception de leurs lois; ils ordonnèrent qu'on en fit la lecture, et ils invitèrent en même temps tous les tribuns à donner leurs suffrages. Mais les tribuns, gagnés par le sénat, se levèrent aussitôt, et déclarèrent qu'ils s'y opposaient formellement.

C'était, comme nous l'avons déjà dit, un obstacle invincible à toute proposition que l'opposition d'un seul tribun, dont le pouvoir et le privilège à cet égard consistait en ce seul mot latin, *VETO, je l'empêche*; terme si puissant dans la bouche de ces magistrats plébéiens que, sans être obligés de dire les raisons de leur opposition, il suffisait pour arrêter également les résolutions du sénat et les propositions des autres tribuns.

Ainsi les lois furent rejetées, et le sénat triomphait; mais Sextius, quoique surpris de l'infidélité de ses collègues, ne relâcha rien de sa fermeté, et prenant son parti sur-le-champ. « Aux dieux ne plaise, dit-il, que je viole le plus beau privilège du peuple, quoique ses magistrats ne s'en servent aujourd'hui que contre

ses intérêts. Mais puisque les oppositions ont tant de force, nous nous servirons à notre tour des mêmes armes. » Puis adressant la parole au sénat et aux patriciens. « Faites, messieurs, ajouta-t-il, tant d'assemblées qu'il vous plaira pour l'élection des tribuns militaires, je vous ferai voir que ce mot *veto*, qui vous est aujourd'hui si agréable dans la bouche de mes collègues, ne vous fera pas tant de plaisir dans la mienne. »

Ces menaces ne furent point vaines ; car, le temps étant venu d'élire de nouveaux tribuns militaires, Licinius et Sextius s'opposèrent hautement à toute élection, en même temps qu'ils surent se faire continuer dans le tribunat plébéien. [382] Ils renouvelèrent la même opposition pendant les cinq années suivantes, en sorte que la république sans chefs, tomba, par l'opiniâtreté des uns et des autres, dans une espèce d'anarchie qui ne fut interrompue que par la création de quelques entre-rois, qu'on n'élut que pour tenter de trouver quelque voie de conciliation.

Cependant la guerre étrangère qui paraissait un moindre mal que ces divisions domestiques, vint pour ainsi dire au secours du sénat. Les habitans de Vélitres firent des courses sur les terres de la république, et assiégèrent ensuite

Tusculum , ville alliée du peuple romain. Comme on ne pouvait pas se dispenser d'armer pour repousser cette insulte, les deux tribuns du peuple furent contraints de lever leur opposition, et on procéda à l'élection des tribuns militaires qui devaient marcher en campagne.

Les ennemis furent battus et le siège de Tusculum levé. On assiégea ensuite Vélitres ; mais cette place n'ayant pas été prise par ceux qui en avaient commencé le siège, l'on fut encore obligé de créer de nouveaux tribuns militaires [383]. Licinius et Sextius ne l'ayant pu empêcher, trouvèrent le moyen de faire comprendre dans cette élection Fabius Ambustus, beau-père de Licinius.

Ces deux hommes habiles , entreprenans et soutenus d'un tribun militaire , régnaient impérieusement dans toutes les assemblées. Ils représentèrent au peuple , que dans une république toutes les dignités devaient être également la récompense du mérite, sans distinction de naissance ou de richesses. Et Sextius , qui était naturellement éloquent, se tournant vers le sénat, et apostrophant les patriciens, il leur demandait fièrement s'ils ne pouvaient vivre avec cinq cents arpens de terre, pendant qu'on n'avait distribué à leurs ancêtres que deux arpens pour chaque chef de famille , et que la

plus grande partie du peuple n'en avait pas encore davantage. « Mais c'est, dit-il, ce partage si inégal entre les citoyens d'une même république qui est cause que le peuple gémit sous le poids des usures, et que nous voyons tous les jours des hommes libres dans les fers, et trainés en prison comme des esclaves. Et il ne faut pas, ajouta-t-il, se flatter ni que les riches apportent quelque modération à leur avarice, ni que les patriciens relâchent quelque chose de cet empire tyrannique qu'ils exercent sur nos biens et sur nos personnes, à moins que le peuple n'ait assez de courage pour faire un consul de son corps, qui soit l'interprète de ses besoins et protecteur de sa liberté. »

En même temps que Sextius, par de pareils discours, fomentait l'animosité des plébéiens contre le sénat, ses amis et ses partisans gagnèrent ses collègues, qui levèrent enfin leur opposition. Sextius, débarrassé de cet obstacle, convoqua l'assemblée du peuple. Le sénat, consterné du changement des tribuns qui lui manquaient de parole, eut recours, comme dans les plus grands périls de la république, à un dictateur ; [384] et tous les sénateurs, par des vœux unanimes, déférèrent cette dignité à Camille. C'était pour la quatrième fois qu'il en était revêtu : il ne l'accepta dans cette conjonc-

ture qu'avec répugnance. Indifférent entre la noblesse et le peuple, et uniquement attaché au corps entier de la république, il eût bien voulu ne point prendre de parti; mais l'animosité était trop grande, et les tribuns trop opiniâtres et trop emportés pour pouvoir se flatter de les ramener par des conseils modérés. Les deux tribuns, assurés de leurs collègues qui avaient levé leur opposition, se croyaient maîtres de faire recevoir leurs lois, lorsque le dictateur, pour gagner du temps, fit publier une ordonnance par laquelle il était ordonné au peuple romain de se trouver au Champ de Mars pour le suivre à la guerre.

Cet édit d'un magistrat qui avait pouvoir de vie et de mort sur ses concitoyens causa beaucoup d'inquiétude au peuple. Les tribuns, pour le rassurer, eurent l'audace de menacer le dictateur de le condamner à une amende de cinquante mille dragmes<sup>1</sup>, s'il ne révoquait son édit. Mais pendant ces disputes le temps s'écoula, la nuit survint; et ceux du peuple qui, malgré l'édit du dictateur, s'étaient trouvés à l'assemblée, avec les tribuns, furent obligés de

<sup>1</sup> La dragme, monnaie des Grecs, valait un gros d'argent. C'était la même chose que le denier à l'égard de la valeur, c'est-à-dire 7 ou 8 sous monnaie de France, selon la plus commune opinion.

se retirer sans avoir rien arrêté : ce qui avait été la principale vue du dictateur. Il se démit ensuite de sa dignité, soit que, considérant son âge avancé, et peut-être se souvenant encore de son exil, il ne voulût pas se commettre de nouveau avec des furieux ; ou, ce qui a paru plus vraisemblable à Tite-Live <sup>1</sup>, qu'on l'eût averti qu'il y avait eu quelque défaut dans la manière de prendre les auspices à sa création de dictateur. On sait assez à quel point de superstition les Romains, alors aussi grossiers et aussi ignorans que courageux, avaient poussé ces observations scrupuleuses. Si l'Augure dans ses oraisons préparatoires prononçait une seule parole pour une autre ; si le voile dont il couvrait sa tête tombait, ou si lui-même ne se levait ou ne se remettait pas sur son siège dans les circonstances ou les temps marqués, la moindre de ces formalités omise parmi un nombre infini d'autres cérémonies suffisait pour déclarer nulles les délibérations ou les élections qu'on avait faites, en conséquence de cet acte de religion ; et un homme capable de mépriser les augures était regardé comme un impie et un sacrilège. Il n'est donc pas surprenant qu'un magistrat aussi pieux que Camille n'eût pas voulu retenir plus long-temps une dignité qui

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. vi, c. 38.*

lui avait été conférée contre la disposition et les préjugés de sa religion ; et ce qui doit faire croire qu'il ne l'avait pas abdiquée par la crainte des tribuns du peuple, c'est que peu de temps après il l'accepta de nouveau, et dans un temps où l'affaire du consulat n'était point encore terminée. Cependant, comme dans une conjoncture si difficile le sénat ne croyait pas pouvoir se passer d'un dictateur pour opposer son autorité aux brigues et aux cabales des tribuns, il déféra [385] cette grande dignité à P. Manlius, qui jusque alors avait paru attaché aux intérêts de son ordre et de sa compagnie. Mais l'élection que ce magistrat fit d'un plébéien appelé C. Licinius, pour général de la cavalerie, déclara son penchant secret pour le parti du peuple, quoiqu'il tâchât de justifier une nomination si extraordinaire, et qui n'avait point encore eu d'exemple sur la dignité de tribun militaire que ce C. Licinius avait déjà exercée, et en quoi il faut le distinguer de C. Licinius Stolon, qui n'était que tribun du peuple. Le dictateur, pour s'excuser d'un pareil choix, alléguait je ne sais quelle alliance entre sa maison et celle de Licinius : ce qui fait voir combien la fidélité est rare dans les troubles d'un état, à cause des secrètes liaisons qui se trouvent entre des citoyens d'une même

ville, quoique de différens partis. Sextius, ne craignant rien du dictateur ni du général de la cavalerie, se flattait de venir heureusement à bout de tous ses desseins. Il employait son éloquence dans toutes les assemblées pour inspirer au peuple sa propre ambition; mais la multitude, qui souhaitait passionnément le partage des terres et quelque soulagement dans ses dettes, ne montrait que de l'indifférence pour le consulat; et ce peuple généreux respectait dans le sang des patriciens la source glorieuse de tant de généraux, sous lesquels il était accoutumé de combattre et de vaincre.

Les deux tribuns, alarmés de cette froideur, feignirent de ne vouloir plus prendre de part aux affaires. Ils refusèrent même l'un et l'autre de concourir dans l'élection qui se devait faire de nouveaux tribuns pour l'année suivante. Sextius représentait dans toutes les assemblées que son collègue et lui avaient vieilli inutilement dans cette dignité; qu'il y avait neuf ans qu'ils combattaient contre le sénat pour les intérêts du peuple<sup>1</sup> dont ils se voyaient à la veille d'être abandonnés; que les plébéiens voulaient bien entrer dans le partage des terres, et qu'ils n'avaient pas moins d'empressement d'être déchargés de leurs dettes; mais que,

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. iv, c. 39.*

quand il s'agissait de l'honneur de leurs magistrats et de la récompense que méritaient leurs services, on ne voyait que froideur et qu'indifférence. Pour lors, Sextius se montrant à découvert : « Sachez, dit-il au peuple, que nos propositions sont inséparables. Il faut vous résoudre à les passer conjointement; et si nous n'obtenons le consulat par vos suffrages, vous n'aurez ni terres de conquête, ni diminution de vos dettes; et je vous déclare que, mon collègue et moi, nous renonçons à une charge qui ne produit que de l'ingratitude. »

Ce qu'il y avait de sénateurs et de patriciens dans cette assemblée ne purent assez s'étonner de l'effronterie avec laquelle ce tribun audacieux faisait un avcu si public de son ambition. Appius Claudius, petit-fils du décemvir, prenant la parole et l'adressant à la multitude : « Au moins, leur dit-il, ne vous est-il plus permis de douter que vos tribuns n'aient excité tant de séditions que pour leur propre intérêt. Vous voyez que ces nouveaux Tarquins vous menacent impunément que vous n'aurez point de terres, ni la république de magistrats, si on ne leur abandonne le consulat. »

Le peuple sentait bien tout l'orgueil et toute l'indignité qui se trouvaient dans cette alternative; mais l'affaire était engagée trop avant.

La multitude, qui craignait de perdre ses défenseurs, s'engagea solennellement de suivre aveuglément leurs intentions. Ce ne fut qu'à cette condition que ces deux magistrats daignèrent consentir à la continuation de leur tribunal ; et les plus ambitieux de tous les hommes eurent encore l'adresse de se faire un nouveau mérite de la durée de leur empire et de leur domination.

Le sénat et la noblesse furent épouvantés de l'audace de deux hommes qui avaient trouvé le secret de se perpétuer dans deux charges annuelles par leur institution, mais qu'ils allaient rendre héréditaires dans leurs familles. Les sénateurs se reprochaient leur faiblesse, et ne pouvaient envisager sans chagrin avec quelle diminution d'autorité ils laisseraient à leurs enfans cette dignité qu'ils avaient reçue de leurs pères. Tout était en mouvement dans la ville, et ses habitans à la veille de prendre les armes les uns contre les autres, lorsqu'ils furent obligés de les tourner contre une nuée de Gaulois qui, des bords de la mer Adriatique, s'avançaient vers Rome pour venger la défaite de leurs compatriotes.

Des ennemis aussi redoutables suspendirent les divisions qui agitaient la république. Il ne fut plus question de disputer de la capacité et

de la valeur entre les patriciens et les plébéiens. [386] Un péril commun, l'interprète le plus sûr du véritable mérite, réunit tous les vœux ; et les tribuns du peuple demandèrent Camille pour dictateur avec autant d'empressement que le sénat. Ce fut pour la cinquième fois qu'il fut élevé à cette suprême dignité. La victoire, sous un si grand capitaine, ne fut ni difficile ni douteuse. Les Gaulois furent défaits ; il en périt un grand nombre sur le champ de bataille ; et le reste, dispersé par la fuite et sans se pouvoir rallier, fut assommé par les paysans. La fin de cette guerre fut le commencement d'un nouveau trouble dans le dedans de l'état, et on vit renaître les anciennes divisions. Licinius et Sextius, ces tribuns perpétuels, résolurent d'emporter le consulat à quelque prix que ce fût. Ils convoquèrent pour cela l'assemblée du peuple ; et, sans s'arrêter à haranguer à leur ordinaire, ils ordonnèrent qu'on recueillit les suffrages. Le dictateur, qui s'était rendu dans la place suivi de tout le sénat, voulut s'y opposer ; mais les tribuns qui ne respectaient plus ni les lois ni la première dignité de la république, envoyèrent un licteur pour arrêter Camille <sup>1</sup>, et le conduire en prison. Cet attentat contre le souverain magistrat fit sou-

<sup>1</sup> *Plut. in Camillo.*

lever toute la noblesse ; il n'était point encore arrivé dans Rome un si grand tumulte. Les patriciens repoussent le licteur en même temps que les plébéiens se préparent à le soutenir. Les deux partis se rangent chacun d'un côté de la place , prêts à en venir aux mains. Dans un si grand désordre , le dictateur fait dire aux tribuns de suspendre pour un moment leur animosité ; il appelle auprès de lui tous les sénateurs , et les conduit dans un temple voisin pour y prendre une dernière résolution <sup>1</sup>. Mais avant que d'y entrer , il se tourna vers le Capitole ; et adressant ses prières aux dieux , il fit vœu de bâtir un temple à la Concorde , s'il pouvait rétablir l'union entre ses concitoyens.

Il y eut de vives contestations entre les sénateurs sur le parti qu'on devait prendre ; mais enfin , comme le péril était pressant , et que le peuple furieux menaçait d'abandonner Rome , l'avis le plus doux et le plus convenable à l'état présent passa à la pluralité des voix [387]. On convint enfin de céder au peuple une des places du consulat. Sextius fut le premier des plébéiens qui en fut pourvu ; et Licinius lui succéda peu de temps après. Les patriciens , de leur côté , obtinrent par l'entremise du dictateur deux nouvelles dignités , qui leur furent

<sup>1</sup> *Ovid. Fast. lib. 1, v, 639 et seq. Plut. in Camillo.*

affectées comme pour dédommagement et à l'exclusion du peuple.

La première fut la préture, établie pour rendre la justice dans la ville, fonction originellement attachée au consulat, mais à laquelle les consuls ne pouvaient guère vaquer, surtout l'été, qu'ils passaient ordinairement à la tête des armées. Ainsi la préture fut considérée comme un supplément du consulat et la seconde dignité de la république<sup>1</sup>. Sp. Furius, fils du dictateur, fut le premier préteur de Rome; et, en cette qualité, on lui accorda la ROBE PRÉTEXTE ou bordée de pourpre, LA CHAIRE CURULE et six licteurs qui portaient les faisceaux devant lui; en quoi le préteur était distingué du consul qui en avait douze. Et comme le dictateur avait pour vice-gérant le général de la cavalerie, et les consuls leurs lieutenans, le préteur avait aussi à ses ordres les questeurs qui dépendaient particulièrement de lui, et sur lesquels il se reposait d'une partie des affaires.

La seconde charge qu'on créa en faveur des patriciens fut l'édilité majeure, ainsi appelée pour la distinguer de l'édilité plébéienne, établie en même temps que les tribuns du peuple, dont ils étaient considérés comme les lieute-

<sup>1</sup> *Suidas*, art. *πραιτωρ*.

nans. On appelait encore cette charge *édilité curule*, parce que ceux qui en étaient revêtus pouvaient, comme les consuls et les préteurs, se faire porter dans une espèce de trône orné d'ivoire et qu'on appelait *chaire curule*.

Les deux premiers édiles patriciens furent Cn. Quintius Capitolinus et P. Cornelius Scipion<sup>1</sup>. Les fonctions de ces édiles répondaient en même temps à celles de nos maires, des lieutenans de police et des trésoriers de France. Ils étaient chargés du soin des temples, des théâtres, des jeux, des places publiques, des marchés, des tribunaux de justice et de l'entretien des murailles de la ville. C'était encore à eux à veiller à ce qu'il ne s'introduisît aucune nouveauté dans la religion. Ils avaient la même inspection sur les livres qu'on mettait en lumière, et sur les pièces de théâtre. Cette charge, toujours remplie par deux patriciens, était un degré pour monter à la préture et au consulat.

Enfin après l'établissement des consuls, du préteur et des édiles curules, la loi qui concernait les terres publiques fut reçue comme le seul moyen d'apaiser la multitude et de rétablir l'union dans l'état.

Cette loi appelée *Licina*, de C. Licinius Stolon, son auteur, portait qu'aucun citoyen,

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. vii, c. 1.*

sous quelque prétexte que ce fût, ne pourrait posséder à l'avenir plus de cinq cents arpens de terres de conquête, et qu'on distribuerait gratuitement ou qu'on affermerait à vil prix le surplus à de pauvres citoyens ;

Que dans ce partage on assignerait au moins sept arpens par tête à chaque citoyen ;

Qu'on ne pourrait avoir sur ces terres qu'un certain nombre déterminé de domestiques ou d'esclaves pour les faire valoir ;

Que le nombre des troupeaux serait aussi limité, et proportionné à la quantité des terres que chacun occuperait ; et que les plus riches ne pourraient nourrir ni envoyer dans les communes et les pâturages publics plus de cent bêtes à cornes et cinq cents moutons ;

Qu'on nommerait incessamment trois commissaires pour présider à l'exécution de la loi ; et que l'auteur qui l'avait proposée ne pourrait être compris dans le nombre des triumvirs ;

Enfin que le sénat, les chevaliers et le peuple, feraient des sermens solennels d'observer cette loi ; et que ceux qui, dans la suite, y contreviendraient seraient condamnés à une amende de mille asses, ou dix mille sols romains.

La loi fut d'abord observée avec beaucoup

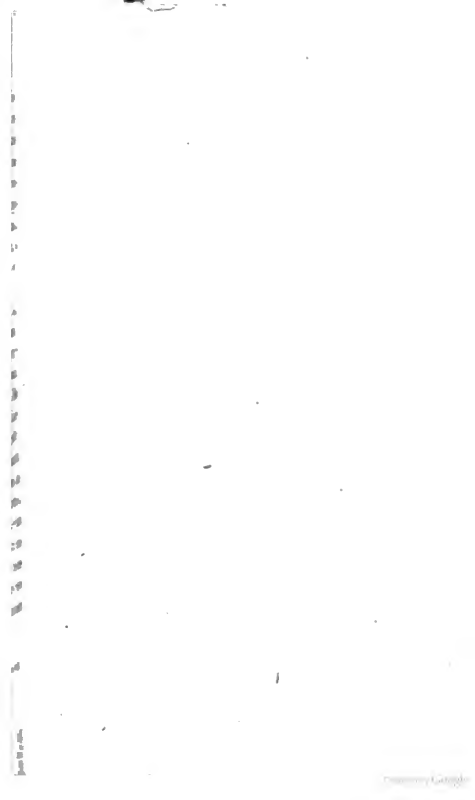
d'exactitude, comme le sont la plupart des nouveaux réglemens. L'auteur même de la loi, C. Licinius Stolon, fut le premier des Romains condamné à l'amende pour l'avoir violée. Il fut convaincu de posséder plus de mille arpens de terre<sup>1</sup>; et quoique, pour échapper à la rigueur de la loi, il les eût auparavant partagés avec son fils, qu'il avait émancipé dans cette vue, on regarda cette émancipation comme faite en fraude de la loi. On lui enleva la moitié de ses terres qu'on partagea entre de pauvres citoyens; il paya outre cela une amende de dix mille sols<sup>2</sup>, et il apprit par sa propre expérience, que dans un gouvernement libre on ne souffre point que les magistrats se dispensent de l'observation des lois qu'ils prescrivent aux particuliers. Mais comme il n'y a pas de peines assez rigoureuses auxquelles l'avarice et la convoitise des hommes n'échappent, les plus riches et les plus puissans parmi les Romains trouvèrent depuis le secret de se faire adjuger les communes et les terres de conquête sous des noms empruntés. Les guerres qui sur-

<sup>1</sup> *Tit. Liv. lib. vii, c. 16.* — <sup>2</sup> Les sols d'or étaient à la taille de 72 à la livre, ou de 84 grains de poids, qui avaient cours pour 40 deniers d'argent. Le sol d'or valait chez les Romains 1000 sesterces; et chaque sesterce valait le quart de leur denier d'argent.

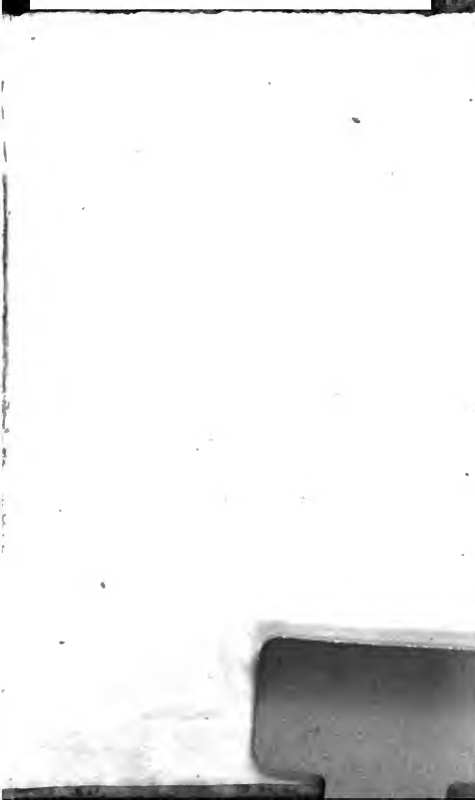
vinrent contre les Latins, les Samnites, les Gaulois et les Carthaginois, favorisèrent ces usurpations; les lois furent moins écoutées dans le tumulte des armes; les magistrats, par une collusion réciproque, dissimulaient ces infractions; enfin on ne fit plus mystère de la supposition de nom, comme nous le verrons dans la suite. Les grands levèrent le masque; et la loi Licinia tomba à la fin dans le mépris et le peuple dans la misère.

Ce fut le sujet de nouvelles séditions, d'autant plus dangereuses que le peuple était devenu plus nombreux et plus puissant, et que des grands s'en firent un prétexte de soutenir ses intérêts pour se rendre chefs de parti. Mais, avant que d'entrer dans le détail de ces dissensions, j'ai cru que je ne pouvais me dispenser de représenter auparavant de quelle manière les Romains étendirent leur domination dans l'Italie, la Sicile, l'Espagne et une partie de l'Afrique et de l'Asie : ce que je décrirai le plus sommairement que je pourrai, et sans m'éloigner de Rome qu'autant que cela sera nécessaire pour faire connaître les différentes révolutions qui arrivèrent dans son gouvernement, le principal objet de cet ouvrage.









BIBLIOTECA